

de
LA VISITE A PARIS DU PRESIDENT HAMDI
Les voes de la France et du Yemen du Sud
sont convergentes
affirment le communiqué commun

L'hebdomadaire soviétique Temps Nouveau
se défend d'avoir critiqué
la politique des partis communistes occidentaux

A Montpellier
MARIAGE
DE FIDOUX BEU

BUDGET
10 OCTOBRE

LEAD
MOUVILU

CLUBES
UTEUIL

WILLIAM GOLDMAN
MAGIC

Les orages dans le Sud-Ouest

Une dizaine de personnes
sont portées disparues

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,00 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1,00 F; Belgique, 1,00 F; Espagne, 1,00 F; France, 1,50 F; Italie, 1,00 F; Japon, 1,00 F; Pays-Bas, 1,00 F; Portugal, 1,00 F; Royaume-Uni, 1,00 F; Suisse, 1,00 F; États-Unis, 1,00 F.

L'Albanie s'éloigne de la Chine

Tirana dénonce la stratégie de Pékin

Et s'il n'en reste qu'un...

Les héritiers de Mao ne sont pas cités une seule fois dans le long éditorial que vient de publier à Tirana « Zeri i Popullit », organe du Parti du travail (communiste). Mais c'est à son manifestement qu'est administrée avec rudesse une leçon sur « la théorie et la pratique de la révolution ». Les attaques contre l'impérialisme capitaliste sont mentionnées pour mémoire dans ce document. La condamnation sans appel du « social-impérialisme » est rappelée, sans que l'on cherche à étayer davantage le dossier : les dirigeants albanais estiment inutile de s'appesantir sur ce qui, pour eux, « révolutionnaire authentique », a vu de soi.

L'attaque vise les partisans de la « théorie des trois mondes ». Naturellement, elle trappe d'abord les titistes et les révisionnistes soviétiques, puisque les Yougoslaves se disent liés au tiers-monde et que les Russes cherchent à constituer un front commun avec les États en voie de développement. Pour les Albanais, la cause de ces révisionnistes est entendue, leur trahison enregistrée : ils sont dans l'autre camp. Mais où se trouvent maintenant les Chinois ? La thèse de « Zeri i Popullit » peut se résumer par cette formule du journal : « Le principe : les ennemis de nos ennemis sont nos amis ne peut s'appliquer quand il s'agit des deux super-puissances impérialistes, l'Union soviétique et les États-Unis. C'est la politique chinoise inaugurée par Mao lui-même dans les dernières années de son règne qui est ainsi rejetée. En doctrine, l'ancien président chinois condamnait également les deux super-puissances, mais en pratique il cherchait au moins à neutraliser les États-Unis pour faire face au danger principal.

Les exemples que cite le journal de Tirana ne sont pas pris au hasard : « On a même justifié la présence militaire américaine dans divers pays comme l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Japon. » Qui est-ce « on », si ce sont les Chinois qui, à chaque occasion, recommandent aux hommes d'État européens de rester vigilants et de choisir les moyens les plus efficaces pour se garantir contre la menace russe ? D'ailleurs, si l'autorité de Lénine et de Staline est maintenue, l'Union soviétique n'est pas en danger, car elle n'est pas l'ennemi de la pensée du président Mao. Surtout, il est désormais indigne de prendre place dans la catégorie des grands ennemis ? Et pourquoi ? Depuis le début des années 70, plus précisément depuis que Mao avait renoué le président Nixon, un froid était perceptible entre Pékin et Tirana.

Le journal s'en tient au schéma le plus simple et le plus intriquant : avant de parler « du monde et des divers pays », avant de leur donner des appellations, les marxistes-léninistes doivent juger, « en premier lieu, sur l'ordre socio-économique qui règne dans ces pays et selon les critères de classe prolétariens ». Conséquence : il ne peut y avoir trois mondes, mais seulement deux. Et entre ces deux mondes, c'est « la lutte à mort ».

L'analyse est limpide. Mais que reste-t-il de la réalité ? Si on suit les canaux que rappellent les Albanais, le monde socialiste est bien restreint, puisqu'il faut en exclure tous les pays d'Europe orientale, et naturellement la Yougoslavie. Il est vrai que Tirana fait confiance aux militants qui préparent la révolution dans les pays placés sous la coupe des deux pouvoirs impérialistes. La Chine, elle, n'est pas dans l'autre camp, mais, par « opportunisme », elle déserte le combat. À ceux qui ont marqué de l'intérêt pour M. Strassma, il est rappelé que l'Europe aussi doit arriver à la révolution prolétarienne, et que c'est cette révolution qui est fondamentale pour un léniniste.

Dans la bataille qu'elle entend continuer à mener, l'Albanie de M. Hodja paraît bien isolée.

Tension en Israël

Les exigences des partis religieux compliquent la tâche de M. Begin

De violentes bagarres ont éclaté, près de Tel-Aviv, entre « religieux » et « laïcs », mettant dans l'embarras le gouvernement de M. Menahem Begin. Des centaines de manifestants protestent contre la prétention des ultra-orthodoxes d'interdire à la circulation, pendant le sabbat, les rues de la localité de Bnei-Brak, mesure qui la semaine précédente avait provoqué un accident mortel.

La Cour suprême, saisie de l'affaire, doit examiner la légalité des barrières érigées par les religieux. Des centaines de télégrammes sont parvenus aux autorités, protestant contre cette atteinte aux libertés civiles. Le leader du parti travailliste a demandé qu'un débat s'ouvre à la Knesset. Une partie de la presse accuse le gouvernement de passivité, sinon de connivence, en rappelant les « concessions abusives » consenties aux partis religieux pour les inciter à entrer dans la coalition au pouvoir.

La tension complique la tâche de M. Begin, qui tente d'associer au gouvernement le parti Dash — dont l'orthodoxie est largement « laïque ». Le premier ministre souhaite, en effet, élargir son équipe à des éléments modérés avant de se rendre à Washington, le 19 juillet, pour y rencontrer le président Carter.

De notre correspondant

Jérusalem. — Bnei-Brak, ville satellite de Tel-Aviv dont la population est dans sa grande majorité composée de religieux, est, depuis une dizaine de jours, le théâtre d'affrontements entre laïcs et pratiquants. Ces heurts ont été provoqués par la décision du conseil municipal, dominé par des membres du parti ultra-orthodoxe Agoudat Israël, de fermer à la circulation des véhicules pendant vingt-quatre heures que dure le repos sabbatique la rue Hachomer, à l'extrémité est de leur ville, où n'habitent pas uniquement des pratiquants.

Les laïcs n'ayant tenu aucun compte des panneaux interdisant l'accès aux véhicules, le conseil municipal avait placé une chaîne barrière à l'entrée sur toute la largeur, à la tombée de la nuit du vendredi 1^{er} juillet. La police n'a pas donné suite aux plaintes qui lui ont été adressées et n'a donc pas empêché le drame qui devait s'enclencher les esprits quelques heures plus tard.

ANDRÉ SCHEMAMA.

(Lire la suite page 3.)

La préparation des élections

M. Giscard d'Estaing invite la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre un « programme d'action pour la législature »

Dans le discours qu'il a prononcé, vendredi soir 8 juillet, à Carpentras, M. Giscard d'Estaing a beaucoup insisté sur sa volonté de sauvegarder l'unité nationale et de « tout faire pour la maintenir ». Il a invité la majorité à mettre au point, sous l'autorité de M. Barre, un « programme d'action pour la législature » et il a stigmatisé le programme commun de la gauche, qui imposait « un changement brutal de société ».

Les propos présidentiels, favorablement accueillis par MM. Chirac (parti républicain), Stasi (C.D.S.), Stirn (Mouvement des socialistes libéraux) et par le Centre national des indépendants et paysans, combattus par MM. Chaban (P.C.F.), Ester (P.S.), Fabre (M.R.G.) et par les gaullistes d'opposition, ne sont commentés ni par le R.P.R. ni par M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui tiendra une conférence de presse, mardi 12 juillet, à 15 h. 30, à l'Assemblée nationale.

La conjoncture générale ne s'y prêtant guère, M. Giscard d'Estaing n'est pas allé vendredi soir jusqu'à inviter les Français à partir en vacances « sans inquiétude », ainsi qu'il l'avait fait le 30 juin 1975. Le discours qu'il a prononcé à Carpentras a néanmoins confirmé une fois de plus la très remarquable solidité du parti pris de sérénité, d'optimisme et d'auto-satisfaction d'un homme qui avait constamment le sourire aux lèvres en s'adressant à son auditoire.

La France est « respectée et écoutée » à l'étranger ; le « ciel paraît s'éclaircir », puisque l'Assemblée n'a pas renversé le gouvernement (on oublie de dire que nul n'y avait jamais songé), les institutions ont fait la preuve de leur « utilité et efficacité », la hausse des prix se ralentit, le franc est stabilisé, le commerce extérieur se redresse, les finances publiques sont assainies et l'on peut donc prendre le risque de promettre une fois encore, une fois de plus : « À la fin de cette année la France sortira à la fois de la crise et de l'inflation ». Il restait, bien sûr, l'énorme et douloureuse épine de l'emploi, mais « l'objectif est qu'à la rentrée au complet emploi ou chômage soit substitué le couple emploi ou formation ».

« Responsable de la France » et par conséquent totalement étranger « aux réalités et aux ambitions » qui ravagent la machine politique, uniquement soucieux de sauvegarder la liberté, la justice et l'unité, et donc hostile aux « partis politiques porteurs de désespoir », M. Giscard d'Estaing n'a cependant pu passer sous silence, ni les récentes querelles internes de sa majorité, ni la préparation des prochaines élections législatives. Ceux qui s'attendaient à cet égard à des initiatives considérables et spectaculaires les attendent encore, et tous ceux qui lui et à la majorité ont promis de leur donner satisfaction.

Reclamant, pour la dixième fois depuis le début de l'année, une organisation de la majorité qui en soit une — « Tout le monde propose cette entente, eh bien ! ».

« CENDRILLON » A L'OPÉRA

Rossini chez Duchamp

L'Opéra de Paris termine bien sa saison avec un spectacle d'une qualité analogue aux deux grandes réussites de Lovelli et Bignens, « Idoméne » et « Faust ». Cette fois, c'est Jacques Rosner et Max Schoendorff qui ont enscené une œuvre plus inattendue, « le Cendrillon », de Rossini : en lui donnant un cadre étrange et un style d'une finesse délicate, ils lui ont été son caractère de « boîte de dragées pour les fêtes » et lui ont rendu une certaine tendresse mélancolique : Cendrillon n'est-elle pas une « mezza » et le drame naïf n'est-il pas cette fille réduite à l'état de servante, et humiliée par son père et ses sœurs trois heures durant, jusqu'à l'ultime scène de ses noces ?

Pourtant Rossini n'a que vingt-quatre ans et ne se penche guère sur ses états d'âme quand il compose « le Cendrillon » en trois semaines, utilisant morceaux anciens et procédés éprouvés les uns après les autres, mais, sans doute touché par son sujet, il écrit une musique moins brillante, moins sèche et mécanique, parfumée d'une poésie proche de celle de Gounod et, parfois, de Mozart. Jacques Rosner n'a pas tort d'y voir « le lieu du rêve » ; son spectacle nous en a du moins convaincus.

Dès l'ouverture, on prête l'oreille ; elle n'a pas le bris et l'éclat habituels, elle ne rit ni ne jaboie ; plutôt soupire-t-elle ; mais elle nous invite à l'attention avec son orchestre de chambre original, un peu perdu peut-être dans cette vaste salle, dont Jesus Lopez-Cobos tire des effets raffinés qui ne méritent pas en danger cependant les rythmes tripiés et la dynamique tendue de ces fameux « crescendo » dont Rossini use et abuse ici comme ailleurs.

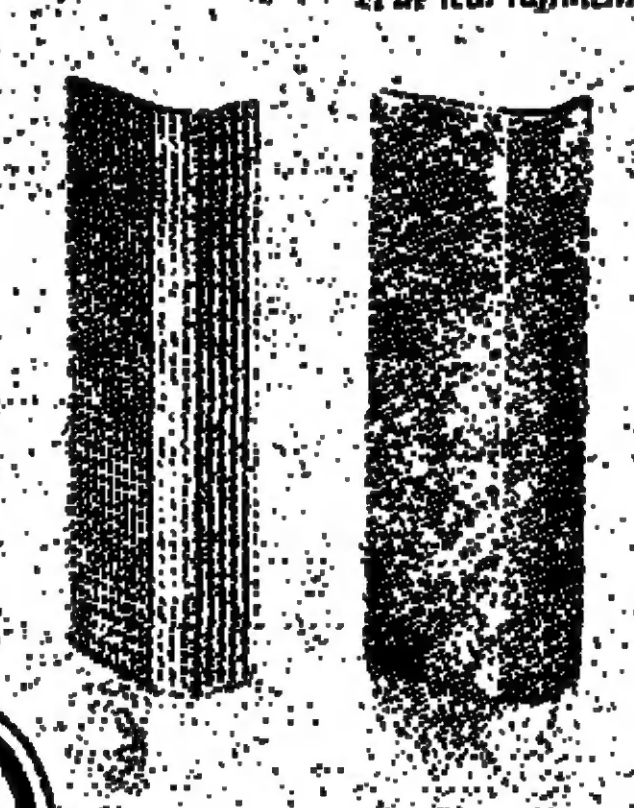
JACQUES LONGCHAMPT.

(Lire la suite page 18.)

le mur de Cartier

La grille du plus grand joaillier

signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique et de leur raffinement esthétique.



A partir de lundi

Monde

publiera en feuilleton

« LES ENVOUTÉS »

Un grand roman inédit en français de

WITOLD GOMBROWICZ

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Je veillerai, en toutes circonstances, à ce que la Constitution de

Carpentras. — Le président de la République a jugé le moment venu, vendredi 8 juillet, d'indiquer, comme il l'avait annoncé, le « bon choix » auquel les Français devraient se rallier lors des prochaines élections législatives. Il a fait devant une foule rassemblée sur la plus grande place de Carpentras et évalée à quarante mille personnes par les organisateurs, alors que le chiffre de quinze à vingt mille paraissait plus raisonnable à la plupart des observateurs. En appelant à « l'entente », tous ceux qui, quel que soit leur parti d'origine, « sont attachés à la défense des libertés », contre les partisans du programme commun de la gauche, M. Giscard d'Estaing a suscité une longue ovation, de même lorsqu'il a dénoncé, dans la critique des institutions faites par le parti communiste, une intention de coup d'État. A l'évidence, le public a mieux apprécié l'homme seul et résolu qui s'avance dans le champ politique après en avoir par le verbe expulsé les « intérêts partisans » que le chef de l'exécutif qui, pendant les vingt-cinq premières minutes, avait dressé le bilan de son action économique et sociale.

Voici le texte intégral du discours prononcé le 8 juillet 1977 à Carpentras par M. Giscard d'Estaing :

Monsieur le maire, chers amis de Carpentras et de Provence, Français et Français, je suis venu vous parler de la France. Certains ont annoncé que je vous parlerais d'abord de politique. Ce n'est pas mon premier sujet. Le président de la République n'est pas un homme politique parmi les autres, mais il est responsable de la France. C'est d'elle que je vais vous parler ce jour et le moment m'y invite. Car, Monsieur le maire, Carpentras, la Vaucluse, la Provence, est comme peuplée d'histoire. La rencontre des Romains et des barbares, celle des peuples du Nord et du Midi, celle des montagnes, des collines et de la mer. C'est la France latine, remplie de

L'énumération des mesures catégorielles adoptées depuis trois ans semblait laisser des auditeurs venus pour autre chose. Le chef de l'État fut cependant applaudi lorsqu'il annonça que la France demanderait une réforme de la politique agricole européenne et que le gouvernement élaborerait, pour l'automne, une nouvelle loi d'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord. Agriculteurs et rapatriés étaient ceux dont les autorités locales craignaient le plus les manifestations de mécontentement. On n'en vit aucune. La voie était libre pour proclamer que les « bonnes élections », comme les bonnes finances supposent une bonne politique.

Après un bref hommage aux « efforts obstinés et éclairés du premier ministre », M. Giscard d'Estaing définissait les conditions dans lesquelles la majorité pour le gouvernement doit être dans la France prestigieuse et laborieuse qu'il venait de peindre à ses auditeurs : large union sur un programme de législation caractérisé par le « progressisme ». On vérifiait une fois de plus la popularité du thème de l'union, surtout lorsqu'il est présenté en termes simples par un homme qui

fixes et les positions assurées, pour que le rapprochement entre pays à l'état de vie et de charges différents ne ruine pas l'effort de nos producteurs méditerranéens et assure les garanties indispensables au développement de la production. La France unie dans une Europe confédérale, tel est, vous le savez, notre objectif. Pourquoi vous avoir parlé si longtemps du monde extérieur, alors que pour beaucoup, vos préoccupations sont immédiates ? C'est que nous devons nous défendre de cette tentation, cultivée par les démagogues, de tout ramener à l'immédiat et à nous-mêmes. Le monde extérieur existe et il compte. Nous ne sommes pas seuls sur cette planète. La France n'est pas un paquebot qui se conduit tout habillé formé. Nous ne devons pas nous désintéresser de la place de notre pays dans le monde. J'appelle le peuple français à se préoccuper du sort de la France.

Les vieux démons

Et maintenant parlons de nous. D'abord de nos problèmes. Le printemps avait mal commencé. La confiance était accordée au gouvernement du bout des lèvres. Les spécialistes, ravis de l'habine, repandaient des rumeurs de crise. On pouvait se demander si les vieux démons n'allaient pas renaître et si les querelles des partis n'organisaient pas à nouveau l'impuissance de l'État. Pour faire face à cette situation, j'ai fait fonctionner les institutions de la V^e République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent.

Le pays sortira de la crise et de l'inflation à la fin de l'année

Le printemps de 1977 a apporté la preuve de l'utilité et de l'efficacité de la V^e République pour maintenir l'autorité de l'État et la continuité de l'action gouvernementale. Ce sentiment de malaise venait aussi de la durée de la crise monétaire. Qui, une longue, une trop longue crise qui use les nerfs et l'effort. Il est vrai que le monde n'est pas encore remis du bouleversement qu'il a subi et que nous ne pouvons pas nous en remettre. Mais, comme les autres pays, quel que soit leur régime politique, les contrechocs qui appellent hausse des prix et aussi chômage. Ce qui a été fait, ce qui est fait,

ce qui sera fait doit vous donner confiance et courage. Depuis un an, grâce aux efforts obstinés et soutenus du premier ministre et du gouvernement, dont notamment les membres issus de votre région m'ont encouragé, grâce à ces efforts, nous avons retrouvé son équilibre : la hausse des prix reste encore trop forte, elle se ralentit et ce ralentissement se poursuivra au second semestre. C'est tout cela, confusément, que les Français percevaient. Il faut qu'ils sachent

De notre envoyé spécial

s'affirme libre de toute contrainte partisane. Le paysage imaginaire dessiné par M. Giscard d'Estaing était dominé par un ciel « éclairci ». L'orateur prenait garde toutefois d'y montrer du doigt, à l'arrière-plan, le nuage menaçant de la subversion. Prenant parti sans ambages pour la majorité, le chef de l'État rassurait un public qui lui en savait gré et s'abandonnait au vertige de l'acclamation, que toute la première partie de la visite avait laissé attendre.

Quatre cent mille invitations avaient été répandues dans la région, sous la forme de cartes du comité d'accueil, donnant accès places de Verdun, à un espace fermé par des barrières et dont le dernier était strictement contrôlé. Sur la scène, l'animatrice Danièle Gilbert, entre un groupe folklorique provençal et une troupe de majorettes, donnait ses instructions : « Vous vous lèverez et vous entonnerez « le Chant du départ » lorsque le président arrivera. » Beaucoup se

que le redressement va se poursuivre.

Dans le même temps, un effort exceptionnel a été décidé en faveur de l'emploi des jeunes. Tout l'été, sans relâche, le gouvernement veillera à sa mise en place sur le terrain et partout. L'objectif est qu'à la rentrée un couple empoigné ou chagriné soit substitué au couple emploi ou formation. Notre société doit adopter les mesures nécessaires pour que tout jeune soit assuré d'être employé ou en formation. La consommation rapide, à l'heure actuelle, des crédits à l'investissement, l'augmentation récente des prestations sociales viendront soutenir l'activité. Le budget de 1978 s'inscrira dans la ligne de cette politique de soutien équilibré à l'économie. Ainsi, à la fin de cette année, la France aura vaincu la crise et de l'inflation, sans drames, sans affrontement, par ses propres forces et en ayant gardé, à tout moment, la maîtrise de son sort.

Ce redressement s'accompagne d'un effort délibéré de justice sociale. Qu'il s'agisse des personnes âgées disposant du minimum de ressources savent que jamais ces ressources n'auront autant progressé que cette année. En même temps, le gouvernement s'attache à éliminer, à effacer,

Une loi d'indemnisation des rapatriés

Il y a une catégorie de Français auxquels j'ai fait une promesse. Il s'agit des rapatriés. Venant en Provence, je sais qu'ils y sont nombreux, comme aussi dans le Roussillon, dans le Languedoc, dans le reste de notre pays. Je me souviens de nos rencontres, pendant la campagne électorale, à Montpellier, à Nice, à Toulouse, à Perpignan, à Toulon. Pour moi, ces entretiens étaient émuants.

Je savais que c'était des Français qui avaient perdu ces choses qui sont pour chacun de nous irremplaçables : sa maison, sa terre, ses souvenirs de famille, ses voisins dispersés. Je savais que, pour eux, rentrer meurtris d'une terre de combats extérieurs, malgré ses efforts, leur était apparu comme distante et indifférente. J'ai pris alors des engagements précis. Ils ont été tenus. La loi d'indemnisation des rapatriés, votée en 1970, a été appliquée. Les crédits ont été doublés. L'application de la loi de 1970 a été accélérée en donnant la priorité aux plus âgés d'entre les bénéficiaires. Mais j'avais dit aussi que cette

loi n'entraînerait pas le droit des rapatriés et que l'effort serait poursuivi au-delà de 1981. Le moment est venu d'en confirmer l'engagement.

C'est pourquoi, comme président de la République, j'invite le gouvernement à préparer une loi d'indemnisation complétant de façon équitable la contribution décidée en 1970. Bien entendu, comme chacun le sait, le versement de cette indemnisation devra être étalé dans le temps. Les deux dispositions devront être prévues : l'une est de veiller à ce que le versement soit plus rapide pour les personnes âgées, l'autre est de remettre des titres de rapatriés indémnités représentant leur créance. Seul le gouvernement peut préparer ce projet pour éviter les surenchères. Mais je souhaite qu'il puisse être appliqué par tous la communauté nationale afin que cette réforme une plaie que l'histoire a ouverte et que les Français, qui ont laissé au loin leurs souvenirs, les sentent remplacer ici par la fraternité.

La France apporte au monde l'esprit du dialogue

D'abord la place de la France dans le monde. La France tient dignement sa place dans le monde, sans inutile vanité. Nous pouvons, dans le monde actuel, être fiers d'être Français. C'est un monde difficile, tourmenté, où l'on voit naître de nouvelles puissances et d'autres s'effacer. Un monde dont on dirait qu'il est tirillé des douleurs de l'enfance, mais que ce sont des douleurs de l'adolescence. J'ai rencontré beaucoup de chefs d'État et notamment ceux d'Israël, les plus grandes nations dans le monde. Je peux vous dire que la France occupe la place qui lui revient. Elle est respectée et écoutée. Elle doit apparaître pour ce qu'elle est : une nation fière mais pacifique, indépendante mais prête à la coopération. La France dit ce qu'elle pense, sans ambiguïté. Quand il le faut, elle agit, mais elle le fait sans agressivité, avec la volonté de résoudre les

problèmes et non de les aggraver. Nous voulons apporter à un monde incertain et divisé l'esprit du dialogue. La France est bien placée pour le faire. C'est elle qui a lancé le dialogue Nord-Sud, le dialogue entre les riches et les moins riches, les forces et les faibles. Qui ne voit aujourd'hui que ce dialogue est économiquement, politiquement et moralement nécessaire, et que ses résultats devront être énormes ?

La France milite pour la détente entre l'Est et l'Ouest. Elle le fait en parlant le langage de la bonne volonté mais aussi, qui il le faut, celui de la franchise. La France veut de quitter l'Afrique dans la paix et dans la dignité, après une longue période de tension. Elle veut que la coopération et l'amitié, elle a voulu elle le fait sans agressivité, avec la volonté de résoudre les

Une réforme de la politique agricole européenne

Enfin, la France s'emploie à l'union de l'Europe. Le problème des institutions européennes, un moment obscurci par les passions, est maintenant débarrassé. Les initiatives françaises y ont puissamment contribué : création du

conseil des chefs de gouvernement et élections au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Il faut maintenant faire vivre l'Europe concrète, celle de l'agriculture, de l'énergie, des industries, du commerce. Mainte-

Analyses et commentaires

Les rapatriés : un pas important a été fait

Les responsables du Mouvement du Récours des rapatriés et de coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) avaient pris date, ce 8 juillet à Carpentras, en invitant leurs adhérents à suivre « avec calme et attention » le discours que devait y prononcer le chef de l'État. Paradoxalement, l'annonce faite par M. Giscard d'Estaing de la préparation d'un projet de loi d'indemnisation complémentaire, qu'ils appellent depuis des années de tous leurs vœux, les aura presque fait dégoûter. Réunis en début d'après-midi dans un pavillon du marché-gare de la cité vaudoise, ils n'avaient envisagé en effet que l'éventualité d'une nouvelle déception : tout était prêt pour signifier au président de la République, d'une façon courtoise mais explicite, la désapprobation que ses propos devaient leur inspirer.

Un projet de loi

La garden-party organisée après le discours du chef de l'État au stade nautique de Carpentras, un peu en dehors de la ville, était l'occasion d'en apprendre davantage sur les intentions du gouvernement. Et tout d'abord d'apprendre, de la bouche de M. Giscard d'Estaing lui-même, que le projet de loi gouvernemental serait déposé devant le Parlement « à l'automne », pour qu'il soit discuté avant le vote du budget.

M. Jacques Dominati, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé du dossier des rapatriés, insistait, lui, sur les délais : « Si le règlement des dossiers devait être aussi long que pour les indemnisations actuelles, déclarait-il, tant pis pour l'ANFOM (Agence nationale pour l'indemnisation), nous passerons par les recettes de perception ». Le secrétaire d'État n'est pas par-

De notre correspondant régional

M. Giscard d'Estaing aurait dû voir soudain des banderoles revendicatives se dresser sous ses yeux et une partie de son auditoire quitter ostensiblement la réunion. Mais les banderoles sont restées pliées.

« à l'automne »

En termes de l'allocation prononcée par le président de la République, les dirigeants du mouvement des rapatriés, MM. Guy Forzy, Pierre Goinard, Claude Laquière et Jacques Roussel, ont exprimé leur satisfaction : « Un pas important a été fait aujourd'hui, qui justifie les efforts que nous avons déployés. M. Giscard d'Estaing s'est engagé solennellement devant le pays, et nous ne pouvons, en la circonstance, lui refuser notre confiance. Nous serons néanmoins vigilants ».

Les responsables du RECOURS des rapatriés ont dit tout ce qu'ils ont voulu dire, que la nouvelle loi devra prendre en compte l'ensemble des problèmes en suspens, non seulement celui, majeur, de l'indemnisation, mais aussi ceux de la réinstallation des rapatriés, de l'amélioration des conditions de vie en Algérie, etc. Ils jugent par ailleurs que le projet de loi, s'il est voté, sera une victoire pour les rapatriés, qui seront délivrés aux rapatriés, soient garantis par l'État et qu'ils puissent être négociés aisément dans certaines circonstances impérieuses. Une certitude : les organisations de rapatriés seront associées à la préparation de la nouvelle loi.

« Nous avons eu soit un grand espoir, a conclu, pour sa part, M. Jacques Roussel. Mais c'est seulement le soir du vote de la loi que nous pourrions avoir l'impression d'être sortis du ghetto politique dans lequel on nous a enfermés. Autant nous adions jusqu'ici le devoir d'inviter les rapatriés à voter systématiquement contre les candidats de la majorité, lors des prochaines consultations électorales, autant, le problème réglé, nous aurons l'humanité de les laisser libres de se déterminer selon leurs propres convictions ».

GUY FORZY.

M. Trappe, président du Front national des rapatriés : « L'application de la loi d'indemnisation semble reportée à 1981, c'est-à-dire à l'expiration du septennat du chef de l'État. Ainsi, la répartition interviendrait vingt ans après la spoliation, serait échelonnée dans le temps à partir de 1981, et ne serait consignée en majeure partie par des titres remboursables à vingt ou trente ans. Tout projet gouvernemental qui ne prévoit pas d'application immédiate serait rejeté par l'ensemble de la communauté rapatriée ».

Garantir les paysans français avant l'élargissement du Marché commun

Il y a plusieurs mois déjà que les intérêts français incitent auprès de la Commission européenne et de leurs partenaires du Marché commun pour que soit entreprise la réforme, évoquée par M. Giscard d'Estaing, des règlements applicables au marché des fruits et légumes et à celui du vin. Réformes nécessaires, on les soulève, si on veut que la politique de qualité et de meilleur ajustement de l'offre à la demande entreprise par la France ne soit pas mise en péril. Elles s'imposent avec davantage de force à partir du moment où l'on envisage pour un avenir relativement proche l'adhésion de la Grèce, du Portugal et surtout de l'Espagne, importants producteurs de fruits, légumes et de vin. En quoi consistent-elles exactement ? L'objectif de Paris est d'obtenir une meilleure régularisation des échanges communautaires, un aménagement des dispositions en vigueur, de telle manière que les prix des fruits et légumes ne puissent pas envahir le marché français à des prix très bas, considérés par la Communauté elle-même comme des prix de crise. En langage technique, cela signifie que des importations ne pourront avoir lieu en ce qui concerne le vin au-dessous d'un « prix de déclenchement », et, pour les fruits et légumes, au-dessous de « prix de retrait ».

Pour reprendre l'expression du président de la République, ces prix deviendront des « prix minima ». L'exportation sera maintenue aussi longtemps que les prix de marché italiens, consécutifs aux variations de la « lire verte », ne seront pas remontés au-dessus du prix de déclenchement ou du prix de retrait. Ce que demande Paris, c'est donc moins une réforme que la correction d'une anomalie ; laquelle, aujourd'hui, le fonctionnement de la réglementation

communautaire applicable aux produits agricoles méditerranéens.

Maintenir les montants compensatoires

Aussi les Français demandent-ils que les montants compensatoires qui protègent le marché français (en jouant en Italie comme dans le cas de l'exportation) soient maintenus aussi longtemps que les prix de marché italiens, consécutifs aux variations de la « lire verte », ne seront pas remontés au-dessus du prix de déclenchement ou du prix de retrait. Ce que demande Paris, c'est donc moins une réforme que la correction d'une anomalie ; laquelle, aujourd'hui, le fonctionnement de la réglementation

Autre aménagement souhaité par le Quai d'Orsay pour dissuader les négociants français d'acheter du vin italien de haut prix, mais de qualité médiocre, la France suggère que soient interdits les coupages entre des vins produits dans des régions différentes. Symétriquement, elle souhaite que la Communauté développe, sous des formes diverses, les incitations financières à la production de qualité, et améliore la qualité des prévisions de récolte, afin d'éviter l'accumulation d'excédents.

Le discours de M. Giscard d'Estaing, reprenant la déclaration de M. Barre et annonçant l'envoi prochain d'un mémorandum à ce sujet, ne comporte donc pas d'innovations. C'est un aversissement plus solennel à nos partenaires et à la Commission européenne, lesquels n'ont, jusqu'ici, rien entrepris de sérieux pour aller de l'avant. Le président de la République, avocat chaleureux de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, n'a pas dit que cette réforme constituait un préalable à l'élargissement de la C.E.S. ? Mais M. Giscard d'Estaing, s'il avait expliqué, dès juin, à ses collègues que les deux affaires devaient aller de pair, il n'y aurait pas d'élargissement de la Communauté tant que la politique agricole commune n'aura pas été aménagée : la chose est maintenant parfaitement claire.

PHILIPPE L'AMAITRE

Les problèmes

Le discours de M. Giscard d'Estaing, reprenant la déclaration de M. Barre et annonçant l'envoi prochain d'un mémorandum à ce sujet, ne comporte donc pas d'innovations. C'est un aversissement plus solennel à nos partenaires et à la Commission européenne, lesquels n'ont, jusqu'ici, rien entrepris de sérieux pour aller de l'avant. Le président de la République, avocat chaleureux de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, n'a pas dit que cette réforme constituait un préalable à l'élargissement de la C.E.S. ? Mais M. Giscard d'Estaing, s'il avait expliqué, dès juin, à ses collègues que les deux affaires devaient aller de pair, il n'y aurait pas d'élargissement de la Communauté tant que la politique agricole commune n'aura pas été aménagée : la chose est maintenant parfaitement claire.

Le discours de M. Giscard d'Estaing, reprenant la déclaration de M. Barre et annonçant l'envoi prochain d'un mémorandum à ce sujet, ne comporte donc pas d'innovations. C'est un aversissement plus solennel à nos partenaires et à la Commission européenne, lesquels n'ont, jusqu'ici, rien entrepris de sérieux pour aller de l'avant. Le président de la République, avocat chaleureux de l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, n'a pas dit que cette réforme constituait un préalable à l'élargissement de la C.E.S. ? Mais M. Giscard d'Estaing, s'il avait expliqué, dès juin, à ses collègues que les deux affaires devaient aller de pair, il n'y aurait pas d'élargissement de la Communauté tant que la politique agricole commune n'aura pas été aménagée : la chose est maintenant parfaitement claire.

EX-116150

IDENT DE LA RÉPUBLIQUE

à ce que la Constitution

Le président de la République a passé en revue le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, qui rendait les honneurs, et a gagné à pied l'hôtel de ville, autour duquel avait été disposé un marché présentant les productions de la région. M. Giscard d'Estaing en fit le tour avant d'entrer dans le bâtiment où le conseil municipal lui fut présenté par le maire, M. Charretier (républicain). Les conseillers socialistes étaient absents, mais l'un des deux communistes était là, l'autre s'étant fait excuser. Dans les petites rues qui le ramenaient à la place de Verdun, le chef de l'Etat serra les mains qui lui tendaient une foule de plus en plus nombreuse, retenue par des barrières et surveillée attentivement par les G.R.S. et les policiers. L'enthousiasme grandissait à mesure que l'on approchait de la place, et le verrouillage sévère imposé par les mille cinq cents membres des forces de l'ordre qui avaient été déplacées pour la circonstance paraissait absurde. M. Giscard d'Estaing s'en aperçut et demanda que les barrières fussent enlevées.

Après le discours, une réception d'un autre genre réunit au centre nautique, situé hors de la ville, la bourgeoisie locale endimanchée et ravie. Les buffets étaient somptueux. Le temps, qui avait inquiété les organisateurs dans l'après-midi, était serin. Le chef de l'Etat serra d'autres mains, distribua des autographes et eut de la peine à gagner un enclos où il se restaura avant de reprendre l'hélicoptère.

La fête était réussie. Les syndicats et les partis de gauche n'avaient pu réunir, en fin d'après-midi, que trois cents personnes environ dans un stade de la périphérie. Les autorités attribuaient à la période choisie l'absence d'une opposition pourtant majoritaire dans la région. Les responsables du parti républicain, qui avaient organisé le rassemblement et fait venir, en particulier, un millier de militants de Marseille, étaient satisfaits. Pour eux, il ne faisait pas de doute que, aux prochaines élections, le siège détenu par M. Leenhardt (P.S.) reviendrait à M. Charretier.

Une loi d'indemnisation des rognés

Le président de la République a passé en revue le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, qui rendait les honneurs, et a gagné à pied l'hôtel de ville, autour duquel avait été disposé un marché présentant les productions de la région. M. Giscard d'Estaing en fit le tour avant d'enter dans le bâtiment où le conseil municipal lui fut présenté par le maire, M. Charretier (républicain). Les conseillers socialistes étaient absents, mais l'un des deux communistes était là, l'autre s'étant fait excuser. Dans les petites rues qui le ramenaient à la place de Verdun, le chef de l'Etat serra les mains qui lui tendaient une foule de plus en plus nombreuse, retenue par des barrières et surveillée attentivement par les G.R.S. et les policiers. L'enthousiasme grandissait à mesure que l'on approchait de la place, et le verrouillage sévère imposé par les mille cinq cents membres des forces de l'ordre qui avaient été déplacées pour la circonstance paraissait absurde. M. Giscard d'Estaing s'en aperçut et demanda que les barrières fussent enlevées.

Après le discours, une réception d'un autre genre réunit au centre nautique, situé hors de la ville, la bourgeoisie locale endimanchée et ravie. Les buffets étaient somptueux. Le temps, qui avait inquiété les organisateurs dans l'après-midi, était serin. Le chef de l'Etat serra d'autres mains, distribua des autographes et eut de la peine à gagner un enclos où il se restaura avant de reprendre l'hélicoptère.

La fête était réussie. Les syndicats et les partis de gauche n'avaient pu réunir, en fin d'après-midi, que trois cents personnes environ dans un stade de la périphérie. Les autorités attribuaient à la période choisie l'absence d'une opposition pourtant majoritaire dans la région. Les responsables du parti républicain, qui avaient organisé le rassemblement et fait venir, en particulier, un millier de militants de Marseille, étaient satisfaits. Pour eux, il ne faisait pas de doute que, aux prochaines élections, le siège détenu par M. Leenhardt (P.S.) reviendrait à M. Charretier.

Garantir les paysans français avant l'élargissement du Marché commun

Le président de la République a passé en revue le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, qui rendait les honneurs, et a gagné à pied l'hôtel de ville, autour duquel avait été disposé un marché présentant les productions de la région. M. Giscard d'Estaing en fit le tour avant d'enter dans le bâtiment où le conseil municipal lui fut présenté par le maire, M. Charretier (républicain). Les conseillers socialistes étaient absents, mais l'un des deux communistes était là, l'autre s'étant fait excuser. Dans les petites rues qui le ramenaient à la place de Verdun, le chef de l'Etat serra les mains qui lui tendaient une foule de plus en plus nombreuse, retenue par des barrières et surveillée attentivement par les G.R.S. et les policiers. L'enthousiasme grandissait à mesure que l'on approchait de la place, et le verrouillage sévère imposé par les mille cinq cents membres des forces de l'ordre qui avaient été déplacées pour la circonstance paraissait absurde. M. Giscard d'Estaing s'en aperçut et demanda que les barrières fussent enlevées.

Après le discours, une réception d'un autre genre réunit au centre nautique, situé hors de la ville, la bourgeoisie locale endimanchée et ravie. Les buffets étaient somptueux. Le temps, qui avait inquiété les organisateurs dans l'après-midi, était serin. Le chef de l'Etat serra d'autres mains, distribua des autographes et eut de la peine à gagner un enclos où il se restaura avant de reprendre l'hélicoptère.

La fête était réussie. Les syndicats et les partis de gauche n'avaient pu réunir, en fin d'après-midi, que trois cents personnes environ dans un stade de la périphérie. Les autorités attribuaient à la période choisie l'absence d'une opposition pourtant majoritaire dans la région. Les responsables du parti républicain, qui avaient organisé le rassemblement et fait venir, en particulier, un millier de militants de Marseille, étaient satisfaits. Pour eux, il ne faisait pas de doute que, aux prochaines élections, le siège détenu par M. Leenhardt (P.S.) reviendrait à M. Charretier.

A CARPENTRAS

la France soit respectée

Le président de la République a passé en revue le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, qui rendait les honneurs, et a gagné à pied l'hôtel de ville, autour duquel avait été disposé un marché présentant les productions de la région. M. Giscard d'Estaing en fit le tour avant d'enter dans le bâtiment où le conseil municipal lui fut présenté par le maire, M. Charretier (républicain). Les conseillers socialistes étaient absents, mais l'un des deux communistes était là, l'autre s'étant fait excuser. Dans les petites rues qui le ramenaient à la place de Verdun, le chef de l'Etat serra les mains qui lui tendaient une foule de plus en plus nombreuse, retenue par des barrières et surveillée attentivement par les G.R.S. et les policiers. L'enthousiasme grandissait à mesure que l'on approchait de la place, et le verrouillage sévère imposé par les mille cinq cents membres des forces de l'ordre qui avaient été déplacées pour la circonstance paraissait absurde. M. Giscard d'Estaing s'en aperçut et demanda que les barrières fussent enlevées.

Après le discours, une réception d'un autre genre réunit au centre nautique, situé hors de la ville, la bourgeoisie locale endimanchée et ravie. Les buffets étaient somptueux. Le temps, qui avait inquiété les organisateurs dans l'après-midi, était serin. Le chef de l'Etat serra d'autres mains, distribua des autographes et eut de la peine à gagner un enclos où il se restaura avant de reprendre l'hélicoptère.

La fête était réussie. Les syndicats et les partis de gauche n'avaient pu réunir, en fin d'après-midi, que trois cents personnes environ dans un stade de la périphérie. Les autorités attribuaient à la période choisie l'absence d'une opposition pourtant majoritaire dans la région. Les responsables du parti républicain, qui avaient organisé le rassemblement et fait venir, en particulier, un millier de militants de Marseille, étaient satisfaits. Pour eux, il ne faisait pas de doute que, aux prochaines élections, le siège détenu par M. Leenhardt (P.S.) reviendrait à M. Charretier.

La majorité de 1974 gagnera en 1978

Je vais maintenant vous parler de l'avenir. Que voulons-nous pour la France ? On dit souvent que la France est devant une échéance décisive, celle des élections de mars 1978. C'est vrai, mais c'est incomplet. La France doit faire face en réalité à deux problèmes : le choix décisif que constitueront les élections législatives de 1978, mais aussi la situation de division excessive de notre pays, qui l'aigrit à l'intérieur et l'affaiblit à l'extérieur, et qui transforme toute échéance démocratique en drame national. Je traiterai ces deux problèmes. D'abord les élections. Par leur nature, les élections législatives sont le deuxième événement le plus important de notre vie politique après l'élection présidentielle. L'année prochaine, l'enjeu sera considérable. Ses conséquences risquent d'affecter tous les aspects de notre vie politique et sociale. C'est un choix qui ne doit pas se faire dans l'ombre, mais dans la clarté. Il faut d'abord dépasser les petits arguments qui pèsent trop souvent sur nos décisions : l'impatience, le goût du changement pour le changement, la désillusion à propos d'un détail, la rancune. On ne joue pas avec la France sur de petits sentiments. Si je me suis refusé à l'agitation du milieu politique au cours des derniers mois, c'est d'abord en raison de ma fonction. C'est aussi parce que je n'ai jamais cessé de croire que la majorité qui m'a élu en 1974 gagnerait les élections de 1978. Il y faut trois conditions : une bonne politique, une bonne organisation et une ambition de progrès pour la France. D'abord et avant tout une bonne politique. Il serait vain de demander aux électeurs de se prononcer pour la poursuite d'une politique qu'ils rejettent comme mauvaise. En parolant le mot célèbre, les Français disent à leur gouvernement : « Faites-nous une bonne politique, nous voterons de bonnes élections. » C'est pourquoi la politique du gouvernement sera nécessairement au centre du débat. Et c'est pourquoi, pendant tout l'automne et l'hiver, le gouvernement devra poursuivre et accentuer sa politique de redressement et de progrès.

Ensuite, une bonne organisation. Cela veut dire l'entente de la majorité. Tout le monde propose une entente, eh bien ! Et qu'on la fasse. Une entente claire, sans exclusive ni domination, qui rassemble toutes les tendances, y compris l'aile gauche de la majorité dont l'importance sera décisive dans le choix final. Et je vais même plus loin. J'appelle à l'entente tous ceux qui, de la gauche à la droite, ont une origine de parti, à la défense des libertés.

Un programme de législature contre le programme commun

Pourquoi l'entente de la majorité a-t-elle piétiné jusqu'ici ? Parce que, face de candidats, les partis sont conduits à multiplier entre eux les finesses tactiques. Cette situation a trop duré, et les peuples eux-mêmes ont compris. Des initiatives venant de différentes formations de la majorité ont été prises. Elles témoignent d'un désir d'union. Elles répondent aux aspirations évidentes de l'opinion. L'affaire est d'une telle importance que les formations de la majorité n'ont pas le droit d'échouer. Que les dirigeants politiques se soient donc utilisés pour une préparation sérieuse et sereine d'un accord entre représentants des formations de la majorité. Et ce travail sera réalisé. Il appartiendra au premier ministre, dont c'est le rôle naturel, de déterminer avec les chefs de ces formations les conditions

de ces formations les conditions dans lesquelles la majorité présentera ses candidats, et les objectifs d'action qui seront présentés au pays en mars 1978. Car il faut proposer une ambition à la France. L'accord auquel je convie l'ensemble des formations de la majorité devra manifester clairement devant le pays leur ambition et leur volonté de faire progresser la France sur les voies de la liberté et de la justice. La majorité doit opposer au programme commun de l'opposition un programme d'action pour la France, non un catalogue emprunté à la liste électorale dont les promesses rancissent sur les rayonnages du temps, mais l'engagement de ce qui sera fait, point par point, pour améliorer le sort des Français et des Françaises. J'invite la ma-

jeur choix. Mon rôle sera de veiller à la hauteur du débat. Ce sera aussi de faire connaître, sans équivoque, l'intérêt national de la France.

Au-delà des élections, au-delà des élections comme on voit au-delà des arbres, il y a l'unité de la France. Qui ne souffre en effet de l'excès de nos divisions, soit qu'il se sente exclu des responsabilités, soit qu'il regrette de ne pas voir la politique de la France ardemment soutenue par une plus large majorité de son peuple. Depuis mon élection, je me suis fixé, vous le savez, l'objectif de refaire l'unité de la France.

Aujourd'hui la vie politique la divise en deux camps. Les partis politiques sont porteurs de division, comme la nuée porte l'orage, car ils n'existent qu'en s'opposant. La lutte est stimulante lorsqu'elle ne tombe pas dans l'excès. Or nous vivons aujourd'hui dans l'excès. Il est utile que les partis politiques proposent des solutions différentes aux problèmes de notre temps. Il est nécessaire que les citoyens s'expriment dans des élections démocratiques et que des oppositions se manifestent, mais que ce soit dans le respect de l'unité de la nation. Qu'on cesse donc de parler en termes de combat, de guerre totale, d'annihilation de l'adversaire.

Pourquoi avoir chassé la guerre de nos frontières pour la reprendre sur notre territoire ? Mon premier devoir aujourd'hui, celui qui l'emporte sur tous les autres, c'est de garder l'unité nationale et de tout faire pour la maintenir.

Or, je constate que l'application du programme commun, en raison même de son objectif, qui est d'imposer à l'autre moitié de la France, qui n'en veut pas, un changement brutal de société, approfondirait la coupure de la France en deux. Sans doute, le balancier changerait de côté mais le fossé s'agrandirait encore. Ainsi, après le succès de ceux qui me soutiennent, succès dont chacun voit que c'est une condition nécessaire, je prendrai les initiatives propres à briser cette coupure, à élargir enfin cette plaie de la division où s'épuise le vif de la France. Carpentrasiens, Carpentrasiennes, monsieur le maire : long discours sous les platanes ! Les ombres commencent déjà à s'allonger. N'en voulez pas à celui qui porte

Les initiatives propres à atténuer la coupure

Or, je constate que l'application du programme commun, en raison même de son objectif, qui est d'imposer à l'autre moitié de la France, qui n'en veut pas, un changement brutal de société, approfondirait la coupure de la France en deux. Sans doute, le balancier changerait de côté mais le fossé s'agrandirait encore. Ainsi, après le succès de ceux qui me soutiennent, succès dont chacun voit que c'est une condition nécessaire, je prendrai les initiatives propres à briser cette coupure, à élargir enfin cette plaie de la division où s'épuise le vif de la France. Carpentrasiens, Carpentrasiennes, monsieur le maire : long discours sous les platanes ! Les ombres commencent déjà à s'allonger. N'en voulez pas à celui qui porte

Les problèmes du couple

Le président de la République reste optimiste. Le contraire eût surpris. Il n'a jamais cessé de l'être, multipliant depuis trois ans les prophéties euphorisantes, en dépit des démentis répétés apportés par l'événement. La seule note originale qu'apporte le discours de Carpentras est la promesse — plus audacieuse que les précédentes — de voir la France « sortir, à la fin de l'année, à la fois de la crise et de l'inflation ».

La satisfaction du président sur l'évolution en cours a déjà de quoi surprendre. Les finances publiques — assainies — auront, cette année, un déficit d'au moins 13 milliards de francs, après deux années de déséquilibre encore plus grave. Le commerce extérieur n'est « redressé » que parce que la prolongation de la crise fait chuter les importations (les entreprises hésitant à s'approvisionner à l'étranger, de peur d'accroître des stocks difficiles à vendre). La stabilité du franc s'explique, en grande partie, par l'aggravation de l'endettement extérieur. Surtout, le chômage continue à augmenter, sans que l'inflation ait sérieusement fléchi (13 % de rythme annuel de hausses des prix au cours des trois derniers mois).

L'avenir s'annonce meilleur, affirme le président. C'est en partie vrai : l'inflation devrait se ralentir un peu au second semestre, en raison précisément de la prolongation de la crise, qui permettra au commerce extérieur d'être presque équi-

libré. Mais l'autre face de cette situation sera une stagnation des investissements privés (pourquoi le patronat élargirait-il des capacités de production, d'ores et déjà excédentaires dans la plupart de secteurs ?), une faiblesse de la consommation (fin née par le ralentissement des hausses de salaires consécutives au plan Barre), donc une augmentation probable du chômage, malgré les efforts conjugués du patronat et du gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes.

Les trois organismes officiels, qui ont rendu leur verdict sur le sujet ces derniers semaines (INSEE, Banque de France, commissariat du Plan), ne tournissent d'ailleurs aucun élément

Une formule moins originale qu'elle ne paraît

M. Giscard d'Estaing ne doit, au demeurant, pas tellement croire à son pronostic, puisqu'il souligne son désir de substituer « au couple emploi et chômage... le couple emploi et formation ». L'idée est bonne et appliquée à l'étranger depuis bien des années. Oubliez à payer les Français qui ne trouvent pas d'emploi, tant leur demander de consacrer leur temps libre à apprendre un nouveau métier ou à se cultiver, plutôt qu'à ne rien faire ou à se désespérer de ne pas trouver d'emploi. Mais la formule est moins originale, qu'il ne paraît, puisque des dizaines de milliers d'étudiants

prolongent actuellement leurs études, faute de pouvoir trouver du travail : « Université-parking », disent-ils tristement avec humour pour désigner la situation. La solution n'est évidemment pas dans ce moindre mal. Elle consiste à rechercher un nouveau type de croissance, qui permette à la quasi-totalité des citoyens qui le souhaitent de trouver un emploi rémunérateur conforme aux besoins de la société. Puisque l'industrie réalise désormais des gains de productivité égalant ou dépassant l'augmentation de la production que permet — et per-



PATRICK JARREAU.

PATRICK MODIANO

Livret de famille

“Un grand auteur est là. Evident. Délicat. Dominé.”

Jacques-Pierre Amette - Le Point

“Le plus grand écrivain de sa génération.”

Jean-Marc Roberts - Quotidien de Paris

“Limpide écrivain, clos sur son secret, à son tour fascinant parce qu'il ne ressemble à nul autre.”

Matthieu Galey - L'Express

“« Il ne me restait qu'à devenir un écrivain français » dit-il à la fin d'un des derniers chapitres. Il l'est devenu avec le plus grand succès, à force de goût et d'intelligence.”

Robert Kanters - Le Figaro

GALLIMARD

GILBERT MATHIEU.

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A CARPENTRAS

LES RÉACTIONS

Dans la majorité

● M. ROGER CHINAUD, président du groupe républicain à l'Assemblée nationale : « Le chef de l'État ayant ouvert la route du bon choix, il appartient notamment aux responsables de la majorité, derrière le président de la République et le premier ministre, de préparer les échéances et de choisir les objectifs de la prochaine législature. Les parlementaires républicains, bien entendu, y sont prêts. »

● M. BERNARD STASI, vice-président du Centre des démocrates sociaux : « Le président de la République a eu raison de placer au premier plan son souci de l'unité nationale, dont il est le garant. (...) En ce qui concerne la majorité, il est bien évident que son entente nécessaire ne peut être que globale, tant au niveau des personnes autour du président de la République — responsable politique du pays — et du premier ministre qui doit naturellement coordonner l'action des formations de la majorité, que du programme d'action qui sera posé au pays pour la prochaine législature. (...) Le C.D.S., pour sa part, renouvelle son offre à toutes les formations de la majorité en vue d'une rencontre préparatoire, amorcée d'une démarche commune indispensable à la victoire en mars 1978. »

● M. OLIVIER STIRN, secrétaire général du Mouvement des socialistes-libéraux : « Je réponds oui à l'appel du président de la République, à l'union de la majorité derrière le premier ministre, et qui en mesurant la responsabilité et la place décisive que le président a confiée à l'allemand de la majorité, qui existe, s'organise et s'élargit. »

● M. GÉRARD VÉ, président du Mouvement démocrate-socialiste de France : « De l'allocution présidentielle, l'ordre D.F.P. retient plus particulièrement d'une part, l'appel à la gauche non signataire du programme commun et, d'autre part, le projet d'élargissement du gouvernement après les élections, ce qui semble signifier qu'il serait alors fait appel à des représentants de l'opposition. »

Dans l'opposition

● M. JACQUES CHAMBAZ, membre du bureau politique du parti communiste : « Orchestré à grands renforts de publicité, le discours du président de la République est un discours de plus. Il témoigne d'un mépris souverain pour la situation des travailleurs. Il n'a rien dit des difficultés que connaissent la classe ouvrière, l'ensemble des salariés. Plus que jamais, Valéry Giscard d'Estaing cherche à faire passer la saignée de la dictature de la droite, des partis coalisés contre les espoirs populaires que porte désormais le programme commun de la gauche. Mais les promesses, les déclarations et les menaces préélectorales ne sauraient dissimuler le bilan désastreux du pouvoir, et la réalité, ce sont les privations, la misère pour des millions de travailleurs. »

● M. CLAUDE ESTHER, membre du secrétariat du parti socialiste : « En présentant une fois de plus un bilan satisfaisant de la politique économique et sociale du gouvernement, le président de la République oublie simplement que cette politique a été, à deux reprises depuis deux ans, repoussée par les Français. Il y a ajouté un certain nombre de promesses dont il sait bien qu'elles ne seront pas tenues, en raison de leur coût, dont le parti socialiste demande de nouvelles assurances qu'il soit chiffré pour que les Français sachent à quoi s'en tenir. »

● M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « Le discours du président de la République recèle une contradiction fondamentale. D'une part, il a annoncé qu'il s'adressait aux Français au nom de la France, en tant que président élu au suffrage universel, mais d'autre part, il a dressé un catalogue électoral faisant des promesses tout à leur avantage, aux jeunes, aux agriculteurs, aux femmes, aux rapatriés, promesses d'ailleurs vagues, aussi imprécises en ce qui concerne les chiffres que les dates d'application. »

● M. ROBERT FAURE, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Que d'ambiguïtés et de contradictions dans ce discours d'autosatisfaction ! Le président de la République appelle à l'unité, mais attaque aussitôt les partis socialistes. Il veut à la fois les démocrates, mais refuse à l'avance le choix démocratique en faveur de la gauche qui ferait des Français des citoyens responsables. »

● M. JEAN CHARBONNEL, président de la Fédération des

Dans les syndicats

● C.F.D.T. : « Au-delà de l'opposition facile, et demandant déjà aperçus de la réalité de la première. Quant à la seconde, on peut espérer que le gouvernement en tirera profit, notamment en accordant aux travailleurs de l'État le maintien du pouvoir d'achat qu'il leur promet depuis huit mois. »

● C.F.T.C. : « On ne peut admettre que l'augmentation récente des prestations familiales soit qualifiée de respect par anticipation du contrat de progrès pour les familles, puisque cette augmentation ne constitue qu'un rattrapage très partiel du retard accumulé de longues dates. »

● C.F.T. : « Le chef de l'État a oublié ses engagements solennels pris en 1974 de rétablir le droit de démission pour la majorité des travailleurs de France dans leurs entreprises. Parler d'élections démocratiques, alors qu'on accepte qu'une minorité d'extrême droite maintienne une chaîne de plomb sur le monde du travail, relève d'une attitude indigne du plus haut personnage de la France. »

● F.N. : « Deux phrases [du discours] suscitent l'attention des syndicalistes et de l'ensemble des travailleurs : (...) les injustices sont effacées et la règle d'or des promesses tenues. (...) Il serait d'autant plus les Français, dont la majorité subit la politique d'austérité, se soient déjà aperçus de la réalité de la première. Quant à la seconde, on peut espérer que le gouvernement en tirera profit, notamment en accordant aux travailleurs de l'État le maintien du pouvoir d'achat qu'il leur promet depuis huit mois. »

● F.O. : « N'oublions pas que lorsque le débat démocratique ne peut être mené au sein des assemblées représentatives, il débouche dans la rue. C'est alors que naissent les exactions qui finalement mettent en cause la démocratie et la liberté. »

● F.N. : « Deux phrases [du discours] suscitent l'attention des syndicalistes et de l'ensemble des travailleurs : (...) les injustices sont effacées et la règle d'or des promesses tenues. (...) Il serait d'autant plus les Français, dont la majorité subit la politique d'austérité, se soient déjà aperçus de la réalité de la première. Quant à la seconde, on peut espérer que le gouvernement en tirera profit, notamment en accordant aux travailleurs de l'État le maintien du pouvoir d'achat qu'il leur promet depuis huit mois. »

Le P.C.F. célèbre l'appel lancé le 10 juillet 1940 par Jacques Duclos et Maurice Thorez

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du parti communiste, a déposé samedi matin 9 juillet, boulevard Mortier, une plaque rappelant l'appel lancé le 10 juillet 1940 par Maurice Thorez et Jacques Duclos. Cette plaque est apposée au lieu où Jacques Duclos rédigea cet appel.

Dans l'allocution qu'il a prononcée devant quelques centaines de personnes, M. Plissonnier a expliqué qu'en juillet 1940 le P.C.F. a jeté « les premières bases de la lutte armée contre l'occupant ». Dressant un parallèle entre l'appel du 10 juin et celui du 10 juillet, il a expliqué que si le général de Gaulle s'était adressé aux militaires et aux spécialistes de l'armement, le P.C.F. pour sa part a exhorté à la lutte et à l'union des patriotes de toutes tendances et de toutes croyances. Cette démarche, a-t-il expliqué, a préparé la rencontre entre communistes et gaullistes puis avec tous les résistants.

En conclusion, M. Plissonnier indique que cette démarche se prolonge aujourd'hui dans le mot d'ordre « union du peuple de France » lancé par le P.C.F. Après avoir noté que les changements nécessaires ne peuvent être le fait « ni d'un seul homme ni d'un seul parti », il a appelé à l'union du peuple français « dans sa diversité ».

Un texte très controversé

Dans l'histoire controversée du parti communiste pendant la seconde guerre mondiale, l'appel du 10 juillet 1940 tient une place de choix. Le P.C.F. en a fait « l'une des expressions les plus hautes du patriotisme des communistes », un important appel à la lutte contre l'occupant allemand, bref une grande date dans la naissance de la Résistance. Les adversaires des communistes le présentent au contraire comme une faiblesse, une imposture, une diversion, pour tenter d'effacer l'attitude du parti en 1939. En fait, l'appel du 10 juillet ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Ce n'est pas un appel à la résistance contre l'Allemagne de Hitler. C'est un appel à la lutte inépuisable contre le régime de Vichy.

Le choix de la date du 10 juillet 1940 est clair : le jour même où le III^e Reich se soumettait à l'armistice, ramenant la France au maréchal Pétain, Jacques Duclos faisait porter l'appel à un imprimeur du boulevard Poniatowski. Il avait rédigé seul, dans sa cachette du boulevard Mortier, la direction clandestine du P.C. (depuis septembre 1939) avait décidé de le faire signer aussi du nom de Maurice Thorez qui, ayant déserté en 1939, se trouvait à Moscou. Selon des historiens communistes, le texte lui aurait été communiqué par radio afin qu'il donne son accord.

Le sens de ce texte de sept feuillets serrés est simple : c'est une exhortation viriliste, écrite dans la langue pittoresque qu'affectionnait Jacques Duclos, à refuser le régime de ce « gouvernement de honte », où se retrouvent des « militaires bastus », des « affairistes notoirement », des « politiciens tarés ». Accablant les responsables de la défaite... et de la guerre, l'appel est aussi une profession de foi dans l'avenir de la France : c'est « autour de la classe ouvrière guidée par le parti communiste, parti de la propriété, de l'honneur et de l'héroïsme, que peut se constituer le Front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France ».

L'objectif est transparent : au moment où l'armée vient d'être balayée, et où le régime s'effondre, il faut témoigner de la vivacité du P.C.F., s'opposer au régime naissant, apparaître comme un recours et tenter de retrouver un peu du prestige et de l'influence disparus avec le ralliement au pacte germano-soviétique et le « neutralisme » du parti pendant la « drôle de guerre ».

Corrigé et actualisé en cours d'impression, l'appel sera tiré en tracts et distribué à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Compte tenu des difficultés d'une distribution clandestine, il sera reçu de la fin de juillet au début de l'hiver.

L'épisode n'aurait pas été négatif pour le P.C. s'il n'avait voulu faire

Jacques Duhamel ou la force de la parole

Le discours du président de la République a été accueilli avec une vive attention par les médias. Les réactions ont été variées, allant de la critique à l'approbation. Certains ont souligné le caractère officiel et protocolaire du discours, tandis que d'autres ont apprécié le ton plus personnel et engagé.

Le discours a été analysé sous différents angles : politique, social, économique. Les critiques ont porté sur le manque de nouveauté des propositions, tandis que les soutiens ont souligné la clarté des objectifs et la détermination du président.

Le discours a été perçu comme un message de confiance et de responsabilité. Il a été salué par certains comme une étape importante dans la vie politique de la France, marquant une volonté de renouveau et d'unité nationale.

Le discours a été l'occasion de rappeler l'histoire du P.C.F. et de souligner son rôle dans la Résistance. Cela a permis de réaffirmer les valeurs de lutte et d'engagement qui ont guidé le parti pendant ces dernières décennies.

Le discours a été perçu comme un acte de courage et de conviction. Il a été salué par certains comme une démonstration de la force de la parole et de la capacité d'engagement du président de la République.

Le discours a été l'occasion de rappeler l'importance de l'union nationale et de la coopération entre tous les Français. Cela a permis de réaffirmer le rôle central du président de la République dans la vie politique du pays.

Le discours a été perçu comme un acte de responsabilité et de transparence. Il a été salué par certains comme une démonstration de la confiance que le président de la République place dans ses collaborateurs et dans le peuple français.

Le discours a été l'occasion de rappeler l'importance de la démocratie et des libertés individuelles. Cela a permis de réaffirmer les valeurs fondamentales de la République et de la Nation.

Le discours a été perçu comme un acte de vision et de leadership. Il a été salué par certains comme une démonstration de la capacité du président de la République à définir une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France.



(Dessin de PLANTU.)

UN « PROGRAMME D'ACTION POUR LA LÉGISLATURE »

(Suite de la première page.)

La possibilité d'une victoire de la gauche n'a tout simplement pas à être évoquée, puisque l'on ne l'envisage pas à l'Élysée. « Je n'ai jamais cessé de croire que la majorité qui n'a été formée qu'après les élections de 1974, et qui n'est que le résultat de la conjonction de circonstances particulières, ne saurait constituer une base solide pour la prochaine législature. »

La gauche n'est pas une simple force d'appoint, elle est une force politique à part entière, capable de proposer des alternatives sérieuses et de mener une action indépendante. Elle doit donc être prise en compte dans la formation de la majorité et dans l'élaboration du programme d'action pour la législature.

Le programme d'action doit être clair, précis et ambitieux. Il doit refléter les préoccupations des Français et proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent. Il doit également être cohérent et équilibré, tenant compte des différents aspects de la vie nationale.

La gauche doit être capable de proposer une alternative crédible et attractive. Elle doit montrer qu'elle est capable de gouverner et de mener à bien les affaires du pays. Elle doit également être capable de travailler avec les autres forces politiques pour réaliser le bien commun.

Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de réaffirmer ses valeurs et ses principes. Il doit être l'occasion de proposer des réformes profondes et nécessaires, afin de construire une France plus juste, plus équitable et plus démocratique.

La gauche doit être capable de mobiliser les forces vives du pays et de rassembler les Français autour d'un projet commun. Elle doit être capable de proposer une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France, et de mener à bien la tâche qui lui est confiée.

Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de montrer qu'elle est capable de relever les défis de la vie politique et de contribuer à la construction d'une France meilleure.

Dans la presse

LE FIGARO : l'unité

« M. Giscard d'Estaing s'est adressé à la France, et non à la gauche. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. »

« (...) Il n'hésite pas à brocarder les « amateurs » du coup d'État, et à se présenter comme le chef de la légitimité républicaine. Un tel discours d'intention à l'encontre de la gauche est aussi injuste qu'inutile. La gauche doit être considérée comme la seule force capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« La gauche doit être capable de proposer une alternative crédible et attractive. Elle doit montrer qu'elle est capable de gouverner et de mener à bien les affaires du pays. Elle doit également être capable de travailler avec les autres forces politiques pour réaliser le bien commun. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de réaffirmer ses valeurs et ses principes. Il doit être l'occasion de proposer des réformes profondes et nécessaires, afin de construire une France plus juste, plus équitable et plus démocratique. »

« La gauche doit être capable de mobiliser les forces vives du pays et de rassembler les Français autour d'un projet commun. Elle doit être capable de proposer une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France, et de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de montrer qu'elle est capable de relever les défis de la vie politique et de contribuer à la construction d'une France meilleure. »

LE FIGARO : l'unité

« M. Giscard d'Estaing s'est adressé à la France, et non à la gauche. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. »

« (...) Il n'hésite pas à brocarder les « amateurs » du coup d'État, et à se présenter comme le chef de la légitimité républicaine. Un tel discours d'intention à l'encontre de la gauche est aussi injuste qu'inutile. La gauche doit être considérée comme la seule force capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« La gauche doit être capable de proposer une alternative crédible et attractive. Elle doit montrer qu'elle est capable de gouverner et de mener à bien les affaires du pays. Elle doit également être capable de travailler avec les autres forces politiques pour réaliser le bien commun. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de réaffirmer ses valeurs et ses principes. Il doit être l'occasion de proposer des réformes profondes et nécessaires, afin de construire une France plus juste, plus équitable et plus démocratique. »

« La gauche doit être capable de mobiliser les forces vives du pays et de rassembler les Français autour d'un projet commun. Elle doit être capable de proposer une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France, et de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de montrer qu'elle est capable de relever les défis de la vie politique et de contribuer à la construction d'une France meilleure. »

Dans la presse

LE FIGARO : l'unité

« M. Giscard d'Estaing s'est adressé à la France, et non à la gauche. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. »

« (...) Il n'hésite pas à brocarder les « amateurs » du coup d'État, et à se présenter comme le chef de la légitimité républicaine. Un tel discours d'intention à l'encontre de la gauche est aussi injuste qu'inutile. La gauche doit être considérée comme la seule force capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« La gauche doit être capable de proposer une alternative crédible et attractive. Elle doit montrer qu'elle est capable de gouverner et de mener à bien les affaires du pays. Elle doit également être capable de travailler avec les autres forces politiques pour réaliser le bien commun. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de réaffirmer ses valeurs et ses principes. Il doit être l'occasion de proposer des réformes profondes et nécessaires, afin de construire une France plus juste, plus équitable et plus démocratique. »

« La gauche doit être capable de mobiliser les forces vives du pays et de rassembler les Français autour d'un projet commun. Elle doit être capable de proposer une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France, et de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de montrer qu'elle est capable de relever les défis de la vie politique et de contribuer à la construction d'une France meilleure. »

LE FIGARO : l'unité

« M. Giscard d'Estaing s'est adressé à la France, et non à la gauche. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. Il a fait un discours de circonstance, dans le double combat de l'unité. »

« (...) Il n'hésite pas à brocarder les « amateurs » du coup d'État, et à se présenter comme le chef de la légitimité républicaine. Un tel discours d'intention à l'encontre de la gauche est aussi injuste qu'inutile. La gauche doit être considérée comme la seule force capable de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« La gauche doit être capable de proposer une alternative crédible et attractive. Elle doit montrer qu'elle est capable de gouverner et de mener à bien les affaires du pays. Elle doit également être capable de travailler avec les autres forces politiques pour réaliser le bien commun. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de réaffirmer ses valeurs et ses principes. Il doit être l'occasion de proposer des réformes profondes et nécessaires, afin de construire une France plus juste, plus équitable et plus démocratique. »

« La gauche doit être capable de mobiliser les forces vives du pays et de rassembler les Français autour d'un projet commun. Elle doit être capable de proposer une vision claire et ambitieuse de l'avenir de la France, et de mener à bien la tâche qui lui est confiée. »

« Le programme d'action pour la législature doit être l'occasion pour la gauche de montrer qu'elle est capable de relever les défis de la vie politique et de contribuer à la construction d'une France meilleure. »

M. Durafour porte plainte contre la nouvelle municipalité

Le maire de la commune de Durafour a porté plainte contre la nouvelle municipalité pour des raisons politiques. Il accuse les nouveaux élus de vouloir imposer leur programme et de vouloir éliminer les anciens responsables.

La nouvelle municipalité a répondu que son programme est basé sur des principes démocratiques et qu'elle veut travailler avec tous les citoyens pour améliorer la commune.

Le conflit a été réglé par la justice, qui a déclaré que la nouvelle municipalité avait le droit de mettre en œuvre son programme, à condition de respecter les principes démocratiques.

CP 120150

ASIE

Japon

Le P.C. nippon voit dans l'attitude de Moscou au sujet des Kouriles une trahison du « socialisme scientifique »

Tokyo. — Franchissant un nouveau pas dans la controverse qui l'oppose à Moscou, le P.C. japonais a publié, mercredi 6 juillet, dans son organe « Akahata » (le Drapeau rouge), une réfutation en termes très vifs de l'article paru dans

De notre correspondant
la « Pravda » le 12 juin, qui rejetait sans ménagement la « lettre ouverte » des communistes japonais demandant la restitution des quatre îles du sud des Kouriles revendiquées par Tokyo (le Monde du 14 juin). Dans ce long document, le P.C. nippon manifeste son indépendance à l'égard du Kremlin en dénonçant sans détour « la logique de l'interventionnisme de grande puissance » de l'U.R.S.S.

termes duquel ces derniers s'engagent à régler la question des Kouriles.

Le lendemain de la publication par la « Pravda » de l'article accusant le P.C.J. de « chauvinisme » et d'« hostilité au peuple russe », son vice-président, M. Ueda, avait brièvement commenté la réaction de Moscou en affirmant qu'elle était la preuve que les Soviétiques « persistaient dans les erreurs de Staline ». L'article d'Akahata est beaucoup plus élaboré. Après avoir reproché au Kremlin de ne pas répondre sur le fond à la lettre ouverte du 27 mai et de ne pas avoir jamais rendu public le contenu de l'U.R.S.S., les communistes japonais développent une longue argumentation historique pour démontrer que les Kouriles du Sud appartiennent au Japon. Ils affirment en outre que l'annexion de territoires est contraire à la doctrine du « socialisme scientifique », formule employée par les communistes japonais de

préférence à « marxisme-léninisme ».

Selon Akahata, l'U.R.S.S. a « gravement changé d'attitude » sur la question des Kouriles du Sud. Le quotidien rappelle notamment l'existence d'une lettre adressée le 29 septembre 1956 par M. Gromyko au ministre japonais des Affaires étrangères, dans laquelle il « approuvait la poursuite des négociations en vue de la signature d'un traité de paix, y compris sur la question territoriale, après le rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Tokyo ».

En outre, il a été conclu un accord inter-venu à Moscou en janvier 1956, par lequel le Japon reconnaît la souveraineté de l'U.R.S.S. sur les Kouriles du Nord, mais s'engage à ne pas intervenir dans la question des Kouriles du Sud.

En réponse aux attaques soviétiques, les communistes japonais déclarent que les principes du marxisme-léninisme ne font pas d'un problème de fron-

tière un objet de dispute entre partis communistes, Akahata écrit : « Si un parti communiste est indépendant et assume la pleine responsabilité de sa classe ouvrière et de la nation, il se doit de poser toutes les questions territoriales. Si elles étaient, commentant ce passage, M. Nishizawa nous dit : « Le P.C. japonais doit admettre une ligne claire : tous les partis communistes sont égaux et indépendants. En réalité, il a plutôt tendance à considérer que tous les partis communistes sont égaux et indépendants, mais qu'il faut en outre ».

« attitude de grande puissance interventionniste adoptée par l'U.R.S.S. » et « nettement démentie lors de l'action entreprise contre le parti communiste japonais en 1963 par cinq pays socialistes, dont l'Union soviétique, au nom de l'intérêt commun ». M. Nishizawa ajoute que l'organe du P.C. nippon rappelle en outre que, en 1964, l'U.R.S.S. donna ouvertement son soutien aux « éléments séparatistes » japonais et les aide à publier un journal, la « Voix du Japon », que la « Pravda » décrivait à l'époque comme « le journal des vrais patriotes ».

Toutes les questions

En réponse aux attaques soviétiques, les communistes japonais déclarent que les principes du marxisme-léninisme ne font pas d'un problème de fron-

Les limites du paternalisme

(Suite de la première page.)

La situation des anciens salariés n'est pas pour autant satisfaisante. A cinquante-cinq ans, en principe — le plus souvent vers cinquante-sept ans, selon la coutume en vigueur — le salarié est renvoyé de son entreprise avec une indemnité de départ variable selon la firme où il travaille : 20 % des entreprises, les plus prospères, versent dix fois le meilleur des cas (cinquante ans de présence) 8 millions de yens. Pour la majorité des ouvriers, l'indemnité est bien plus faible.

La plupart des « pré-retraités » à la japonaise cherchent un nouvel emploi, qui, s'il est trouvé, est rémunéré de 20 % à 30 % au-dessous du traitement antérieur. Quand arrive l'âge de la véritable retraite — cinquante-cinq ans pour les femmes, cinquante ans pour les hommes — la pension varie selon l'origine professionnelle (il y a huit systèmes d'assurance). Les mieux nantis appartiennent évidemment aux secteurs publics ou à ceux qui, comme les 300 000 retraités des chemins de fer, des tabacs, des forêts, qui reçoivent en moyenne 1 million 600 000 yens par an, les 280 000 fonctionnaires âgés (1 million de yens), les enseignants en retraite (750 000 yens), soit en général de 50 % à 60 % du dernier salaire.

Quant au régime des salariés du secteur privé (23,6 millions de cotisants), il assure une pension égale en théorie à 50 % ou 60 % du salaire — soit, toujours en principe et en moyenne, 100 000 yens par mois à la personne âgée à cotisé régulièrement. En fait, la pension moyenne pour les 2 370 000 retraités du privé n'atteint que 55 800 yens par mois en 1976, soit à peine le

minimum vital à Tokyo pour une personne qui possède son logement. Selon le ministère de la Santé, qui donne d'autres chiffres, la pension moyenne serait de 60 000 yens par mois, soit 49 % du montant du salaire moyen perçu pendant toute la vie. Si l'on ajoute à la rémunération de base le « bonus » versé deux fois par an, et sur lequel le salarié ne verse pas de cotisations, la pension représente que 41,6 % du salaire total, et seulement 25 % du salaire prévu en fin de carrière ou à cinquante-cinq ans, selon les cas.

Une histoire sociale très récente

Sauf exception, tout le monde admet l'insuffisance du système des retraites. Pour M. Ohishi, directeur du JETRO (Centre japonais du commerce extérieur), « le Japon a un retard considérable dans ce domaine » ; au ministère de la Santé, M. Kaneda reconnaît que « par rapport à l'Europe, les différences les plus importantes dans le domaine social portent sur les pensions ». Et les dirigeants du syndicat Sohyo ne mâchent pas leurs mots pour dénoncer la situation scandaleuse des personnes âgées. S'il est vrai que la solidarité entre générations et la formule des cadeaux existent encore, certains observateurs notent cependant que la vie urbaine et moderne ébranle de plus en plus la société traditionnelle. « Au moins 30 % des personnes âgées vivent seules », indique M. Ota, syndicaliste de la Sohyo, et les journaux signalent trop souvent la mort solitaire d'un vieillard dont on a découvert le cadavre plusieurs semaines, voire trois ou quatre mois, après le décès. »

Mais les dirigeants du JETRO, du ministère de la Santé comme certains responsables du Conseil de la Sécurité sociale rappellent que « l'histoire sociale du Japon est toute récente » et que « en conséquence les anciens n'ont pas eu la possibilité de participer à un système d'assurance. Des efforts importants ont été accomplis ces dernières années, notamment en introduisant depuis 1973 le système de l'indemnité ». « Désormais », ajoutent-ils, « et cela depuis 1959, la quasi-totalité de la population peut cotiser dans l'une des huit institutions existantes ».

Progressivement, les régimes de retraite vont entrer en régime de croisière et le problème du financement se posera en termes assez graves. « Les vieux, qui ne représentent actuellement que 8 % de la population active, passeront de plus en plus lourds », indique le professeur Chabuchi : 14 % dans dix ans, bien davantage à la fin du siècle. Selon les spécialistes, le taux de cotisation, qui a déjà été relevé depuis quelques années (6,4 % en 1971, 9 % actuellement), devra passer à 12,7 % en 1990 et dépasser 20 % en 2010 si l'on veut maintenir le taux des pensions.

Mais d'autres réformes plus rapides et fondamentales sont souhaitées. Déjà un certain nombre d'entreprises ont transformé la formule du versement d'une indemnité unique de départ à la retraite en un système de retraites mensuelles complémentaires. Certains partis — socialistes, libéraux et démocrates — réclament une harmonisation, voire l'unification des régimes d'assurance et en tout cas un renforcement de l'aide collective. Le syndicat Sohyo, qui demande que les cotisations soient versées en deux tiers par les employeurs et non plus selon la formule 50-50, veut, en outre, élargir des entreprises le maintien de la main-d'œuvre jusqu'à soixante ans.

Les professeurs Chabuchi et Saguchi soulignent la nécessité de réforme, mais ajoutent qu'il faudra aussi modifier les conditions de travail et la rémunération à l'ancienneté, qui incite les employés à se débarrasser des anciens salariés. Les Japonais, qui cotisent peu pour les retraites (mais épargnent beaucoup), sont-ils prêts à la solidarité nationale ?

Les syndicalistes admettent que la population — très jeune dans son ensemble — n'est pas disposée à se battre véritablement pour défendre les personnes âgées, oubliées de la croissance. Lorsque, en 1973, le Sohyo a lancé une grève de vingt-quatre heures, un tiers des adhérents seulement ont arrêté le travail, le plus souvent pour quelques heures seulement. A tous les niveaux de responsabilité, cependant, les élus-majors commencent à prendre conscience qu'un effort est nécessaire, ce qui les incite à proposer le maintien d'un taux de croissance économique assez élevé.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Prochain article :

LA QUERELLE DES CHARGES SOCIALES

AFRIQUE

Maroc

Les communautés israélites vont être appelées à élire leurs représentants dans un organisme central

De notre correspondant :

Rabat. — Le ministre de l'Intérieur, M. Benhima, a invité, jeudi 7 juillet, des représentants des communautés juives, dont plusieurs rabbins réunis en un colloque à Rabat, à restructurer le judaïsme marocain. La chaleur du ton et les propos du ministre ont accentué l'ouverture faite par le roi Hassan II au début de l'année 1976 quand il invita les juifs marocains émigrés dans quelques pays que ce soit, à regagner le royaume (le Monde du 13 mai).

M. Benhima a insisté pour que les structures nouvelles résultent d'un consensus et fassent l'objet de propositions aux pouvoirs publics qui les traduiront par un texte législatif. Le colloque a chargé un groupe de travail d'élaborer des projets. Il s'agit de créer un organisme central où siègeront des membres élus des communautés juives urbaines, d'une part, et par les associations juives à caractère éducatif, culturel ou social, d'autre part. La novation envisagée s'inscrit dans le droit fil de la démocratisation au Maroc. En effet, les comités des communautés urbaines seraient élus au suffrage universel, alors qu'actuellement, en vertu de la loi de 1945, ils le sont par un suffrage en partie censitaire.

Ce parti, donc s'acheminer vers la constitution d'un organisme qui s'inspirerait des structures du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.F.). Il aurait vocation pour être saisi de tous les problèmes des communautés des institutions et des associations juives au royaume et entretenir des relations avec les organismes internationaux juifs d'éducation ou d'assistance médicale, entre autres, l'Alliance israélite universelle, qui lui ont rendu au Maroc constituent une communauté juive, depuis deux ans environ, parait

être stabilisée. Elle pourrait nouer des relations utiles avec d'autres communautés juives à l'étranger, d'autant plus que les juifs marocains émigrés, même s'ils ont acquis la nationalité du pays d'accueil, gardent en général des liens affectifs ou autres avec leur communauté et leur pays d'origine. Ces perspectives rejoignent apparemment un des buts poursuivis par le groupe « Identité et dialogue (I.D.) », réunissant en France des intellectuels et des cadres juifs du Maroc.

LOUIS GRAVIER.

(1) 18, boul. Poissonnière, Paris.

Dans un discours prononcé le vendredi 8 juillet, le roi Hassan II a confirmé que, conformément à la Constitution, la Chambre des représentants réélira son président le 15 septembre 1977, à l'occasion de la session ordinaire du second vendredi d'octobre. Le souverain a invité les parlementaires à se montrer dignes de leur charge et à remplir leurs obligations avec sérieux et application. Il a rappelé qu'une loi sur le statut des députés serait l'objet de l'exercice 1978 dans des « délais normaux », c'est-à-dire avant l'expiration de l'année en cours.

Le roi Hassan II a également, vendredi 8 juillet, aux dirigeants algériens, l'attention d'un message adressé au président mauritanien Mokhtar Ould Daddah, le souverain dénonce l'inqualifiable irresponsabilité des instigateurs de ce crime odieux et ajoute : « Nous sommes convaincus que la communauté internationale reprochera un comportement tréfléché de ceux qui ne cessent de violer les règles les plus élémentaires du droit, dans l'espoir d'imposer leurs visées hégémoniques et d'assouvir leur volonté de puissance. » — (A.F.P.)

Zambie

REDOUTANT UNE ATTAQUE RHODÉSIENNE

Le président Kaunda serait prêt à faire appel à l'aide de Cuba et de la Somalie

Le président Kenneth Kaunda a laissé entendre, vendredi 8 juillet, que la Zambie pourrait faire appel à l'aide de Cuba et de la Somalie, qui lui ont promis leur soutien armé, dans l'éventualité d'une attaque rhodésienne.

Le chef de l'Etat zambien, qui donnait une conférence de presse à Lusaka, a précisé que des discussions ont été prises pour faire appel à des troupes étrangères en cas d'agression de la Rhodésie contre son pays. « Nous avons alerté un ou deux pays, pour leur demander en aide militaire. (...) Nous les avons choisis, et ils sont prêts à nous venir en aide », a-t-il dit.

A des journalistes qui lui demandaient alors si les offres de soutien rhodésien, acceptées, il a répondu : « En principe, mais il n'y a pas de doute que Moga-dicio et La Havane étaient les capitales des Etats auxiliaires, qui ont fait allusion en parlant d'un ou deux pays ».

Les déclarations de M. Kaunda font planer la menace d'une internationalisation de l'affaire rhodésienne, ce qui, aux yeux de nombre d'observateurs, est la seule façon de faire passer la Rhodésie à l'ONU, ce qui est précisément le but de M. Ian Smith, premier ministre rhodésien.

Le chef de l'Etat zambien a, d'autre part, exprimé ses doutes sur les chances de succès de l'initiative anglo-américaine en vue de parvenir à un règlement négocié en Rhodésie. « Dans le passé, de pareilles initiatives ont été prises. Elles n'ont abouti qu'à renforcer le régime Smith », a-t-il dit.

D'autre part, M. Ndabangiti Sithole, fondateur de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Z.A.N.U.), qui se trouvait alors au Malawi, et qui devait rentrer dimanche à Salisbury, a déclaré, vendredi 8 juillet, dans une interview au journal « Rhodesia Herald », qu'il était désormais catégoriquement opposé à la guerre. Cette déclaration, estiment les observateurs, devrait lui permettre de regagner la Rhodésie en toute sécurité, sans risque de se faire arrêter, bien que, selon des sources informées à Salisbury, il y ait eu une certaine opposition à son retour au sein du gouvernement rhodésien.

M. Sithole, qui s'oppose au Front patriotique de M.M. Joshua Nkomo et Robert Mugabe (qui a obtenu, à Libreville, le soutien de l'Organisation de l'unité afri-

Zaïre

M. KASENDA MPINGA PREMIER MINISTRE A FORMÉ UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Kinshasa (Reuter, U.P.I.). — Nommé premier ministre le 6 juillet (le Monde du 8 juillet), M. Kasenda Mpinga a formé un nouveau gouvernement. Les anciens ministres d'Etat (ministres) sont maintenant dans leurs fonctions. M. Nguzu Kadi Bond, notamment, conserve son portefeuille de ministre des Affaires étrangères. Six membres du gouvernement qui avaient donné sa démission le 10 juillet n'ont pas succédé de portefeuilles.

Par les personnes qui ont entré pour la première fois au gouvernement figurent, notamment, M.M. Muboko Wa Pomba, ancien ambassadeur en Côte-d'Ivoire, qui devient ministre de l'Information, et Mubumba Lokole, qui devient ministre du plan. Le général Mobutu, chef de l'Etat, fait partie du gouvernement en tant que ministre de la Défense nationale et de la sécurité. Un ministère du développement rural est créé — distinct de celui de l'Agriculture. Enfin, le ministère de l'Éducation nationale est créé en deux.

Commentant le maintien de tous des anciens ministres au sein du Conseil exécutif, l'agence africaine de presse (A.Z.A.P.) écrit vendredi : « Le plupart d'entre eux, sont des technocrates qui ont fait preuve de leurs capacités dans la gestion des départements qui leur avaient été confiés par le chef de l'Etat ».

Le bureau politique du Mouvement national congolais (M.N.C.), mouvement d'opposition au régime zaïrois, qualifie de « farce » les « réformes » fondées sur annonces répétées à Kinshasa pour la démocratisation de la vie politique. Dans un communiqué publié vendredi 8 juillet à Paris, le M.N.C. s'élève contre le « pouvoir d'Etat » du président Mobutu et s'élève à l'appel à l'unité du peuple congolais, pour exiger le rétablissement de la démocratie.

Greve générale en Grèce pour protester contre le vote de

la résignation à l'inévitable « communisme »

Le mouvement de grève générale en Grèce, qui a débuté vendredi 8 juillet, est le résultat d'un vote de la Chambre des députés, le 6 juillet, qui a approuvé la loi sur le statut des députés. Les grévistes, qui sont des milliers, ont manifesté leur désaccord avec la loi, qu'ils considèrent comme une trahison de la démocratie. Ils ont également exprimé leur opposition à la politique du gouvernement, qu'ils accusent de collaboration avec le « communisme ».

Le journal du parti communiste partisan de la thé

Le journal du parti communiste, qui est un organe de propagande, a publié un article dans lequel il dénonce la loi sur le statut des députés. Il accuse le gouvernement de trahison et de collaboration avec le « communisme ». Le journal appelle à la grève générale et à la résistance contre le régime.

Le journal du parti communiste, qui est un organe de propagande, a publié un article dans lequel il dénonce la loi sur le statut des députés. Il accuse le gouvernement de trahison et de collaboration avec le « communisme ». Le journal appelle à la grève générale et à la résistance contre le régime.

Les communautés israéliennes vont être appelées à élire leurs représentants dans un organisme central

مكتبة المصلح

Grève générale en Calabre pour protester contre la crise du Mezzogiorno

Sept ans après les émeutes qui avaient secoué Reggio-de-Calabre, le mécontentement populaire s'est manifesté, le 7 juillet, par une grève générale dans cette province, durement touchée par la crise de l'emploi.

Quatre millions d'ouvriers du Mezzogiorno ont cessé le travail pour la journée et participé à une manifestation unitaire organisée par les trois confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L.) à Reggio. Le problème du Mezzogiorno, considéré comme problème national, est devenu prioritaire

pour l'ensemble des organisations syndicales, qui veulent notamment éviter que le mécontentement dans le sud de la péninsule ne provoque une explosion populaire récupérée, comme ce fut le cas en 1971-1972, par des éléments d'extrême droite.

Dans une interview au quotidien « Repubblica », le secrétaire de la C.G.I.L. (proche du parti communiste), M. Luciano Lama, a souligné à ce propos que « c'est nous qui sommes, cette fois, dans les rues du Sud. » (A.F.P.)

La résignation à l'inévitable « compromis historique »

Reggio-de-Calabre. — Un accord limité de gouvernement vient d'être conclu à Rome entre les démocrates chrétiens, les communistes et quatre autres partis politiques. Qu'en pense-t-on dans la région la plus malade, la plus en retard d'Italie ? Et plus spécialement à Reggio, où l'extrême droite devançait encore le P.C. jusqu'aux dernières élections ? « Pas grand-chose », commencent par vous répondre les personnes interrogées, avec un haussement d'épaules et un sourire entendu.

Il est vrai que les préoccupations économiques dominent ici et qu'après deux ans d'avance le gouvernement régional calabrais avait conclu un accord semblable — d'ailleurs imité le mois dernier par la province et la municipalité de Reggio. Les communistes participent à l'élaboration du programme, appuient les « juntes » de centre gauche, sans appartenir à la majorité.

Insistez un peu et vos interlocuteurs démocrates chrétiens vous surprendront. M. Battaglia était maire lorsque éclata en 1970 la révolte de Reggio. Il a été élu à la suite, arrivé en tête de la liste aux élections. Le D.C. voulait le reconduire à l'hôtel de ville, mais les communistes s'y sont fermement opposés. On comprendra, dans ces conditions, que M. Battaglia ne les porte pas dans son cœur.

« Le P.C. », dit-il, « peut toujours imposer sa stratégie. La proclamation de 1970 lui avait échappé, il ne pouvait ni la comprendre ni l'accepter. » L'ancien maire, qui se défend d'appartenir à un courant de la Démocratie chrétienne, remarque : « Aux dernières élections partielles, notre parti a gagné là où il s'opposait clairement au P.C. C'est dans la confusion que l'on peut des voix. »

Le même M. Battaglia vous affirme néanmoins avec résignation : « Bien sûr que le P.C.I. finira par entrer au gouvernement. Après cet accord qu'ils ont conclu, ils ont dit qu'ils feraient progressivement. Toute l'attitude du parti communiste est d'ailleurs conditionnée par cet objectif. Regardez-le, il ne soutient plus de scandale. Et ici, à Reggio, avec qui

De notre envoyé spécial

composé-t-il ? Avec les franges les moins vives de notre parti, celles qui pensent conserver leur pouvoir. »

M. Battaglia ayant été refusé par les communistes, le D.C. a fait appel le mois dernier à un ingénieur de trente-sept ans, M. Domenico Corzupoli. Celui-ci se trouve donc à la tête d'une junte de centre gauche, appuyée par le P.C. « Aucune autre solution n'était possible », affirme le nouveau maire.

Est-ce à dire que, contraint d'accepter les communistes, il les rejette dans l'opposition dès qu'il pourra se passer de leur soutien ? « Ce n'est pas le maire qui décide, mais le parti. » Car s'il ne tenait qu'à M. Corzupoli, les communistes seraient, au contraire, « progressivement associés » au gouvernement de la ville, jusqu'à entrer de plain-pied dans la junte municipale.

« De moment que l'on conclut une entente, affirme l'ingénieur, il est normal que chacun soit représenté en fonction de son poids électoral. » Or la D.C. et

le P.C. sont les deux premiers partis de Reggio, avec respectivement 38,2 % et 24 % des suffrages.

Son raisonnement, M. Corzupoli l'applique à l'ensemble du pays : il faut que les communistes soient « associés peu à peu » au gouvernement national. Il estime que dans son courant qui s'affirme de gauche, la « base », beaucoup pensent comme lui. Il serait intéressant de savoir si c'est le cas d'un « basiste », comme M. Galloni, bras droit de l'actuel secrétaire général de la D.C., M. Zaccagnini, et qu'on présente parfois comme son successeur.

On peut aussi se demander ce qu'il en est de commun le maire de Reggio et un anti-communiste aussi résolu que M. Amintore Fanfani, président du Sénat.

« Rien, sinon la carte du Parti. Mais alors, de qui se sentent-ils le plus proche ? De M. Fanfani ou de M. Berlinguer. Le premier citoyen de Reggio prend seulement le temps de sourire : « De Zaccagnini évidemment. »

ROBERT SOLÉ

Le journal du parti communiste s'en prend vivement aux marxistes partisans de la théorie des « trois mondes »

Sous le titre « La théorie et la pratique de la révolution », Zeri i Popullit, organe du Parti du travail albanais (communiste), a publié, le 7 juillet, un très long éditorial. Le journal s'en prend aux marxistes partisans de la théorie des « trois mondes ». Il écrit : « Les marxistes-léninistes ont toujours fondé leur définition de l'époque actuelle et de la stratégie révolutionnaire sur l'analyse des grandes contradictions sociales qui caractérisent cette époque. Quelles sont ces contradictions ? Après le triomphe de la révolution socialiste en Russie, Lénine et Staline ont fait état de quatre de ces contradictions : contradiction entre deux systèmes opposés, socialiste et capitaliste ; contradiction entre le travail et le capital dans les pays capitalistes ; contradiction entre les peuples et les nations opprimés ; et l'impérialisme : contradiction entre les puissances impérialistes. Ces contradictions constituent la base objective du développement des mouvements révolutionnaires actuels. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

Or, considérant globalement le soi-disant « tiers-monde » comme la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et la désintégration, leur dissimulation de la théorie des « trois mondes », sans faire aucune distinction entre les forces anti-impérialistes et révolutionnaires authentiques et les forces pro-impérialistes, réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

« A l'opposé, la négation de la révolution est la désintégration, la méconnaissance de l'une ou de l'autre d'entre elles, la déformation de leur véritable contenu, comme le font les divers courants réactionnaires et fascistes qui ont le pouvoir dans nombre de pays en voie de développement, signifie l'éloignement de l'élaboration et de la propagation d'une stratégie et de tactiques fausses, contre-révolutionnaires. »

TASS FAIT L'ÉLOGE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a publié, vendredi 10 juillet, une dépêche qui fait l'éloge « du réalisme et de la souplesse » des dirigeants espagnols, en particulier du roi Juan Carlos et de M. Adolfo Suarez, président du gouvernement.

« La prestation de serment du nouveau gouvernement espagnol, avec à sa tête M. Adolfo Suarez, a été accueillie à l'étranger avec intérêt. De l'avis des observateurs, la composition du nouveau gouvernement dans son ensemble reflète les résultats des dernières élections qui ont démontré la volonté des Espagnols de tirer un trait définitif sur le passé franquiste », affirme Tass.

« Bien que la distribution définitive des sièges au Cortès (Parlement) n'ait pas été encore annoncée, les données préliminaires montrent que l'influence du centre démocratique est plus ou moins équilibrée par les forces de l'opposition de gauche, dont le fer de lance est constitué, en ce moment, par le parti socialiste ouvrier. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

L'agence soviétique évoque également le rôle du P.C. espagnol : « Les communistes d'Espagne, qui ont combattu avec abnégation le fascisme pendant les quarante années de dictature, avaient proposé le slogan de la réconciliation nationale de tous les Espagnols, indépendamment de la question de savoir de quel côté de la barricade ils se trouvaient pendant la guerre civile. Le triomphe de ce slogan, aujourd'hui, est le résultat de la longue lutte des communistes, des socialistes, des catholiques de gauche et des autres démocrates anti-fascistes », conclut Tass.

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

« Ce qui est important actuellement, poursuit Tass, c'est que le pouvoir législatif et exécutif en Espagne est désormais concentré dans les mains des partisans de la démocratie parlementaire. »

Tribune internationale Moscou et la sortie d'U.R.S.S. de citoyens soviétiques

par BORIS CHOUMILINE (*)

Le nombre des voyages réciproques de citoyens soviétiques et étrangers dans le cadre du tourisme, des liens culturels, scientifiques, sportifs, familiaux et autres a augmenté d'un tiers en 1976 par rapport à l'année précédente (4 millions d'étrangers se sont rendus en U.R.S.S., 3 millions de Soviétiques ont effectué un voyage à l'étranger). Tout un ensemble de mesures ont été prises pour faciliter et simplifier ces procédures d'entrée et de sortie, d'établissement et de défranchement des visas.

Les visas d'entrée pour une visite provisoire en U.R.S.S. sont maintenant délivrés dix jours au plus tard après dépôt au consulat soviétique des pièces nécessaires ; le délai d'examen des demandes de départ à l'étranger en vue d'y résider en permanence a été réduit à trente jours ; les tarifs des taxes d'Etat pour la délivrance des pièces nécessaires à la sortie ont été réduits de 25 % ; le réexamen des décisions négatives concernant la sortie peut avoir lieu, à la demande de l'intéressé, tous les six mois ; le paiement de la taxe d'Etat pour l'examen des nouvelles demandes est supprimé ; les visas de transit pour les étrangers voyageant en avion et traversant l'U.R.S.S. et les visas pour les passagers voyageant sur des navires soviétiques et étrangers lors des escales dans les ports de croisière sont supprimés ; les formalités de douane sont considérablement simplifiées.

Au cours des dernières années, et jusqu'au 1^{er} juin de cette année, près de 38 000 Allemands, plus de 11 000 Arméniens ont quitté l'Union soviétique dans le cadre du regroupement des familles ; des Grecs, des Espagnols, des représentants d'autres nationalités, quittent également l'U.R.S.S. pour rejoindre leurs parents.

Plus de 10 000 citoyens soviétiques se sont mariés avec des étrangers pendant ces dernières années. Sur ce nombre, près de 7 000 d'entre eux sont partis avec leur conjoint dans plus de cent pays du monde.

Mais, en vertu des conditions historiques, le plus grand nombre de demandes de réintégration des familles émane des personnes de nationalité juive. De 1945 à juin 1977, 141 600 personnes, y compris les enfants, ont quitté l'U.R.S.S. pour Israël, soit 98,4 % du nombre total des demandeurs pour la période indiquée. Le visa de sortie a été temporairement refusé à 1,6 % des demandeurs. Cette pratique est entièrement conforme au traité international sur les droits civils et politiques adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 1966. Ce traité prévoit notamment des limitations au droit de sortie des citoyens hors de leur pays pour un autre pays dans les cas mettant en cause la « maintenance de la sécurité d'Etat, l'ordre public, la santé ou la morale de la population, ou les droits et libertés des autres ».

Cela signifie que, dans certains cas, nous reportons la décision jusqu'à ce que des proches parents soient réglés leur situation, notamment matérielle. L'autorisation de sortie peut être ramené à une autre date en ce qui concerne les personnes qui détiennent des renseignements constituant des secrets d'Etat ou qui ont récemment effectué un stage de formation dans les spécialités militaires les plus importantes. Bien entendu, la sortie est refusée aux personnes poursuivies ou condamnées par un tribunal. Ainsi que cela a été mentionné ci-dessus, à la demande des intéressés, les décisions de refus de visa de sortie peuvent maintenant être réexaminées tous les six mois. C'est ainsi qu'en 1974 737 citoyens dont les demandes avaient été rejetées ont reçu l'autorisation de sortie. Au cours des cinq premiers mois de cette année, 615 autres personnes qui étaient dans ce cas ont reçu l'autorisation de sortie. Je démontre catégoriquement les assertions de J. Almqvist, président de l'Organisation mondiale sioniste, selon lesquelles plus d'un million de juifs soviétiques désirent émigrer en Israël et que 180 000 demandes de sortie pour se rendre dans ce pays seraient soumises à l'examen des autorités soviétiques. Voici d'ailleurs des données officielles : au 1^{er} juin 1977, environ 2 600 demandes de citoyens de nationalité juive pour se rendre en Israël ont été examinées en instance dans les organes du ministère de l'Intérieur sur toute l'étendue du territoire de l'U.R.S.S. Alors qu'avant 1974 2 200 demandes de sortie étaient déposées en moyenne tous les mois, au cours des trois ou quatre dernières années leur nombre a diminué de moitié et s'élève à 900-1 000 par mois.

D'ailleurs, selon les données en notre possession, moins de la moitié des émigrants ayant officiellement déclaré se rendre en Israël n'ont, en fait, absolument pas d'intention d'aller dans ce pays. Ils se fixent en Europe occidentale et se débrouillent même pour aller jusqu'aux Etats-Unis. La presse occidentale se fait souvent l'écho de la situation tragique dans laquelle ils se trouvent. C'est ce triste état de choses qui contraindrait mesieurs les sionistes à l'expérience en épique pour tous les moyens la question des « limitations » soi-disant appliquées par les autorités soviétiques en ce qui concerne la sortie des citoyens de nationalité juive vers Israël.

Le 26 juin, j'ai pris une série de mesures supplémentaires pour faciliter les conditions de travail des journalistes étrangers accrédités à Moscou. Mais les autorités soviétiques ont résolument coupé court et coupé court à toute activité incompatible avec le statut de journaliste, car ces actes sont également en contradiction directe avec l'esprit et la lettre des accords d'Helsinki.

(*) Vice-ministre soviétique de l'Intérieur.

Un congrès international pour l'anniversaire de Benjamin Lévitich

Le soixantième anniversaire du professeur Benjamin Lévitich, des autorités et des chercheurs ont retenu l'attention des spécialistes de diverses branches de la chimie — physique et de l'hydrodynamique, sera célébré cette année par un congrès international extraordinaire qui aura lieu à Oxford les 11, 12 et 13 juillet.

Le 26 juin, j'ai pris une série de mesures supplémentaires pour faciliter les conditions de travail des journalistes étrangers accrédités à Moscou. Mais les autorités soviétiques ont résolument coupé court et coupé court à toute activité incompatible avec le statut de journaliste, car ces actes sont également en contradiction directe avec l'esprit et la lettre des accords d'Helsinki.

Le 26 juin, j'ai pris une série de mesures supplémentaires pour faciliter les conditions de travail des journalistes étrangers accrédités à Moscou. Mais les autorités soviétiques ont résolument coupé court et coupé court à toute activité incompatible avec le statut de journaliste, car ces actes sont également en contradiction directe avec l'esprit et la lettre des accords d'Helsinki.

Le 29 juin dernier, le savant a adressé à Moscou

un message à ses confrères. Il dit notamment que l'attitude des autorités à son égard ne saurait être motivée par la connaissance de « secrets » : depuis plus de cinq ans et demi il est totalement tenu à l'écart de la science soviétique. Ses confrères étrangers sont bien décidés à continuer de mener des actions en sa faveur.

On trouvera dans ce livre matière à rêver, à imaginer, à se passionner, à découvrir cet univers fantastique dans lequel le temps est gelé, où les lois de la nature sont suspendues :

LE HASARD et L'INFINI par A. KOESTLER, A. HARDY et R. HARVEY

TC-DIE

MEDEUNT UNE ATTAQUE

Le président Kaunda serait-il à la aide de Cuba et

M. DEMIREL

REFUSE DE PARTICIPER A UNE GRANDE COALITION

Ankara (A.F.P.). — M. Süleyman Demirel poursuit la mise au point d'un « protocole de coalition » entre le Parti de la Justice, le Parti du salut national et le Parti du mouvement nationaliste, pour réformer une majorité de droite.

Cette formule a mis en danger l'avenir de la démocratie en Turquie », a déclaré M. Bulent Ecevit, premier ministre démocrate, qui a proposé à M. Demirel la constitution d'une coalition entre le Parti républicain du peuple et le Parti de la Justice, sous la direction d'un premier ministre indépendant.

M. Süleyman Demirel a refusé cette proposition, qui aurait permis de constituer une majorité de quatre cent trois députés sur quatre cent cinquante, et trouvait l'appui des milieux d'affaires.

Même dans ce qu'il est convenu d'appeler un bon mariage, la vie quotidienne est jalonnée de crises.

COMMENT SAUVER SON MARIAGE s'il en est encore temps

par M. KEYES

TC-DIE

PROCHE-ORIENT

LES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL

La confrontation Carter-Begin

III. — Le défi du « lobby » pro-israélien

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Les divergences fondamentales qui opposent le président Carter à M. Begin sur les termes d'un règlement du Proche-Orient, et surtout le désaccord et l'angoisse dans la communauté juive des États-Unis, pour préserver leur unité, les dirigeants israéliens sont parvenus à un compromis qui consiste à s'opposer au « plan Carter », sans pour autant soutenir explicitement les thèses maximalistes de Jérusalem. (Le Monde - des 8 et 9 juillet.)

Washington. — Quelques jours après son entrée en fonction, en janvier dernier, le président Carter réunissait son état-major à la Maison Blanche pour examiner le conflit du Proche-Orient. Le dossier contenait, entre autres, un rapport de transition préparé par un groupe d'experts du département d'État. Ceux-ci concluaient que le nouveau président avait le choix entre deux voies : une action énergique pour susciter une solution globale du conflit serait risquée mais aurait quelque chance d'aboutir ; sa passivité, en revanche, déboucherait à coup sûr sur une catastrophe.

L'argumentation était virtuelle-ment la même que celle que n'ont cessé de développer les conseillers les plus écoutés, en matière de politique étrangère, du candidat démocrate avant et après son élection. MM. Henry Owen et Zolnevitch, tous les deux signataires du « rapport Brookings », projet de règlement pour le Proche-Orient — soutenaient qu'une impasse prolongée conduirait à une nouvelle guerre qui risquerait cette fois-ci d'impliquer directement les Super-Puissances.

Ils estimaient qu'une grave menace pesait sur les régimes arabes modérés qui ont choisi la conciliation, en misant sur la médiation américaine. L'échec de leur politique les contraindrait, dans la meilleure des hypothèses, à durcir leurs positions, faute de quoi ils pourraient être renversés par des éléments révolutionnaires. Un coup d'arrêt brutal serait ainsi infligé à la politique de paix au Proche-Orient. Les bouleversements politiques, économiques et sociaux qui s'ensuivraient infligeraient de très graves préjudices au monde occidental. L'édifice de l'influence des États-Unis dans le monde arabe s'effondrerait.

Jamais sans doute les intérêts de Washington dans la région n'ont été aussi étendus. Les profits tirés d'investissements considérables, en particulier dans le domaine pétrolier, les ventes massives de biens d'équipement et de consommation, l'afflux de pétrodollars, renflouent la balance des paiements américaine au rythme d'une quinzaine de milliards de dollars par an. En trois ans, les exportations vers les pays arabes (sans compter les armements) ont plus que doublé, tandis que trépassaient les importations. Ce qui donne la mesure de la dépendance croissante des États-Unis pour leurs approvisionnements en hydrocarbures.

Déjà préoccupé par le risque de pénurie qui menace, à terme, le ravitaillement pétrolier mondial et, dans l'immédiat, par le déficit croissant de la balance commerciale des États-Unis, le président Carter s'inquiète des répercussions éventuelles d'une crise majeure au Proche-Orient. L'avis unanime à Washington est que les États producteurs imposeront bon gré mal gré — surtout en cas de conflits — un embargo sur les livraisons d'hydrocarbures. M. James Akins, expert pétrolier et ancien ambassadeur en Arabie Saoudite.

nous disait craindre la fermeture du détroit d'Ormuz, mesure qui aurait comme effet d'étrangler les économies de l'Europe et du Japon, tout en plongeant les États-Unis dans le marasme.

Rien d'étonnant dès lors que le président Carter ait annoncé à la réunion qu'il tint à la Maison Blanche fin janvier, qu'une solution du problème israélo-arabe était, ses yeux, « cruciale » et « urgente ». C'est ce jour-là encore qu'il décida que les États-Unis ne pourraient plus se payer le luxe de jouer « seulement » médiateurs et s'agiraient désormais en « catalyseurs », euphémisme pour désigner un rôle actif et déterminant. N'est-ce pas significatif qu'il ait formulé les « grandes lignes » d'un règlement dès le début de mars, un mois avant d'entamer ses « consultations » avec les chefs d'État arabes ?

Le chef de l'exécutif américain s'est toujours défendu de vouloir « imposer » ses conceptions. Mais, dans l'administration, un nombre croissant de responsables, et non des moindres, partagent largement les opinions de M. Georges Ball, ancien sous-secrétaire d'État et ex-ambassadeur aux Nations Unies, qui estime qu'un règlement doit être imposé par Washington.

Le terme de l'impasse n'est pas une simple option, mais un devoir impératif si le monde doit être sauvé d'un désastre dont les conséquences seraient catastrophiques. M. Ball — très estimé par le président Carter, qui avait songé à lui confier les affaires étrangères — va jusqu'à s'indigner : « Jusqu'où traitons-nous la déroute humiliante s'il devait croiser le fer prématurément avec le « lobby » pro-israélien. »

Si nombre de responsables partagent l'avis de l'ancien sous-secrétaire d'État, ils ne considèrent pas tous qu'une épreuve de force soit, dans l'immédiat, à recommander. Certains font valoir que la médiation américaine est une défaite humiliante s'il devait croiser le fer prématurément avec le « lobby » pro-israélien.

Le terme est souvent utilisé pour désigner tout à la fois le personnel pléthorique de l'ambassade d'Israël, la multitude des organisations américaines, les groupes de pression que certaines d'entre elles entretiennent à Washington, le vaste réseau d'alliés auquel ont accès les uns et les autres à travers le pays et dans les principaux centres du pouvoir, notamment dans l'administration, au sein des mass media, et surtout au Congrès (Sénat et Chambre des représentants).

Cependant, le « lobby » à proprement parler, et enregistré officiellement comme tel, est l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), organisme avec de remarquables qualités de compétence et d'énergie. M. Morris Amity, Américain d'origine israélienne, est ancien fonctionnaire du département d'État, âgé d'une quarantaine d'années, coordonne en quelque sorte l'action de la plupart des groupes pro-israéliens. Il a servi les gouvernements travaillistes qui se sont succédé à Jérusalem avant de se convertir aux thèses de M. Begin. Le jour où celui-ci l'emporta aux élections de mai dernier.

On lui prête des pouvoirs étendus et occultes, son nom est prononcé au Capitole avec respect, crainte ou irritation. « La force de séduction de ses offres, nous a dit un sénateur, n'a d'égale que la brutalité de ses avertissements. » Intervenant le plus souvent par personnes interposées, il s'est montré capable, selon le cas, de porter préjudice ou de faciliter la carrière de nombre de politiciens. Un avis de sa part risque d'influer tout autant sur la générosité des bailleurs de fonds des campagnes électorales que sur le choix des votants (1).

Entre consultations, l'une des armes favorites du directeur de l'AIPAC est la plume. Un parlementaire qui prend ou qui se propose de prendre une position jugée « anti-israélienne » est submergé par des lettres et des télégrammes (et aussi des coups de téléphone) provenant de ses électeurs, d'amis de personnalités marquantes, lui demandant de faire amende honorable ou l'exhortant à renoncer à son projet. La Maison Blanche a reçu ces dernières semaines des milliers de lettres protestant contre la participation, contre le « plan Carter » concernant un règlement au Proche-Orient.

M. Amity fait figure de chef d'un parti aux contours imprécis dont la « base » populaire s'étendrait à l'ensemble de la communauté juive. Grâce à deux noyaux de parlementaires inconditionnellement pro-israéliens — une

dizaine au Sénat et une cinquantaine à la Chambre des représentants — il noue et dénoue les alliances pour favoriser ou, au contraire, pour mettre en échec telle ou telle autre législation, en échange de quoi il obtient le soutien de ses obligés pour la défense des intérêts israéliens. Les congressmen conservateurs — les nostalgiques de la guerre froide — adversaires d'une normalisation avec Cuba ou d'un désengagement militaire en Corée du Sud, par exemple — offrent d'acquiescer « pour » de voir aux amis de M. Amity.

Le sénateur Bagleton, ancien candidat à la vice-présidence des États-Unis, a toujours été, comme M. Ribicoff, un partisan inébranlable de la cause israélienne (l'un et l'autre ont signé, en 1976, la « lettre des 76 » au président Ford). « Comme beaucoup de mes collègues juifs, nous dit-il, j'ai été choqué par les déclarations de M. Begin. (...) Les propositions de M. Carter constituent la seule voie raisonnable qui conduise à la paix. Si nous ne pouvons parvenir à une nouvelle guerre, Israël devrait revenir à ses frontières de 1967, assorties de garanties de sécurité, et les Palestiniens devraient pouvoir disposer d'une patrie en Jordanie. »

Estimant qu'une confrontation avec Israël était probable si les travaillistes israéliens étaient maintenus au pouvoir — est inévitables avec les maximalistes du Likoud, certains observateurs, à Washington, pensent que le président Carter devrait agir plus tard. Dans quelques mois, il du Congrès (un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants) prévu pour novembre 1978, nombre de parlementaires seront tentés, sous la pression du « lobby », d'adopter des positions contraires à leurs convictions.

Le président Carter, qui veut éviter l'épreuve de force, assure-ment, a été surpris par les déclarations et les gestes d'apaisement. Mais, étant vivement préoccupé par les « conséquences désastreuses » qu'aurait une impasse prolongée au Proche-Orient, il attend un homme « obtus », il hésite à relever le défi du « lobby », au besoin en s'adressant directement au peuple américain. Il ne cherche pas seulement à gagner du temps en proclamant que « tout est négociable » ?

FIN

(1) Stephen J. Lasko, journaliste au Washington Post, dans son ouvrage « Les Américains politiques (novembre 1974) », rapporte que les juifs fournissent au parti démocrate et républicain respectivement 38 % et 40 % des fonds consacrés au financement des campagnes électorales.

Le sénateur Abraham Ribicoff, dont on associe volontiers le nom au « lobby » de M. Amity (qui fut l'un de ses collaborateurs), a été sévèrement pris à partie dans la presse juive, pour ses déclarations au rebours d'une tournée qu'il avait conduit notamment en Égypte et en Jordanie. « J'ai pu constater nous a-t-il déclaré, que les pays arabes concernés veulent sincèrement la paix. Celle-ci est urgente, car

Pendant que l'enquête se poursuit, des mouvements opposés à la « coalition religieuse » ont décidé de passer à l'action directe et une série de manifestations a été annoncée pour la soirée de vendredi 8 juillet. Elle devait être marquée notamment par un cortège de voitures et de motocyclettes parcourant la rue Machever après le début de sabbat. C'est alors que la police a ordonné de sortir de sa passivité et a massé d'importantes forces dans la rue et dans ses alentours. La rue est restée ouverte à la circulation des voitures des habitants du quartier, mais interdite aux véhicules des protestataires à la tête desquels figuraient notamment M. Ouri Avnery, journaliste et ancien député. Vers 22 heures, des heurts se sont produits opposant le service d'ordre aux manifestants et aux contre-manifestants, qui étaient au nombre de cinq mille environ. Trois policiers ont été blessés par jets de pierres.

L'affaire de la rue Machever est évidemment exploitée à des fins politiques aussi bien par les adversaires d'un gouvernement « livré aux extrémistes », que par des partisans de la coalition. Ceux-ci voudraient profiter de ces incidents pour élargir les limites du « modus vivendi » passé entre Israël et la Jordanie, la création de l'État. Le parti Agoudat Israël, est, bien entendu, du côté de la municipalité de Bnei-Brak, et son engagement n'est pas dépourvu de périls pour le gouvernement. En effet, les cinq mandats de ce parti ont permis à M. Begin de réunir une majorité parlementaire.

ANDRÉ SCAMAMA.

Liban
Selon « Haaretz »

LES ÉTATS-UNIS
ONT DEMANDÉ À ISRAËL
DE FOURNIR DES ARMES
AUX MILICES CHRÉTIENNES
DANS LE SUD

Le quotidien indépendant israélien « Haaretz », cité par l'agence Reuters, révèle vendredi 8 juillet que les États-Unis ont demandé à Israël de fournir des armes aux milices chrétiennes libanaises combattant les forces palestino-progressistes dans le sud du Liban. Cette requête porterait sur des véhicules blindés, des pièces d'artillerie et des mortiers. L'armée israélienne s'est refusée à confirmer ou à démentir cette information.

Le conflit est ruineux tant pour Israël, que pour ses adversaires (1). Le sénateur du Massachusetts, qui est l'une des personnalités les plus respectées de la communauté israélienne, conclut : « Les organisations juives aux États-Unis ne sont pas représentatives. Leurs dirigeants, dont aucun n'a été élu, ne reflètent pas l'opinion de mes collègues juifs. (...) Les propositions de M. Carter constituent la seule voie raisonnable qui conduise à la paix. Si nous ne pouvons parvenir à une nouvelle guerre, Israël devrait revenir à ses frontières de 1967, assorties de garanties de sécurité, et les Palestiniens devraient pouvoir disposer d'une patrie en Jordanie. »

Une majorité pour le « plan Carter » ?

Les succès de ce dernier ne se comptent plus. Mais son plus beau fleuron est sans doute la lettre que soixante-seize sénateurs israéliens adressèrent en avril 1975 au président Ford pour lui demander de renoncer à faire pression sur Israël. « Il était plus aisé de souscrire à cette démarche que d'affronter le lobby », nous a-t-il dit l'un des signataires les plus éminents.

Ceux qui poussent le président Carter à exercer des pressions dédaignent l'avis d'Israël en réduisant notamment l'aide à Jérusalem, estimant — tout comme les dirigeants juifs américains — que le « lobby » est certes, puissant, mais non omnipotent. Ils concèdent que le Congrès, jaloux de son autonomie et de son pouvoir accru depuis l'affaire du Watergate, commencerait par résister à la volonté du chef de l'exécutif. Mais ils avancent, à leur tour, plusieurs arguments pour soutenir que ce dernier finirait par l'emporter.

En finissant par les réactions de la presse et les critiques de certains sondages, les Américains seraient, dans leur majorité, favorables au « plan Carter » si celui-ci devait se porter garant, au-delà de tout doute, de la sécurité d'Israël. D'autant plus que les déclarations intempestives de M. Begin auraient aliéné à ce dernier une bonne partie de l'opinion. Les personnalités juives, et que les préjugés anti-arabes sont en régression depuis que les voisins d'Israël se déclarent disposés à conclure la paix.

L'évolution est encore plus nette au Capitole. Depuis la guerre d'octobre 1973, quelque deux cent cinquante parlementaires, dont plusieurs personnalités juives, se sont rendus dans divers pays arabes, Arabie Saoudite comprise. Ils ont eu droit à un accueil ému et chaleureux, alors qu'auparavant, les congressmen n'allaient le plus souvent qu'en Israël. Nombre d'entre eux ont désormais une vision et un équilibre à ce conflit et, ayant pris conscience de l'existence de personnalités de l'influence américaine dans la région, souhaitent qu'un règlement tienne compte des intérêts arabes.

LES PARTIS RELIGIEUX
COMPLÈTENT LA TACHE
DU PREMIER MINISTRE

(Suite de la première page.)

Pendant que l'enquête se poursuit, des mouvements opposés à la « coalition religieuse » ont décidé de passer à l'action directe et une série de manifestations a été annoncée pour la soirée de vendredi 8 juillet. Elle devait être marquée notamment par un cortège de voitures et de motocyclettes parcourant la rue Machever après le début de sabbat. C'est alors que la police a ordonné de sortir de sa passivité et a massé d'importantes forces dans la rue et dans ses alentours. La rue est restée ouverte à la circulation des voitures des habitants du quartier, mais interdite aux véhicules des protestataires à la tête desquels figuraient notamment M. Ouri Avnery, journaliste et ancien député. Vers 22 heures, des heurts se sont produits opposant le service d'ordre aux manifestants et aux contre-manifestants, qui étaient au nombre de cinq mille environ. Trois policiers ont été blessés par jets de pierres.

L'affaire de la rue Machever est évidemment exploitée à des fins politiques aussi bien par les adversaires d'un gouvernement « livré aux extrémistes », que par des partisans de la coalition. Ceux-ci voudraient profiter de ces incidents pour élargir les limites du « modus vivendi » passé entre Israël et la Jordanie, la création de l'État. Le parti Agoudat Israël, est, bien entendu, du côté de la municipalité de Bnei-Brak, et son engagement n'est pas dépourvu de périls pour le gouvernement. En effet, les cinq mandats de ce parti ont permis à M. Begin de réunir une majorité parlementaire.

ANDRÉ SCAMAMA.

Egypte

Après l'assassinat du cheikh Zahabi

Cent soixante-quinze arrestations ont été opérées dans les milieux intégristes musulmans

De notre correspondant

Le Caire. — Alors que la capitale égyptienne est en proie à la psychose des bombes dans les lieux publics — après les deux explosions qui ont fait au début de la semaine des blessés dans un cinéma en plein air et à l'institut de musique arabe — les interpellations se poursuivent dans les milieux intégristes musulmans proches de l'association Takfir Wai-Hijra, responsable de l'enlèvement et de l'assassinat du cheikh Zahabi, ancien ministre des biens islamiques (Le Monde des 5 et 7 juillet).

Le vendredi 8 juillet a été présenté à la presse un homme âgé d'environ trente-cinq ans qui, selon les autorités, venait d'être arrêté dans la banlieue caennaise de Matruh et serait à la fois le chef de l'association intégriste musulmane et le « cerveau » de l'opération contre le cheikh Zahabi. Il s'agit d'un Égyptien, M. Choukri Ahmed Moustapha. Ses fidèles l'appellent « émir » au sens religieux de « prince des croyants ». Il est de son état ingénieur agronome. Vêtu d'une galabieh sombre, portant la barbe, les yeux pleins de flamme, il a belle présence.

Le responsable intégriste, ainsi que cent soixante-quinze membres ou sympathisants de son association, également interpellés ces jours derniers, devraient être traduits dès la semaine prochaine devant la Haute Cour militaire. (Les opposants marxistes et nationalistes après les émeutes de janvier 1977 sont jugés par une

juridiction civile, la Cour de sûreté de l'État.)

La police continue de rechercher à travers tout le pays le « Khalifa » lieutenant de l'« émir », ainsi que d'autres adeptes de l'association. La sûreté égyptienne estime que cette organisation intégriste — créée en 1971, après une intervention du colonel Kadhafi auprès du président Sadat, en faveur de plus de tolérance à l'égard des associations de Fraternité musulmane — compte moins de deux mille adhérents dans toute l'Égypte. L'organisation passait jusqu'ici pour être surtout implantée parmi les étudiants d'origine rurale. Or, les arrestations opérées depuis l'assassinat du cheikh Zahabi montrent que pratiquement toutes les couches de la société sont représentées dans ce mouvement islamique.

On y trouve même un ancien officier de police, une femme ingénieur et un marchand de quatre-saisons. L'homme accusé d'avoir tué de ses mains le cheikh Zahabi est un maçon âgé d'environ trente-cinq ans, M. Moustapha Abdel Malek. Il est dit qu'il a tué le cheikh Zahabi. La plupart des interpellations ont eu lieu au cours d'une gigantesque rafle organisée dans les appartements meublés de la capitale. L'association disposait d'environ vingt-cinq caches. « Nous frapperons d'une main de fer ceux qui ont tenté la tranquillité du pays », avait déclaré M. Moustapha lors de sa première audience au ministère de l'Intérieur. — J.-P.-F.H.

CARNET

Naissances

— Le docteur Michel Zaborowski, Mlle Françoise Messin, Mme André Joffroy, M. et Mme Henri Berthod, ont le bonheur de faire part du décès de :

Fiançailles

— Le comte et la comtesse Charles de Vaucubert, née Isabelle de Miravalles, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fille, Mlle Marie-Françoise de Vaucubert, avec M. Luc Balot, conseiller général de France à Targu, et Mme Balot, née Mlle Marie-Françoise de Vaucubert, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leur fille, Mlle Marie-Françoise de Vaucubert, avec M. Luc Balot, conseiller général de France à Targu, et Mme Balot, née Mlle Marie-Françoise de Vaucubert.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de :

Décès

— Mme Anne Bernsteln, née Anne Bernsteln, a le regret de faire part de la mort de son fils, M. Jean Bernsteln, âgé de trente et un ans, de sa fille, Mlle Bernsteln.

Messes anniversaires

— A tous ceux qui ont connu ou aimé :

Anniversaires

— Pour le sixième anniversaire de la mort de :

Bienfaisance

— Les Petits Frères des pauvres recherchent des chauffeurs bénévoles (avec voiture) pour assurer les déplacements et les retours de leurs vieux amis, en juillet, août et septembre. Ces transports se feront bénévolement et seront effectués principalement à l'heure du déjeuner, dans Paris et la proche banlieue, au départ ou à l'arrivée des cars et des trains dont les horaires peuvent être obtenus en prenant contact avec Pierre, chez les Petits Frères, au téléphone au 355-39-19 ou en écrivant pour recevoir le programme détaillé des départs et des retours, au 21, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Soyez gentil avec votre barmen. Quand vous commandez :

SCHWEPPES, précisez Bitter Lemon ou à l'Indian Tonic.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les livraisons de « Le Monde », sont priés de joindre à leur envoi de récépissé des données bancaires pour justifier de cette qualité.

Le Monde aujourd'hui

Dimanche à Deligny

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le monde aujourd'hui... (Texte descriptif de l'édition du dimanche)

Le Monde aujourd'hui

PARIS

Dimanche à Deligny

LES Parisiens — enfin, certains — vont à la piscine Deligny, sur la Seine, comme on allait jadis à l'Opéra : pour se retrouver entre habitués. Vous avez le choix entre le coin de la bécote, le coin des danseuses, le coin des monokins (mixte cette année), et le coin des Germaines, situé dans la région nord-ouest des monokins.

Les Germaines sont trois femmes couleur teinture d'iodine, qui sont là tous les jours, tous les étés, à la même place. Quand elles ne parlent pas de leurs belles filles ou de leur opération du pied, elles échangeront des adresses de hammam. Par exemple : « Le hammam de la mosquée, c'est vraiment le hammam comme en Afrique du Nord. Cela ne coûte que 15 francs. Il y a un jour pour les hommes et un jour pour les femmes. » « Oui, mais le hammam de la rue des Roisiers est ouvert jusqu'à 10 heures du soir, et c'est mieux sans fois par semaine. » Les Germaines sont toujours d'une grande précision.

Il va pleuvoir

C'est là que j'ai appris d'où venait le vent de la pluie. Grâce à une voisine, une solide femme aux seins nus presque violets de coups de soleil, qui s'épongeait partout comme une paysanne, en pleine moisson. Tout à coup, elle me dit, en fixant le drapeau qui flottait sur l'Assemblée nationale toute proche :

— Il va pleuvoir.
— Vous êtes sûre ?

— Oui, parce que le drapeau, là-haut, a le vent derrière. Et de m'expliquer qu'elle adore ce vent-là d'habitude, qu'il est bon pour les fleurs, qu'elle est fleuriste, que ce n'est pas comme le vent du nord, qui dessèche les plantes. Nous étions en train de déplorer le prix de gros des pois de senteurs, lorsque j'entendis derrière moi :

— Sois sage, ô ma douleur, et tiens-toi plus tranquille.
Je me retourne et je vois un couple de jeunes Marocains étendus dans une position ravissante : dos à dos, la tête de l'un reposant sur l'épaule de l'autre. Tout en jouant avec les cheveux noirs de son amie, le jeune garçon lit Baudelaire en édition de poche. D'une voix monotone, il passe tranquillement d'un sonnet à l'autre. Quand il annonce « A une Madone », elle l'interrompt :

— Une Madone, qu'est-ce que c'est ?

— C'est une femme, explique-t-il. En italien, ma donna veut dire femme. Et il enchaîne sur le long poème tout débordant d'étoiles, de grosses et d'azur. Il est en train de trébucher sur le « Je te ferai de mon respect de beaux souliers... de satin », lorsqu'elle l'interrompt encore :

— Des souliers de satin, c'est comment ?

— C'est très habillé, répond-il, imperturbable.

Je me disais que la Sainte Vierge, décidément, était un personnage très « mode », lorsqu'il s'est mis à pleuvoir.

JACQUELINE DEMORNE.

CORSE

Entre la nostalgie et la colère

C E ne fut d'abord qu'un projet un peu vague, sur l'imprécision s'accrochant à l'attente et suffisait au rêve. Un de ces projets de vacances ébauchés avec autant d'enthousiasme que d'indifférence, quand le temps est au gris, quand l'été est encore loin.

C'était un choix qui ne semblait rien devoir qu'au hasard. Une sorte d'élan, assez incertain, assez incertain, pour être remis en cause. Et qui précède de l'insupportable quand il s'investit soudain d'une force étrange. Pour cela, rien d'autre, parfois, rien d'autre souvent, que les manigances du hasard. Le hasard qui contrarie un projet et, de vaguement tenté, celui-ci devient alors nécessité, évidence.

Alore, c'est décidé. Bientôt, demain, il y aura le mer et le soleil. Et des montagnes, des alpages, des lacs, des torrents, des cascades, des forêts, des vallées. Des chaos de roches rouges et des villages ocres. Et le maquis, avec son foisonnement d'arborescences, d'aloès, de lentilles, de genévriers, parmi la cluse, la myrte, le laurier-tin, le romarin et l'ailaïste. Et toutes ces odeurs qui biteront dans le vent. Il y aura tout cela. Et tellement plus. Tout ce qui fait le prodigieux, l'intense, l'envoûtant beauté des paysages, avec leurs contrastes violents, leur après douceur et leur grandiose solitude.

Pour tant de charmes, pour qu'ils ne s'altèrent pas, il faut une attention passionnée, une vigilance amoureuse et jalouse. Alors, tant mieux s'ils viennent dire leur révolte et museler nos agressions socio-culturelles. Avec toujours, avec passion. Parce qu'ils ressem-

bient sans doute à leur lie, ardente et tourmentée, violente et chaleureuse. Mais sans hargne, sans rancune. Et sans plastic. Car il y a à travers le monde beaucoup de « ghettos uniformes, dorés et éblouissants » pour citadins avertis par la grisaille uniforme de leur environnement quotidien.

Ceux qui auront choisi cette année la Corse, ce ne sera pas tout à fait par hasard. Mais un peu parce que, entre ces boutiques qui retrouvent la nature et ses sortilèges dans une savante mise en scène de retour au naturel et leurs jupes, il y a parfois la ressemblance, sourde et secrète, qui existe entre la nostalgie quand il est assurément trop tard, et la colère quand il paraît encore temps.

EDITH WEIBEL.

BERRY

La mare au dieu

« Ici, c'est la mare », disent les gens du pays. Dans ce fin fond du Berry décrit par George Sand, ni invasion ni migration ne sont venues depuis des siècles dégrader les eaux stagnantes. Cloîtrés entre leurs « bouchures » (les haies), les « bouquons », comme on dit dans le coin, font de l'élevage et peu d'enfants. Entre les deux derniers recensements, le canton de Châteaumeillant, tout au sud du

département du Cher, a perdu 11 % de ses habitants. Il y a à quelques temps encore, on travaillait le bois dans une petite fabrique de chaises, dans une autre de parquets : mortes toutes deux. Reste un atelier de fûts, et une scierie à l'activité réduite. On construit (enfin) un C.E.G., mais le nombre des enfants a déjà fondu...

« La religion dominante, ici, est celle du passé, dit Frère Gilles, celle de faire comme on a toujours fait. »

On compte en anciens francs, l'heure est celle du soleil. Une fatalité semble peser sur le pays. « C'est vers eux que l'été paraît pour compte que nous avons choisi d'aller. »

Gilles, Dominique, Xavier, Paul et Jean-Paul : cinq missionnaires sur une même barque au cœur même de la France. Cinq Frères des campagnes qui, un jour, se sont installés dans l'ancien presbytère sur la place de l'église de Châteaumeillant, ont ouvert des brèches dans les murs qui l'entouraient et se sont faits ruraux avec les ruraux, selon la mission de leur congrégation (fondée dans l'hiver 1943 par un dominicain, elle compte aujourd'hui cent trente religieux, prêtres et non-prêtres). Leur prière n'a pas de cloître où marcher les yeux baissés, un bréviaire sous le bras : c'est dans une simple pièce au rez-de-chaussée, baptisée chapelle, qu'on se réunit trois fois par jour pour prier. L'église, splendide mais impossible à chauffer, ne se remplit en hiver que pour les enterrements et aux jours des fêtes traditionnelles.

Les seins de la sainte

Et Dieu sait si elles sont nombreuses ! Dans ce pays où l'on ne compte pas plus de 5 % de pratiquants, un bon tiers de la population se rassemble pour célébrer sainte Barbe, patronne des pompiers, saint Eloi vénéral par les artisans, saint Vincent par les vignerons, sainte Blaise par les cultivateurs et d'autres encore, chacun nanti de son bureau avec président, vice-président, bâtonnier, un véritable clergé parallèle et hiérarchisé. Trop souvent, la cérémonie à l'église n'est là que comme prétexte au partage de galette berrienne et au vin d'honneur.

« Nous ne pouvons, dit Frère Dominique, ignorer cette religion populaire, car c'est un moment de vie sociale intense, et elle a sa valeur humaine. Mais il faut nous résister à analyser les pratiques dont ceux qui s'y livrent seraient bien en peine de nous dire la raison d'être. » Ainsi de la sainte Agathe qu'on avait coutume de fêter dans une petite paroisse voisine. Cette pieuse personne, mutilée par le bourreau dont elle avait refusé les avances, est représentée par les artistes locaux offrant à Dieu ses seins sur un plateau.

Traditions

Chaque année, à la même date, les paysannes avaient coutume de faire bénir des baguettes de bois par la sainte, promise patronne des éleveurs. Avec les mêmes baguettes, on touchait ensuite le pis des bêtes — suprême prophylaxie !

« Mais ils sont malins, les bouquons ! Ils opèrent du bonnet et vous ont eu tournant. L'année qui a suivi notre refus, à la date où la fête avait traditionnellement lieu, j'ai entendu bien distinctement au beau milieu de la messe dominicale des bruits de baguettes qui s'entrechoquaient. Sainte Agathe n'avait pas été oubliée ! »

GUILLEMETTE DE SAIRIGNE.
(Lire la suite page 15.)

Au fil de la semaine

LE bruit et la fureur, mais l'intérêt et la réflexion aussi, suscités par la querelle des « nouveaux philosophes » forcent ces temps-ci l'attention de beaucoup qui n'ont pourtant avec la philosophie que des relations plutôt lointaines ou fort éphémères. Cette brillante cohorte d'agréés et de normaliens a fait quelque peu oublier ceux qui, moins « nouveaux », furent néanmoins leurs inspirateurs, parfois leurs maîtres : Sartre, Foucault, Barthes, Althusser, Lévi-Strauss, Lacan, sinon Clavel... Elle éclipsa bien davantage encore les travaux et les recherches de philosophes plus anciens : Levinas, Ricœur, Michel Henry, Castoriadis et bien d'autres... — sauf, pour ces derniers, à polémiquer avec ceux que Jean-Marie Domenach nomme « les enfants de la désillusion (1) ».

Francis-Irène, troupes de choc ou pionniers, ce n'est là cependant que l'avant-garde de l'armée de la philosophie. Car le gros de cette armée-là, encadrée par les milliers de professeurs qui enseignent cette discipline dans les lycées et les universités, ne compte pas moins cette année de deux cent vingt mille petits soldats, les deux cent vingt mille lycéens de classe terminale qui viennent, dans les séries A, B, C et D du baccalauréat, d'affronter l'épreuve de philosophie. Ni nouveaux, ni anciens, ni vétérans, ce sont les petits philosophes.

Professeur agrégée de philosophie, Nanine Charbonnel, qui enseigne dans une ville de l'Ouest, a reçu pour sa part cent douze copies du bac de la section B (économique et social) à corriger. Elle nous fait le récit détaillé de son expérience, dont voici tout l'essentiel.

Trente-cinq des candidats avaient choisi le premier sujet proposé, qui s'énonçait ainsi : « Quel sens et quelle valeur accordez-vous à l'expression « l'histoire jugera » ? » Beau thème et en même temps question de cours fort classique : la philosophie de l'histoire.

Déception : tous les apprentis philosophes répondent en chœur que l'histoire ne peut pas juger parce que les historiens ne sont pas objectifs. Et de s'épancher sur la mauvaise foi de ces messieurs qui, chacun selon sa subjectivité, raconte le passé. Bref, écrit notre correctrice, confusion entre l'histoire-science et l'histoire-déroulement à venir, évocation totale de la philosophie sous-jacente à l'affirmation en cause, celle du Tribunal de l'histoire impliquant un progrès, une évolution orientée vers plus de raison. Dans le meilleur des cas, les candidats parviennent seulement à ces quelques idées : l'histoire nous révélera plus tard des choses qu'on nous cache maintenant. Ou bien : il faut du recul pour voir ce qui est important, l'avenir nous le dira. Des années auparavant dans leur scolarité, ajoute le professeur, ils auraient pu rendre la même copie qui n'est de terminale que par la jubilation dans la démonstration morale : je dois me méfier des méchants historiens.

Deuxième sujet, le plus court, cinquante-trois copies : « Peut-on parler d'œuvre scientifique comme l'on parle d'œuvre d'art ? » Et deuxième déception. Quelques candidats : comparons les machines et les tableaux. L'immense majorité : comparons la mise au point d'un vaccin ou la conquête spatiale avec la peinture d'une toile. Peut-on en dire la même chose ? Non, bien sûr, car dans un cas c'est de la science, dans l'autre de l'art ! S'il faut vraiment aller au fond des choses, expliquons à ce pauvre correcteur : dans le premier cas, on cherche l'utilité, le bien de l'humanité (bien que ça puisse tourner mal) ; dans le second, on cherche l'agréable. Et puis surtout, dans le premier cas on fait des calculs, dans le second on se laisse aller à l'inspiration. Imaginer qu'on pourrait dire du savant ce qu'on dit de l'artiste, cela relève bien de ces idées saugrenues qu'ont les philosophes !

Le pauvre correcteur, lui, se demande comment noter, étant donné qu'aucun candidat (ou presque) n'a vu le problème. Confrontant science et technique, aucun ne peut avoir l'idée qu'une « théorie » scientifique soit le résultat d'une création, qui peut être du même ordre (non pas, bien sûr, la même : mais les catégories de l'identique et de l'analogue sont constamment confondues)

La « mascarade » des petits philosophes

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

que celle de la création esthétique. Tout l'intérêt du sujet était de poser le problème : quelle part y a-t-il de représentation, de copie du réel, et quelle part d'interprétation dans les deux activités ? Mais les élèves sont oncrés depuis leur enfance dans l'idée que la science, c'est le décalque du réel, si bien que pour eux le problème de la science ne peut être que celui de ses utilisations. Une année de « cours de philosophie » n'a pas entamé le moins du monde dix-huit ans de carapace idéologique.

Troisième sujet, vingt-quatre copies : il s'agit du commentaire d'un texte de Bergson. Texte impossible à commenter si l'on ne connaît pas l'ensemble des positions de Bergson, ce qui — et cela est formellement précisé dans toutes les instructions — n'est pas exigible du candidat au baccalauréat. Réduit à ses quelques lignes, le texte fonctionne pour l'élève comme pure logomachie. Il le répète, dans le pire des cas en faisant de multiples contresens, dans la meilleure en jouant avec des notions remplies d'un sens imaginaire. Le processus affectif se remet en place : cela aboutit à exalter en Bergson le gentil révolutionnaire qui oppose le sage philosophe à la mauvaise société, ou à pleurer sur le langage qui devrait permettre la communication entre les hommes et n'y parvient pas. Thèmes habituels des adolescents ?

Et notre correctrice de s'interroger : mes cent douze copies, dit-elle, sont là, petit tas docile à ma plume. Je ne parle pas de leur expression, du français qu'on y emploie, des aberrations logiques qui s'y déploient souvent. Je ne parle pas de l'orthographe. Je parle seulement de ce que je suis censée apprécier : la réflexion philosophique. Dans 90 % des copies, il n'y a pas un iota de philosophie. Comment décerner la moindre note à de tels devoirs ? La mention de noms de philosophes ne tient pas lieu de réflexion philosophique. 90 % des dissertations ne sont pas des copies de philosophie tout simplement parce que leurs auteurs n'ont pas vu le problème de philosophie que posait l'énoncé du sujet. Notre correctrice se juge donc dans la position d'un professeur de mathématiques qui verrait traiter dans ses copies les problèmes par des développements de sciences naturelles, d'histoire ou de géographie.

Après le constat, les conclusions. Style parents d'élèves : ne nous étonnons pas des variations de notation entre les correcteurs. Elles ne sont pas dues d'abord à la « diversité d'opinion » qui serait si dangereuse pour le pauvre candidat. Elles viennent avant tout du fait que les professeurs de philosophie ont à « noter » quelque chose qui ne peut l'être, qui ne répond pas aux critères de l'épreuve. Il ne s'agit pas, comme le croient certains, d'être ou de ne pas être sévère, face à de la bonne ou de la mauvaise philosophie ; il s'agit en réalité de participer à une mascarade : mettre des notes dont le total pour chaque correcteur parvienne à la moyenne de 9 ou 10 sur 20 (le rectorat demande cette moyenne).

Personne ne voulant avouer cette mascarade — le mot est de notre correspondante — elle continue chaque année, et les professeurs de philosophie, selon leur humeur, décident dans le secret de leur cœur : si c'est écrit correctement, je mets 9 ; si cela se lit facilement, 11, etc. Entre 6 et 12, mon cœur balance : sommes-nous des philosophes ou des littéraires ?

Alors que faire ? Le GREPH (Groupe de recherches sur l'enseignement de la philosophie) vient d'étudier des tentatives d'introduction de la philosophie dans les classes de cinquième ou de sixième. En terminale, la sensibilisation au mode d'interprétation philosophique apparaît : le récit qu'on veut de lire le montre — comme un échec massif. « Il faut donc tout faire, estime Nanine Charbonnel, pour commencer plus tôt, très tôt. »

S'il n'est pas trop tard. Car déjà les philosophes, qu'ils soient nouveaux, anciens ou vétérans, et combattifs, brillants ou modestes, risquent fort de n'être pas écoutés. A ce rythme, demain ils ne seront pas entendus, parce que personne ne comprendra plus non seulement ce qu'ils disent, mais même de quoi ils parlent.

(1) Dans *Panorama* d'aujourd'hui, n° 104, juillet 1977.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Un brecet douloureux

Le quotidien de Dakar LE SOLEIL écrit : « La voix de l'examinateur qui proclame les résultats est souvent étouffée par des cris de joie mais aussi des pleurs. Une fille tombe en syncope et est transportée d'urgence à l'hôpital. Un garçon s'échappe soudainement, poursuivi par ses camarades qui ont du mal à le rattraper. C'était hier au lycée Kennedy, vers la dix-huitième heure, où nous assistions à la proclamation des résultats de l'examen du D.F.E.M. (Diplôme de fin d'études moyennes). Des résultats qui, disons-le tout de suite, au vu des pourcentages que nous avons pu avoir dans quelques établissements, jettent déjà la catastrophe. »

« Précisons cependant que, contrairement aux autres années, les résultats ne se sont pas en dessous de 55. Donc ceux qui ont pu franchir ce premier cap méritent déjà une palme. Au lycée Sidi-Diouane, sur six cent soixante-cinq inscrits, nous avons eu cent quarante-cinq candidats déclarés admissibles, soit 21 %. Au centre de Kennedy, cent trente-cinq sur six cent soixante-cinq candidats, soit 20 % ; au centre de Van-Vo, le pourcentage préfère garder le secret, mais sur huit cent sept candidats cent quarante-huit ont été déclarés admissibles. Loin derrière, vient le centre de Maték-Sy qui aura peut-être l'excuse de ne regrouper que des candidats libres : sur quatre cent quarante-neuf inscrits, trente-neuf seulement sont proposés à l'oral. »

« On peut longtemps épiloguer sur le niveau actuel des élèves, mais ce qu'on retiendra en tout cas avec l'instauration du D.F.E.M., c'est la volonté de ceux qui ont pris la réforme de privilégier la qualité de notre enseignement, ce au détriment de la quantité. »



Enterré quatre cents ans après sa mort.

Le quotidien britannique THE TIMES rapporte que « la reine Margrethe de Danemark a ordonné que le troisième mari de la reine Marie d'Écosse soit démentement enterré, quatre cents ans après sa mort. Pendant plusieurs années, le corps momifié du duc James de Bothwell, qui épousa Marie en 1567, a été exposé dans un cercueil de verre à l'église de Paacorelle, dans le nord-ouest de la Zélande. Des protestations ont été récemment émises par ceux qui jugent inappropriée une telle exposition. (...) Bothwell, généralement suspecté d'avoir organisé la mort de Lord Darnley, le deuxième époux de la reine Marie, avait été exécuté, et était décédé en 1578 au château de Drugholm. »

NORINFORM

L'acquiescement se maintient...

Le bulletin NORINFORM, édité à Oslo, constate que « selon le rapport annuel établi par le monopole d'Etat des vins et des spiritueux, la Norvège ne produit que le tiers du total des vins et liqueurs vendus dans ses magasins de détail. La préférence des acheteurs va aux vins et aux alcools étrangers. Mais l'acquiescement se maintient, et demeure aussi la seule boisson alcoolisée norvégienne fort appréciée à l'étranger. »

« En 1976, la valeur de l'importation et de l'exportation de 247 000 litres de vins et d'alcools a été de près de 25 millions de couronnes. Le monopole a acheté 11 300 000 litres d'alcools norvégiens, 10 600 000 litres d'alcools étrangers et 13 100 000 litres de vins étrangers. La Grande-Bretagne, les États-Unis et la France figurent en tête de la liste des fournisseurs des liqueurs étrangères vendues en Norvège, alors que l'Espagne, la France et l'Italie sont les principaux fournisseurs de vins. (...) »

« Le produit brut des ventes du monopole en 1976 a été de 2 357 millions de couronnes, soit 250 millions de plus qu'en 1975. Le bénéfice avant impôt a été de 99 millions de couronnes pour l'année dernière. »

La Norvège compte un peu plus de quatre millions d'habitants, et la couronne vaut 0,92 F.

PIM

Hure de sanglier ou tête d'homme ?

La PACIFIC MONTHLY REVIEW, paraissant à Sydney, rapporte que « les nouveaux billets de vingt kinas, la monnaie officielle de la Papouasie - Nouvelle-Guinée, suscitent le mécontentement des habitants de Yangoru, dans le nord du pays. Ils protestent contre la présence, sur ces billets, d'une tête de sanglier, symbole de richesse dans certaines parties du pays. »

« En regardant ces coupures, estiment-ils, les gens du monde entier penseront que la Papouasie - Nouvelle-Guinée est habitée seulement par des porcs. C'est une tête d'homme, de sanglier, comme la nôtre, qui devrait figurer sur les billets », a dit au premier ministre, M. Michael Somare, le président du conseil de Yangoru, M. Walanda. « C'est la valeur qui compte, non la décoration », a répondu M. Somare. »



Escroquerie au tapis vert

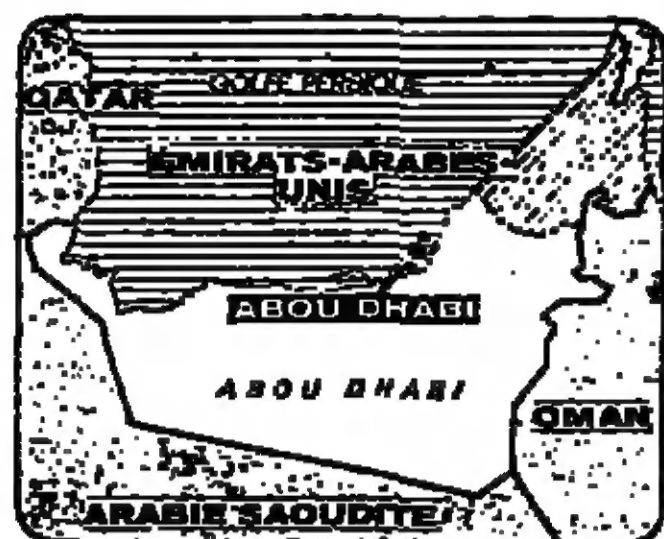
Au succès croissant des casinos ouest-allemands pourrait bien répondre, assure DER SPIEGEL, une certaine recrudescence de l'escroquerie autour des tapis verts.

« Au casino de Baden-Baden, un courtier néerlandais de quarante-sept ans a compté, un été durant, parmi les plus gros joueurs de la maison. Il apparaissait chaque jour et achetait des cartes d'entrée, jusqu'à ce que l'établissement lui offre un abonnement annuel gratuit. Dès l'automne, cette carte a dû être annulée : le cher hôte s'était révélé mauvais client. Après une condamnation pour banqueroute frauduleuse en Hollande, il avait été pour compagne de voyage un milliardaire américain de passage à Baden-Baden et lui avait volé des chèques avec lesquels, en imitant sa signature, il subvenait à ses besoins. Il y en avait, lors de son arrestation, pour 75 000 marks. »

L'hebdomadaire conclut cependant : « A la longue, la banque est toujours gagnante. » Je ne vous donne que 10 louis, fait dire Dostoevski à un ami de son joueur, « car, pour vous, 1 000 livres et 10 louis, c'est tout un : de toute façon, vous les perdrez. »

Lettre d'Abou-Dhabi

L'urgence d'exister



DENSE, la lumière s'écoule sur les sables blancs. Une lumière qui empêche le ciel en permanence. Même la nuit est enveloppée de sa clarté. Une vraie avancée. Rien ne le retient, pas même les tonnes de béton qui s'installent en ce territoire qui ne sait que faire de tant d'espace. Le béton s'élève en bâtiments inachevés.

Le bleu du ciel est traversé de blanc, un blanc léger et transparent. C'est la couleur de la chaleur. Une chaleur humide. Il est difficile de circuler dans les rues d'Abou-Dhabi quand on porte des lunettes : sur les verres la buée. Les sables se calcinent. On s'enferme dans les maisons climatisées.

Dans le ciel, des grues géantes et des travailleurs émigrés suspendus dans l'épaisseur moite de la chaleur. Des bulldozers, des camions, sillonnent le territoire. Abou-Dhabi sera bientôt une ville. Une vraie. Pour le moment, c'est un immense chantier. On construit jour et nuit. Les projets abondent. Le cadastre se fait jour au jour. Les machines tournent et ne s'arrêtent jamais.

Une ville veut émerger du désert blanc avec l'éclat de la modernisation et dans l'urgence d'exister. Pourtant Abou-Dhabi garde, ici et là, quelques traces du village médiéval qu'elle fut il y a une vingtaine d'années : une mosquée basse, vieille et belle, est encore fréquentée au milieu d'un immense terrain vague. Tout autour, des immeubles et du verre. Des ventilateurs géants accrochés au plafond apportent un peu de fraîcheur. Les murs fatigués se fissurent. Sur le sol, des nattes et des tapis. Les hommes font leurs ablutions dans une petite cour. Priant. Méditant. Soulevant un peu. Ils se laissent emporter par une durée lente. La mémoire retrouve dans le calme de cette vieille mosquée les repères des temps anciens mais si proches.

Dans la principale avenue, Hamdane-Ben-Mohammed, des virines où s'écoule le grand des déchets : la mode est bien représentée au Rivoli et au Versailles. Partout des voitures (surtout japonaises), des grues et quelques palmiers fatigués. Derrière l'avenue, quelques mosquées privées. La communauté pakistanaise émigrée a sa propre mosquée. Décorée de couleurs vives, elle s'élève avec la simplicité de la vieille mosquée.

LES Abou-Dhabiens sont peut-être les premiers écologistes arabes. Dans ce désert qu'on tente de maîtriser depuis le « boom » pétrolier, manquant l'arbre et le source, ils ressentent vivement cette absence qu'ils essaient de pallier par de gros moyens. L'eau, c'est celle de la mer. Des saées, elle coule saumâtre des robinets. Al Itihad Ousoubou du 19 mai 1977 (supplément hebdomadaire du journal Al Itihad) titrait sur la largeur de toute la page : « L'eau est plus chère que le pétrole ! » Il dénonçait la cherté de l'eau potable et exigeait de l'Etat un contrôle plus sévère qui éviterait toute spéculation.

Les arbres, on les importe. On essaie de les planter dans des bacs, ils respirent mal et se fanent. Le vent chargé de sable les blanchit. Alors on se rabat sur les jardins d'hiver à l'intérieur des administrations et dans les salons des grands hôtels.

« Vous voyez tous ces bâtiments, cette autoroute formidable, ces réalisations, tout ça n'existe pas il y a trois ans. La ville change de mois en mois. Elle sera bientôt une vraie ville, avec ses quartiers, sa verdure, sa vie. Pour le moment, c'est un chantier. C'est normal, c'est un pays qui se construit. Il n'y a pas que du pétrole... D'ailleurs, ce sont les autres qui nous réduisent à de simples producteurs de pétrole... », me dit un haut fonctionnaire. C'est vrai, Abou-Dhabi n'est pas qu'un ensemble de puits de pétrole. C'est aussi un Etat avec ses traditions, sa culture. Un Etat qui a revendiqué l'Unité des émirats avant toute chose. Les responsables tirent quelques satisfactions d'avoir réalisé l'unification des émirats de la région. Ils encouragent les visiteurs à aller voir les autres petits Etats.

Pour le moment, un peu partout dans ces émirats, on se presse de meubler le désert pour mieux l'habiter : on veut faire oublier le temps des demeures en terre cuite et les tentes. Construire. Consommer. Toucher du doigt l'avenir. Prévoir la fin du miracle pétrolier. Chercher du côté de l'énergie solaire. Une grande soif d'apprendre. Les jeunes d'Abou-Dhabi sont curieux de ce qui se passe ailleurs. Ils interrogent le visiteur, surtout quand il est arabe et qu'il vient d'Europe.

LES touristes sont très rares. On est dans les émirats pour affaires ou par une curiosité poussée. Un désert sans tendresse. Ingrat. Une poésie abrupte, celle de l'infini mouvant. Les sables s'accumulent d'horizon en horizon, dans une blancheur inquiète. Reste la ville. On en a vite fait le tour. Les grands hôtels sont équipés pour tous les loisirs. Le Tourist-Club d'Abou-Dhabi est sur la plage : si

nautique, bowling, tennis, etc. Reste les hommes du pays. Accueillants, ouverts, ils vous parlent plus de l'avenir de l'émirat que du passé. Contrairement à la plupart des autres pays, ils n'ont pas besoin de touristes pour faire rentrer des devises, mais pour être reconnus d'une certaine manière, pour exister autrement que dans l'image d'un centre pétrolier.

Les hôtels sont occupés en permanence par des hommes d'affaires venus négocier un projet ou répondre aux demandes grandissantes d'une nouvelle société de consommation obligée de tout importer. Beaucoup d'hommes d'affaires arabes, en majorité des Libanais, s'installent pour faire fortune à Abou-Dhabi. Tout étranger qui veut implanter un commerce ou créer une société d'affaires est obligé par la loi de s'associer avec un « national », c'est-à-dire un Abou-Dhabi. Prêter un nom est une fonction qui rapporte. Les nationaux jouissent effectivement de beaucoup d'avantages. Ils ne connaissent pas, par exemple, le problème crucial du logement. Leurs enfants sont automatiquement scolarisés et perçoivent en plus une bourse d'études mensuelle. A eux revient la direction des affaires du pays. Les techniciens viennent, pour la plupart, de l'étranger. Les durs travaux — la construction, notamment — est le lot des émigrés. Ils viennent du Yémen, du Pakistan, de l'Inde, d'Iran et des pays arabes. Ils sont là pour « faire vite fortune » et vivent dans des conditions précaires et difficiles.

Plus de deux mille Français vivent à Abou-Dhabi. Des coopérants techniques. Ils ont une école et un journal. Les grands journaux et hebdomadaires français arrivent dans les grands hôtels avec à peine un jour de retard. La communauté anglaise est aussi importante.

SEPT Etats composent la Fédération des émirats arabes unis. A Abou-Dhabi, les responsables suggèrent aux visiteurs d'aller aussi dans les autres émirats de la région. Une façon de prouver l'Unité. Je suis allé à Dubaï. Mais, avant d'arriver à l'autoroute (une autoroute de 180 kilomètres, en parfait état, relie Abou-Dhabi à Dubaï), j'ai connu quelques embouteillages à la sortie de la ville, accompagnés, comme il se doit, d'un concert de klaxons dans la bonne tradition du Proche-

Orient. La circulation pose des problèmes, le plus important étant les accidents. Des panneaux de conseils aux automobilistes bordent la route : « Automobiliste, mon frère, l'importance même à la catastrophe ! ». « Automobiliste, mon frère, la vitesse, c'est le chemin le plus court à la mort ! ». « Automobiliste, mon frère, si ton voisin ne respecte pas le code, ne fais pas comme lui ! ». « L'agent de circulation est l'ami de tous », etc.

Dubaï, c'est d'abord un port, un vieux port dans le style asiatique, avec des milliers de chalutiers et de petits bateaux. Le port fait une percée dans la ville. Des tonnes de marchandises, venues du monde entier (les Japonais se taillent la part du lion), sont quotidiennement déversées sur des quais encombrés de travailleurs et de marchands. C'est une zone sans taxe. Le commerce est très florissant. Dubaï est aussi un chantier, mais un chantier à côté de l'antique ville traditionnelle. Le site est bariolé : quelques arbres ont réussi à prendre racine. Cet Etat était déjà un important centre commercial avant la découverte du pétrole. Choix rare dans la région, Dubaï possède un musée : mémoire du désert et de la mer, des objets et des costumes rappellent l'histoire des pêcheurs de perles et des artisans. La modernisation est entrée dans cette ville avec la même rapidité et le même fracas que dans les autres émirats. Un tunnel de plus de 10 kilomètres relie la faubourg de Deira au port Rachid. Tunnel impressionnant par le trafic. La présence de la mer au centre même de la ville donne à cet Etat la tendresse qui manque au désert.

Au nord de Dubaï, à quelques kilomètres seulement, Sharjah, un petit émirat de la fédération. Moins important que les autres, il n'en possède pas moins son aéroport international et un port assez actif, le port Mina-Khalid. A Sharjah, la ville traditionnelle est encore conservée à l'abri du béton et des tours.

Sortis à peine d'un exil dans le temps, fascinés par l'urgence du futur, les émirats, qui gardent précieusement les valeurs de la culture islamique, veulent assurer à tout prix le développement de leur pays et exister autrement qu'une image, un mirage.

TAHAR BEN JELLOUN.

NEW-YORK

Les « punks » ne sont pas fous

APRÈS les beats des années cinquante, les hippies des années soixante, voici les punks (jeunes voyous). De Boston à San-Francisco, en passant par New-York, où ils ont leur quartier général, un bar nauséabond au cœur du Bowery, le C.B.G.B., les punks, arborant croix gammées et lunettes noires, chevelus (teints en vert ou en orange) en bataille et tatouages, l'air vaguement menaçant et dévoyé, emplissent les night club et autres « joints » (lieux de rencontre) du son de leur rock.

Ils chantent l'alléation, la violence, la drogue, le sexe, tout ce qui tient « au ventre mou de l'Amérique ». Leurs mots sont crus, « comme notre société », disent-ils. Leurs compositions sont simplistes, répétitives, leurs déguisements criards. Lorsqu'ils jouent ou qu'ils chantent — qu'ils hurlent — il se débanchent, se jettent par terre, crachent ou vomissent sur le public qu'ils disent abominer, émettent leur haine feinte ou réelle, leur désespoir.

Un punk fraîchement débarqué de Seattle, armé de sa guitare, explique : « On ne cherche pas à faire joli, à faire gentil. La vie est moche. On veut faire moche. On est des musiciens du macadam. Notre musique est une musique de la ville. Elle s'adresse aux instincts primitifs. Ouais, aux instincts bas. On dit que c'est du « brut blanc ». Les punks, on s'en fout. On veut jouer, on veut être forts. » Les punks à Memphis, les Bisarros à Akron (Ohio), les Suicide Commandos à Minneapolis, les Nervous Eaters à New-York — pour n'en citer que quelques-uns, car ces orchestres ont surgi brusquement par centaines d'un bout à l'autre du pays — s'inspirent moralement, si l'on peut dire, de Jimmy Dean (Rebel without a cause), de Marlon Brando (Wild Ones) et d'Elvis Presley (première manière).

Pour signifier leur rage et leur mépris, ils se crèvent les joues

à l'aide d'épingles à sûreté, se brûlent le peau des bras avec des cigarettes allumées, portent des t-shirts qui proclament : « Nausea », « Ennuï » ou « Mauvaise Tête », adoptent des poses renfrognées, bondées, « mandibles ». « Nous sommes les affreux, les infâmes », proclament-ils. Patti Smith, un de leur porte-parole, affirme : « Nous sommes la génération vide. »

En réalité, sous leurs dehors de dévoyés et de frappeurs, sont leurs déguisements destinés à épater le bourgeois, et d'abord papa et maman, ces jeunes musiciens protestent surtout contre les grandes compagnies de disques, qui raflent les bénéfices et contre l'establishment musical : ils gravent leurs disques eux-mêmes et tentent d'en assurer la distribution sans passer par les grands circuits commerciaux établis.

Preuve de leur succès : le National Observer — édition dominicale du Wall Street Journal — leur consacre un long article et parle à leur propos de « vague nationale ». Et Greg Shaw, l'animateur du rock, dont les disques ont autorité, estime que le Punk Rock est « O.K. ». On n'est pas plus clair. Et d'ajouter : « Ce qui se passe ? Ce n'est pas compliqué. Les jeunes voient des musiciens comme Barry Manilow et Led Zeppelin, et ils disent : « Je n'ai pas envie d'écouter des types qui ont trente-huit ans et qui sont multimillionnaires. J'ai envie d'écouter du rock pas raffiné, pas distillé, du rock 1969 » qu'on ! »

Mais déjà autour des punks (contrairement au mythe répandu, ils n'ont pas la Lautréamont et encore moins Rimbaud) qui font de méchanceté vertu, autour de ces bardes bisarrement fagotés voués à l'anarchie, s'organise la punks-movie mondiale — vêtements, vitrines, publicités et « parades » punk dans les milieux « cossus » et commerciaux.

LOUIS WIZNITZER.

LANGAGE

Parler cairote

L'ARABE classique n'est utilisé que par une minorité de gens de religion et de lettres. La compréhension de l'arabe de la presse nécessite un minimum d'éducation. L'arabe parlé se subdivise en plusieurs dialectes et le statut de langue est refusé. Idiomatique complexe, l'arabe du Coran ne peut être simplifié « ayant été donné par Dieu, à travers son envoyé Mahomet ». L'étude des « dialectes » reste mal vue en Orient, surtout si elle est faite par des étrangers, vite taxés de « diviseurs de la nation arabe ».

Il avait donc fallu un certain courage à Serge Sauneron, directeur de l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) du Caire, décédé accidentellement en 1976, pour demander au Père Jacques Jomier de réaliser un Lexique pratique français-arabe parier du Caire (1). Le Père Jomier, de l'Institut catholique d'études orientales des Dominicains, a mené sa tâche à bien avec non moins de courage intellectuel. On peut regretter seulement, même si c'est plus par économie que pour ne pas choquer outre-mesure l'élite arabophone qui refuse l'écriture des dialectes, que l'auteur ait seulement donné la transcription phonétique en lettres latines des quelques dix mille mots français dont il nous offre l'équivalent en parler du Caire.

Malgré cette lacune cet ouvrage reste sans prix et sans équivalent.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Publications de l'Institut français d'archéologie orientale, Mouzine, Le Caire, et du secrétariat d'Etat aux universités, Paris, 35 F, 1977.

(2) Manuel d'arabe égyptien (parler cairote), Klincksieck, Paris, 1972.

LE MONDE

POINT DE VUE

Visages sans réponses

« L'agent de circulation est l'ami de tous », etc. Dubaï, c'est d'abord un port, un vieux port dans le style asiatique, avec des milliers de chalutiers et de petits bateaux. Le port fait une percée dans la ville. Des tonnes de marchandises, venues du monde entier (les Japonais se taillent la part du lion), sont quotidiennement déversées sur des quais encombrés de travailleurs et de marchands. C'est une zone sans taxe. Le commerce est très florissant. Dubaï est aussi un chantier, mais un chantier à côté de l'antique ville traditionnelle. Le site est bariolé : quelques arbres ont réussi à prendre racine. Cet Etat était déjà un important centre commercial avant la découverte du pétrole. Choix rare dans la région, Dubaï possède un musée : mémoire du désert et de la mer, des objets et des costumes rappellent l'histoire des pêcheurs de perles et des artisans. La modernisation est entrée dans cette ville avec la même rapidité et le même fracas que dans les autres émirats. Un tunnel de plus de 10 kilomètres relie la faubourg de Deira au port Rachid. Tunnel impressionnant par le trafic. La présence de la mer au centre même de la ville donne à cet Etat la tendresse qui manque au désert.

ENTRE LA REPRODUCTION SONORE

I. — LA MACHINE

« L'agent de circulation est l'ami de tous », etc. Dubaï, c'est d'abord un port, un vieux port dans le style asiatique, avec des milliers de chalutiers et de petits bateaux. Le port fait une percée dans la ville. Des tonnes de marchandises, venues du monde entier (les Japonais se taillent la part du lion), sont quotidiennement déversées sur des quais encombrés de travailleurs et de marchands. C'est une zone sans taxe. Le commerce est très florissant. Dubaï est aussi un chantier, mais un chantier à côté de l'antique ville traditionnelle. Le site est bariolé : quelques arbres ont réussi à prendre racine. Cet Etat était déjà un important centre commercial avant la découverte du pétrole. Choix rare dans la région, Dubaï possède un musée : mémoire du désert et de la mer, des objets et des costumes rappellent l'histoire des pêcheurs de perles et des artisans. La modernisation est entrée dans cette ville avec la même rapidité et le même fracas que dans les autres émirats. Un tunnel de plus de 10 kilomètres relie la faubourg de Deira au port Rachid. Tunnel impressionnant par le trafic. La présence de la mer au centre même de la ville donne à cet Etat la tendresse qui manque au désert.

SAGA DU TROISIÈME AGE

QUATRE VIES EN RETRAIT

Quatre portes ouvertes et ces
vies... c'est un peu comme si on
avait ouvert de petites boîtes.
Dans chacune, un conglomérat de
souffrances, de trésors que l'on a
failli ne pas voir. On a failli
passer à côté : on passe tous les
jours à côté.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Lundi 11 juillet, Antenne 2
21 h. 55.

La Constitution ou la loi

RADIO FIL BLEU émettra donc, depuis Montpellier, sur 102 mégahertz en modulation de fréquence, à partir du mardi 1^{er} juillet, de 7 à 8 heures, un programme « pirate » composé de musique et d'informations sans publicité de *Monde* et de *France Inter*. Avec une puissance de 100 watts, la station ne sera audible que dans une zone de 20 à 25 kilomètres. Ses promoteurs forment une équipe de cinq personnes, dont nous avons rencontré la loi des associations de 1901 : deux avocats montpelliérains, M^{rs} Jean-Louis Rigaud, dont le cabinet est à Montpellier, et M^{rs} Jean-Pierre Delmas, ancien maire de Montpellier (rép. ind.), et François Chassaign, qui fut pendant trois ans journaliste à Radio-Montpellier. Ce sont un architecte, Jean-Claude Deschamps, un artiste peintre, M. Jean-Louis Poveda, qui sera la « voix » du poste, et un étudiant, M. Philippe Win-

L'ambition de ces animateurs est de faire une radio qui leur plaise, sans idées préconçues ; cette station, comme toutes les radio-pirates qui fleurissent actuellement dans le pays, est dirigée par M. Verté, Radio-Berthe (Bertho dit-il), mais néanmoins en cause la monopole d'Etat. « Ceux qui se sont intéressés à la radio, dit

« Sur tout le territoire de la République »

—

Le texte de la loi du 3 juillet 1972 portant statut de la radio-télévision française — texté et repris dans la loi du 7 août 1974 — prescrit notamment :

« Le service public de la radiodiffusion-télévision française est un monopole d'Etat. Il a pour objet, sous tout le statut de la République :

— De définir les programmes destinés à être diffusés

— De les diffuser par tous procédés de télécommunication ;

— D'organiser, de consti-

tier, d'exploiter et d'entretenir les réseaux et installations qui assurent cette diffusion.

Des dérogations au monopole (...) peuvent être accordées, dans des conditions déterminées par décret :

- Pour la diffusion de programmes à des publics déterminés (...);
- Pour la diffusion de programmes en circuit fermé dans des enceintes privées;
- Pour des expériences de recherche scientifique;
- Dans l'intérêt de la défense nationale ou de la sécurité publique.

c) Le rôle du journaliste socialiste de Montpellier, a notamment déclaré vendredi 8 juillet au micro d'Europe-1 : « Je suis sûr que nous aurons bientôt le droit de commencer à installer l'égalité républicaine. La position de la gauche, c'est le monopole. Quand le parti socialiste a voulu se doter d'une radio, il s'est incliné devant la loi. Je ne comprends pas ce que soi soit le patrie du président de la République qui vienne violer la loi ».

M. Roger Morenne, directeur pour la région Sud-Est de Télévision de France, nous a déclaré, le 9 juillet, que Radio-France n'avait à sa jeune existence, que le monopole n'avait à sa connaissance, pas été entraîné dans sa région et qu'il n'avait donc rien à dire.

RADIO-TELEVISION

Écouter-voir

SÉRIE : GUERRE ET PAIX. — A partir du dimanche 10 juillet, TF 1, 14 heures.

Réalisée à grands frais par la B.B.C. en 1972 à l'occasion de son centenaire, diffusée depuis au Canada, aux États-Unis, en Belgique et en Suisse, cette série de onze épisodes, adaptés du célèbre roman de Tolstoï, a été réalisée par un spécialiste anglais de Zola, auteur pour le petit écran d'une *Nana* et d'un *Germinal*, qu'il a aidé pour l'occasion des conseils militaires, des historiens et une vraie baronne russe.

Le résultat frappe, en effet, par une minutie assez inhabituelle dans la reconstitution des intérieurs, des costumes et dans l'ordonnement des troupes. Pour l'atmosphère et la vérité dramatique, c'est autre chose. Les chevaux blancs du prince André paraissent frisés au petit fer et le sourire de Natasha est bien pâle comparé à nos souvenirs de lecture et même à celui d'André Hébert dans l'adaptation cinématographique de King Vidor. Une belle histoire, cependant.

ESSAI : GARE DE LYON, GARE DU RÊVE. — Dimanche 10 juillet, A 2, 22 h. 30.

Les rails, les énormes locomotives, les grosses machines, les tunnels, les ponts, les horaires, les quais, les hommes : le chemin de fer ! La gare a fasciné, presque ébloui, Balzac et Zola, Jacques Prévert (ici producteur) et Marcelle Ginepro (réalisatrice). « La Gare du rêve » a été tournée dans la série « Vivre ensemble », fin 1974, début 1975, au moment même où le personnel de l'O.R.T.F. était en grève. Avant et après, donc.

C'est un petit pamphlet virulent — coïncidence ! — contre la dégradation du service public à la S.N.C.F. et sur son évolution vers une privatisation. Est-ce parce qu'il est franchement politique qu'il a attendu plus de deux ans pour être diffusé ? L'émission dit, en effet, les choses sans détour, avec un rien d'insolence, une ironie dont on n'a pas l'habitude à la télévision. Pétrarque joyeux qui fait éclater les vérités sim-

ples, mais qui procède d'une longue enquête. Les porteurs, les levants, les zébrés, les groupés, pour ne citer que ceux-là, n'étaient déjà plus employés à l'époque par le service public S.N.C.F., mais par des entreprises privées dont l'intérêt est strictement commercial.

Pourquoi ces sociétés sont-elles de plus en plus nombreuses, demandent les deux auteurs ? Rastignac en chapeau et costume surgit ici et là comme un diable pour nous le dire : il a dans sa boîte le rapport Grébert (écrit par un cadre en 1968) et les déclarations du chef de gare.

TELEFILM : UNE SECONDE D'ÉTERNITÉ. — Mercredi 13 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Volontairement elliptique, l'intrigue (empruntée à Daphné du Maurier) ne gagne rien à être racontée. Folia ? Amélie ? Mme Lambert, une jeune bien convenable, mère d'une charmante petite fille, se retrouve après un accident de voiture, seule au monde, sans maison et sans passé. Apparemment, ses cheveux ont grisonné. Apparemment, dix années se sont écoulées. Apparemment.

Gérard Chouchan a filmé, il y a longtemps, et bien avant *À bout de compte*, cette histoire sans queue ni tête, mêlant aux notations les plus quotidiennes des scènes où tout bascule. Musique concrète et déformations électroniques de la voix ajoutent parfois au cauchemar. Des mélanges d'un bonheur inégal.

AVIGNON : ULTRA SONS. — Samedi 16 juillet, France-Culture, de 14 à 24 heures.

Dix heures sur un festival, où comment vibrer par l'oreille aux moments chauds de la semaine écoulée, dans la cité des papes. Des spectacles en direct (théâtre musical, Théâtre ouvert) ; des essais enregistrés, un feuilleton (*Avignon Cœur de Lion*) et des séquences en direct : une pratique radiophonique insolite, qui en est à sa seconde année d'expérience.

Les films de la semaine

LES MISÉRABLES, de Raymond Bernard. — Dimanche 10 juillet, TF 1, 17 h. 30.

Deuxième épisode : les Thénardières. De l'auberge de Montfermeil où il vient rechercher Cosette, au bouge parisien où il est attiré dans un guet-apens, Jean Valjean reste le héros de cette adaptation superbement dramatique. Et Harry Baur affronte un couple horrible : Charles Dullin et Marguerite Moreno, le loup des bas-fonds et la mégère. Belle vision des pages bien connues du roman.

LE SECRET DU RAPPORT QUILLER, de Michel Anderson. — Dimanche 10 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Un film d'espionnage anti-James Bond. L'agent Quiller est un homme comme beaucoup d'autres ; son enquête touche à un problème concret et politique : la renaissance du nazisme en Allemagne de l'Ouest ; enfin, les poursuites, les scènes de violence, ne trouvent réduites au minimum. Excellent tant par le scénario écrit par Harold Pinter que par la sobriété et la solidité de la réalisation.

AVEC LE SOURIRE, de Maurice Tourneur. — Dimanche 10 juillet, FR 3, 22 h. 30.

Avec son sourire charmeur, Maurice Chevalier — qui ne fut jamais aussi bien dirigé dans un film commercial — est un arriviste forcené, et tout son comportement démontre qu'il n'y a pas de frontière entre la débauche et la malhonnêteté. Le sujet, écrit par Louis Verneuil, a été traité par Maurice Tourneur comme une comédie à la Lubitsch. C'est brillant, drôle et subtilement cynique.

ORGUEIL ET PASSION, de Stanley Kramer. — Lundi 11 juillet, TF 1, 20 h. 30.

L'odyssée d'un énorme canon véhiculé par un officier anglais et des partisans espagnols, à travers l'Espagne de 1810, résistant aux troupes napoléoniennes. Peu à l'aise dans ce cinéma d'aventures à grand spectacle, Stanley Kramer semble paralysé par les importants moyens mis à sa disposition. On regarde cela avec un certain ennui.

LES PÉTROLEUSES, de Christian-Jaque. — Lundi 11 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Une fausse bonne idée de producteur : réunir Brigitte Bardot et Claudia Cardinale pour leur faire jouer les rôles

de deux femmes-bandits rivales dans un Far-West de fantaisie. Ce film, qui s'essouffie dans la parodie, a été réalisé par Guy Casaril, débarrassé en cours de route, et Christian-Jaque, qui n'a pas réussi à donner du punch à cet affrontement de deux stars jouant, à quelques variantes près, le même personnage.

GERVAISE, de René Clément. — Mardi 12 juillet, A 2, 20 h. 30.

Une adaptation de l'assommoir de Zola, centrée sur le glissement de Gervaise Macquart vers la déchéance plus que sur le drame de l'assommoir et la société de l'assommoir. Gervaise est un couple horrible : Charles Dullin et Marguerite Moreno, le loup des bas-fonds et la mégère. Belle vision des pages bien connues du roman.

LE TIGRE AIME LA CHAIR FRAÎCHE, de Claude Chabrol. — Mardi 12 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Un James Bond à la française, avec Roger Hanin. Tout en faisant semblant de réaliser un film commercial — il cherchait alors à retrouver le succès — Chabrol a, par une mise en scène impertinente, démonté la platitude, les conventions du scénario et des personnages. Amusant au second degré.

UN NUAGE ENTRE LES DENTS, de Marco Fies. — Mercredi 13 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Traine-laites à la dégaîne de clochards, Pierre Richard et Philippe Noiret (un journaliste et son photographe) traquent le fait divers entre les pavés et se laissent aller à leur imagination gaillardes pour créer du sensationnel. Cette comédie sociale teintée de bouffonnerie et de poésie fantastique dans les scènes nocturnes dénonce avec virulence les maux d'une certaine presse. Variations nouvelles sur un sujet souvent traité. Un premier film très réussi.

L'AFFAIRE DES POISSONS, de Henri Decoin. — Jeudi 14 juillet, TF 1, 13 h. 55.

Les dessous du règne de Louis XIV : crimes, sorcellerie, le mariage de Cosette. Tout le

souffle hugolien dans la reconstitution de l'insurrection romantique, de grands moments dramatiques et beaucoup d'émotion. La fin à ne pas manquer d'une adaptation incomparable.

L'EXTRAVAGANT DOCTEUR DOOLITTLE, de Richard Fleischer. — Jeudi 14 juillet, A 2, 15 heures.

Rex Harrison, médecin anglais farfelu, connaît toutes les langues des animaux et part à la recherche de l'escargot rose des mers. Féerie et nonsense, d'après les histoires de Hugh Lofting, chères aux enfants britanniques. Fleischer s'est un peu perdu là-dedans mais cela ne manque pas de charmes pour les jeunes spectateurs.

DIVINE, de Dominique Delouche. — Jeudi 14 juillet, FR 3, 20 h. 30.

À la gloire de Danielle Darrieux par deux de ses admirateurs, Jean-Pierre Ferrère, scénariste, et Dominique Delouche, réalisateur. Dans des décors sophistiqués — c'est une comédie musicale à la française, la caméra de Delouche filme les métamorphoses parodiques et sérieuses de la comédienne, trace, dans deux belles séquences, des arabesques à la manière de Max Ophüls. Un peu limité par le manque de moyens mais charmant, délicat, bien joué.

REMPARTS D'ARGILE, de Jean-Louis Bertocelli. — Vendredi 15 juillet, A 2, 23 heures.

D'après une étude sociologique de Jean Davignaud, la vie d'un village du Sud-Algérien travaillé par des mouvements intérieurs, cherchant une ouverture sur la réalité du monde. Un très beau personnage de femme qui découvre l'injustice et cherche à se révolter. Sans dramatisation, dans un style dépouillé, épuré, Bertocelli a rendu sensibles les problèmes d'une communauté qui aspire à la dignité, à une autre vie. La gravité du propos et la beauté des images font de ce film une œuvre d'une noblesse exceptionnelle.

LES MISÉRABLES, de Raymond Bernard. — Samedi 17 juillet, TF 1, 17 h. 45.

Troisième épisode : Liberté, liberté chérie ! Reprise des barrières de 1832. Jean Valjean l'important, évanouit, à travers les égoûts de Paris, le mariage de Cosette. Tout le

soffle hugolien dans la reconstitution de l'insurrection romantique, de grands moments dramatiques et beaucoup d'émotion. La fin à ne pas manquer d'une adaptation incomparable.

LE CRIME NE PAIE PAS, de Gérard Oury. — Dimanche 17 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Film à sketches d'après les bandes dessinées de Paul Godeaux, publiées dans France-Sport. Décors et personnages historiques, un épisode moderne façon série noire, beaucoup d'acteurs célèbres et toutes les qualités de fabrication d'un film commercial qui fut beaucoup décrié parce qu'il s'appuyait sur des productions « nouvelles vagues » de l'époque. En fait, adroit et divertissant. L'Afrique Hughes, histoire d'une machination montée, vers 1873, contre un député socialiste ancien communiste, est le plus intéressant de ces divers morceaux.

LE PATRIOTE, de Maurice Tourneur. — Dimanche 17 juillet, FR 3, 22 h. 30.

La fin du tsar Paul I^{er}, demi-frère de Catherine II. Une reconstitution historique soignée, un récit dramatique bien conduit. Un des films de prestige de Maurice Tourneur. Harry Baur superbe dans un rôle antérieur tenu par Emil Jannings. Il y a aussi Pierre Renoir.

LES AMOURS DE LADY HAMILTON, de Christian-Jaque. — Lundi 18 juillet, TF 1, 20 h. 30.

Faute de pouvoir revoir le film d'Alexandre Korda (1941) avec Vivien Leigh et Laurence Olivier, mieux vaut s'accorder un regard à cette suite d'images fadasses qui prétendent raconter la vie de la célèbre maîtresse de l'empereur Nelson. Rien avant la reconstitution de la bataille de Trafalgar, tout cela sombre corps et biens.

LADY PANAME, de Henri Jeanson. — Lundi 18 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Le faubourg Saint-Martin en 1928 et les mots d'acteur de Henri Jeanson ; passé derrière la caméra pour se servir lui-même — ce fut la seule fois — et mettre en valeur Sully Delair. Jeanson fait la nique à Clouzot en pastichant les scènes de music-hall de *Quai des Orfèvres* et en parant de fantaisie le personnage de la chanteuse arriérée. Difficile, d'ailleurs, de résister à la pétulance de Sully Delair, qui mène, à bride abattue, ce divertissement.

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mounoussi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret est invité à 19 h. 45) ; 23 h. 30. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les Inluc », de Claude Pignard (le mercredi, 17 h. 15). A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30 ; magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). « Flash », 20 h. et vers 23 h. Journal. FR 3 : 19 h. 55. « Flash », (samedi le dimanche) ; Vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15. A Bible ouverte ; 9 h. 30. La source de vie (le 10) ; orthodoxe (le 17) ; 10 h. Prières protestantes ; 10 h. 30. C'est à lire (le 10) ; E. Chacour, prêtre arabe en Israël (le 17) ; 11 h. Messe en l'église de Paderborn (Paderborn-Orléans) (le 10) ; Sur la plage d'Argelès-sur-Mer (le 17).

Samedi 9 juillet

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Show Machine, prod. E. Pages et P. Lafont, prés. L. Zitronne ; 21 h. 30. Série américaine : Sergeant Anderson ; 22 h. 25. A bout portant : Julien Clerc.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Retransmission lyrique : Plafée, de J.-Ph. Rameau, mise en scène H. Ronse, avec J. Dupuy, Cl. Melon, E. Lublin, M. Sénéchal.

R. Sayer, S. Sarroca, l'orchestre et les chœurs de l'Opéra, dir. M. Plasson.

Un spectacle enregistré le 14 mai dernier salle Favart.

22 h. 5. Entretien : Questions sans visage, par P. Dumayet.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Théâtre : Ombre blanche, de Youri. Avec L. Bogaert, B. Varley, J. Combar (rediffusion).

Dimanche 10 juillet

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Religieuses et philosophiques ; 12 h. La séquence du spectateur ; 13 h. 30. Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 30. Jeu : L'homme qui n'en savait rien, prés. J.-C. Massoulier ; 17 h. 15.

14 h. Série : Guerre et Paix, d'après l'œuvre de Tolstoï. Réal. J. Davies. (Premier épisode : La fête).

Livre nos « Écouter-voir ».

15 h. 10. Sports : Direct à la une (à 16 h. 15).

Petites ondes-Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes les heures) ; 5 h. Bon pied, bon œil ; 7 h. C. Mazard, E. du Maurier ; 9 h. 10. Le Magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. Chansons à histoires (samedi : Questions pour un samedi) ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. L. Bonna, J. C. Weiss ; 13 h. Journal de Jean Lefèvre ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : l'oreille en coin) ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. 10. Salimopoulos ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire, dimanche : La musique et la plume) ; 22 h. 15. Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30. Cult. et mus. ; 8 h. 30. (cult. et mus.) ; 9 h. 30. (cult. et mus.) ; 10 h. 30. (cult. et mus.) ; 11 h. 30. (cult. et mus.) ; 12 h. 30. (cult. et mus.) ; 13 h. 30. (cult. et mus.) ; 14 h. 30. (cult. et mus.) ; 15 h. 30. (cult. et mus.) ; 16 h. 30. (cult. et mus.) ; 17 h. 30. (cult. et mus.) ; 18 h. 30. (cult. et mus.) ; 19 h. 30. (cult. et mus.) ; 20 h. 30. (cult. et mus.) ; 21 h. 30. (cult. et mus.) ; 22 h. 30. (cult. et mus.) ; 23 h. 30. (cult. et mus.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (Informations toutes les heures) : 5 h. Jean-Philippe Allain ; 6 h. 40. Philippe Gildes ; 9 h. Journal de Christiane Collange ; 9 h. 6. Pile ou face ; 11 h. 30. Cash ; 13 h. Journal d'André Arnaud ; 15 h. 30. Les dossiers extraordinaires ; 16 h. 10. Une femme, un homme ; 15 h. 30. Fines-moi ; 17 h. 10. Baskin ; 18 h. 30. Journal

de Pierre Lescure ; 19 h. 30. Disco ; 21 h. François Diez ; 22 h. 30. Europe-Soir ; 23 h. 40. Le point sur le Tour de France ; 24 h. 45. Drogon ; 0 h. G. Saint-Bris.

R.T.L. (Informations toutes les heures) : 5 h. 30. Maurice Favre ; 9 h. 15. A.-M. Peyron ; 11 h. 30. Le Bingo ; 13 h. Le journal d'Alexandre Baloud ; 13 h. 30. Disque d'or ; 14 h. 15 h. 15. Menin Grignone ; 14 h. 30 et 15 h. 30. Appelles, on est là ; 16 h. 30. Ce soir à la télé ; 18 h. 30. Journal de Jacques Paoli ; 19 h. 10. Histoires ; 21 h. Les rochers sous les yeux ; 22 h. 10. Variétés.

RADIO MONTE-CARLO (Informations toutes les heures) : 5 h. 30. L'heure info ; 9 h. 30. L'heure française ; 11 h. 30. L'heure jeu ; 13 h. L'heure acoustique ; 14 h. 30. L'heure espoir ; 15 h. 30. L'heure vérité ; 17 h. L'heure plus ; 18 h. 30. L'heure blues ; 19 h. L'heure hit ; 20 h. 30. L'heure de rêve ; 0 h. L'heure morte.

FRANCE-CULTURE : 12 h. 3. Jacques Paganon reçoit Pierre Buis (jeudi), Maurice Clavel (mardi), Claude Bourcier (mercredi), Patrick Wajman (jeudi), Pavel Tigrid (vendredi).

FR 3 : 19 h. 40. La Tribune libre est ouverte à Jean Jaudel (jeudi), Présence sociale (mardi), Assistance aux animaux (mercredi), Mouvement missionnaire intérieur laïque (vendredi).

— et au jour le jour —
RADIO-MONTE-CARLO : 19 h. François Mitterrand (le 11).

T.F. 1 : 19 h. 40. La P.C.F. (le 11). A 2 : 16 h. 40. Alexandre Sanguin, Robert-André Vivien (le 11) ; 20 h. 30. Santiago Carrillo (le 13).

Tour de France) ; 17 h. 10. Série : Pierrot la chanson (Amsterdam).

17 h. 30. FILM : LES MISÉRABLES, de R. Bernard. Deuxième épisode : les Thénardières, avec H. Baur, Ch. Vanel, Ch. Dullin, M. Moreno, G. Tricot, J. Gail, J. Servais. (N.J.)

Jean Valjean, qui a échappé au bagne, s'enfuit à Paris, se cache dans les Thénardières, s'empare de Montfermeil. Quel que soit le jour, en 1832, il tombe dans un guet-apens tendu par Thénardières.

19 h. 15. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : LE SECRET DU RAPPORT QUILLER, de M. Anderson (1966), avec G. Segal, A. Guinness, M. von Sydow, S. Berger, G. Sanders.

Un agent du contre-espionnage anglais à Berlin-Ouest est chargé de découvrir les membres d'une organisation néo-nazie.

22 h. 10. Dossier : Orsini (troisième partie : Le western des grands fonds), de Ph. Gildas. Réal. E. Olivier.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 30. Concert ; 12 h. Bon dimanche à l'Empire avec J. Martin (reprise à 13 h. 25) ; 12 h. 10. Toujours sourires ; 13 h. 25. La Lorraine ; 14 h. 20. C'est messieurs nous disent ; 15 h. 50. Série : Hawaï, police d'Etat ; 16 h. 40. Trois petits tours ; 17 h. 25. Muppet show ; 18 h. 10. Contre ut ; 19 h. 10. Stade 2 ; 20 h. 30. Musique et Music ; 21 h. 40. Feuilleton : La Dynastie des Forsyte (rediffusion) ; 22 h. 30. Documentaire : Vivre ensemble (gare de Lyon, gare du rêve, Réal. M. Ginepro).

Livre nos « Écouter-voir ».

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés ; 10 h. 30. Mosaïque ; 18 h. 55. Reprise de l'émission du 8 juillet : Quinquante Africains ; 17 h. 30. Espérance musicale de J.-P. Dautan. Symphonie n° 3 de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dirigé par H. von Karajan ; 19 h. 45. Spécial Dom-Tom ; 19 h. Magazine Hexagone (les lieux où souffle l'esprit : Saint-Malo, de R. 3 Lille) ; 20 h. 5. Cheval, mon ami ; 20 h. 30. l'Homme en question : le professeur

pat. Réalisation S. Cramer. Avec P. Pélzer, Y. Arcanel, S. Daxton, C. Bénéux ; 21 h. 55. Art. lib. ; 22 h. 5. La route du soleil, ou le fugue ni-nasta, divertissement de S. Jérôme.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5. Soirée lyrique. Festival de Munich : « Aida » (R. Strauss), par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra d'Etat de Bayreuth, direction W. Sawallisch, avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

22 h. 30. FILM (cinéma de minute) : AVEC LE SOURIRE, de M. Tourneur (1936), avec M. Chavalière, M. Glory, A. Lefèvre, M. Simon, P. André, M. Vallée. (N.J. rediffusion).

Débutant sous le ciel de Paris, un pays de bruyères, qui enfante tout le monde par son sourire, grince tout en haut de l'échelle sociale en partant des coulisses d'un music-hall.

J.P. 11/50

IDEES

LA GÉOGRAPHIE par Maurice Le Lannou

Quand la Chine s'éveillera...

Telle est une des vertus de la bonne géographie : appuyée sur l'histoire, elle prend le recul nécessaire pour être en mesure d'ouvrir de nouvelles perspectives. C'est ainsi que Jacques Pezu-Massabau, géographe de son état, nous fait entrevoir ce qui pourrait advenir quand la Chine se réveillera. Il n'a point lu, et j'en juge à la bibliographie inscrite dans son récent ouvrage, le best-seller qui porte ce titre. Moi non plus. Le commentateur et le commenté gardent donc sur ce magnifique objet de spéculation qu'est le monde extrême-oriental toute leur innocence.

De ce livre dense et probe résulte l'étonnante différence des destins qu'auront connus les deux extrémités de l'ancien continent. L'Europe, comme la Chine, a été nourrie de Barbaries chassées des steppes centrales par la nécessité. Mais elle a le recul, en lots menus et sur des périodes très étalées, après des chemins compliqués et de progressifs apprentissages qui ne leur ont point enlevé toutes leurs marques originales et ont finalement préparé cette Europe variée, nuancée, délicate, dont la bigarrure même fait la personnalité véritable et qu'on ne voit pas sans crainte se préparer au suicide universel. La Chine, au contraire, englobait ses envahisseurs. René Grousset l'affirmait avec force : cet orient de l'Asie a depuis des millénaires la faculté de digérer ses Barbaries, leur imposant, avec une écriture, des principes de base qui les fondent dans une grande permanence et une incontestable unité.

Pezu-Massabau rappelle avec pertinence le pouvoir impérialiste d'une civilisation chinoise qui a comme figé un Extrême-Orient culturel étendu, « au travers de l'antagonisme violent », du Tibet au Japon, de l'Amour au delta du Mékong, le soldat d'un client bien plus dur que celui qui a constitué l'Europe : « des populations essentiellement diverses » ont reçu de son

rayonnement « une profonde unité fondée sur le sentiment d'appartenir à un même ordre humain ». Toutes les divergences, tous les choix opposés, qui sembleront plus tard lézarder l'édifice n'en atteindront pas la « base intellectuelle et morale » et n'apparaîtront vraiment que comme des périclètes. En contrepoint de notre Europe miroitante, il y a là-bas, à l'autre bout de l'ancien monde borbory, une Chine massive qui, par le mouvement de lourdes masses paysannes et l'élaboration d'une sagesse impérative, a proprement construit l'humanité extrême-orientale.

Le géographe ne pouvait refuser d'examiner de quel poids, dans cette construction, pèse la géographie. La civilisation millénaire des Chinois est née au contact des plateaux du loess et de la grande plaine — formée elle-même d'un épais alluvionnement loessique — de la Chine du Nord, mais elle a extraordinairement débordé ce cadre continental, comme toute esquisse conquérante, après la Chine du Sud non loessique et de relief plus tourmenté, les péninsules et archipels par où se prolonge le continent.

Il est probable que l'élaboration du système agricole doit beaucoup aux suggestions des limons jaunes, que ses premières extensions ont été favorisées par les denses migrations qu'imposèrent, en dépit de savants aménagements, les brutalités des grands fleuves, mais il est certain que l'ensemble de ses conquêtes s'inscrivent dans le domaine marqué par la rigoureuse contrainte de la mousson. Pezu-Massabau reprend avec clarté ce thème désormais classique depuis les évocations si convaincantes de Pierre Gourou : la culture du riz permise par la coincidence estivale des pluies et des fortes températures bien au-delà des latitudes tropicales ; toutes les conséquences démographiques développées par la primauté d'une céréale

privilegiée qui crée, plus qu'elle ne la autorise, les fortes densités ; l'épanouissement d'une civilisation du végétal qui ne peut s'attacher à la montagne, doit délaier l'élevage, faute de place, et, faute de temps, oublier l'industrie.

Mais on comprend que l'essentiel de ces enchevêtrements dépasse singulièrement la stricte détermination naturelle, et que la société porte en soi, après les premières impulsions, les principes mêmes de sa culture et de ses destins. « Plus qu'une région naturelle du globe, l'Extrême-Orient est ainsi une région humaine au sens le plus large », et sans doute la plus vigoureuse de la planète.

Voilà pour la géographie du mode traditionnel. On attend aujourd'hui du géographe des conclusions plus « prospectives » et plus attentives à l'actuel. Jacques Pezu-Massabau ne s'y dérobe guère.

Le monde du temps présent cultive cette contradiction d'uniformiser ses problèmes et d'affirmer plus durablement que jamais ses divisions. Cet Extrême-Orient lui-même, si globalisé dans son rayonnement à la chinoise, se partage en nations qui ont su marquer leur personnalité en « accommodant de façon originale la civilisation mère ». Partage qui s'est précisé d'abord dans la manière de réagir à la suprématie des Blancs occidentaux, puis dans l'attitude suivie devant leur déclin. Depuis la conquête des dernières indépendances, ces différences se simplifient, mais aussi se durcissent, dans le schématisme de deux options opposées, certains restant fidèles aux doctrines économiques et sociales de l'Occident, les autres choisissant d'établir sur le socialisme leur nécessaire transformation en Etats modernes.

Mais on ne saurait tenir ce partage pour le signe d'une incomplète victoire

de l'Asie et des beaux restes d'un Occident qui n'aurait pas tout perdu. Si elle a ses cloisonnements intérieurs, l'Asie a ses moissons garde entre ses divers pays, considérés d'Europe ou d'Amérique, cette parenté impréscriptible que leur donnent le respect de valeurs fondamentales partout reconnues et le maintien d'un type original de vie en société. C'est dire qu'il nous faut abandonner l'espoir de la cointer en la division.

« Même au cas du Japon où les nécessités de l'expansion commerciale multiplient les contacts de toute nature avec l'étranger, il subsiste, sans doute intact en profondeur, un noyau irréductible qui paraît réduire notre influence à un aréole supplémentaire au cours d'une longue histoire. [...] Quant à la Chine, elle demeure. »

Les valeurs traditionnelles auxquelles les divers pays d'Extrême-Orient se réfèrent obstinément se résument dans « une conception rigoureuse de la vie en groupe » qui a pour corollaire la recherche d'un ordre naturel du monde allant de pair avec l'ordre moral de la société. Cette Asie pratique en somme, par vocation profonde, une géographie volontaire que notre Europe met en œuvre comme par accident, en remède aux excès d'une civilisation industrielle qui a porté, dans la société et dans les paysages, de détestables fruits. Jacques Pezu-Massabau rappelle que ces paysages tout marqués du culte des ancêtres, de la solidité de la famille et du village, de la primauté de la vie rurale, sont aussi des paysages entièrement construits, dont tous les éléments, de la digue monumentale à la diguette et à l'inconfortable maison de bois, partent d'un paradigme répandu, concourent à exprimer et à maintenir une armature mentale et sociale à quoi l'homme des moussons attache plus de prix qu'à l'inspiration des lieux. C'est encore une différence avec notre Europe : celle-ci a toujours conservé plus d'égards aux

diverses sollicitations de ses menus « pays » : l'Asie extrême-orientale, dans les rapports de l'homme et de la terre, a moins de subtilité et, par là, plus de puissance. Je dirais volontiers, simplifiant à peine, qu'en Extrême-Orient les paysages sont le produit d'une civilisation, tandis qu'en Europe ils en ont été les inspirateurs.

Ce sont-là quelques-unes des larges rues que découvre le petit livre où ne manque certes pas le sens des grandes et anciennes constructions de l'histoire. Mais l'auteur est trop géographe, pour s'en contenter. En ces pays si longtemps restés immobiles, l'histoire s'est faite, peut-être plus que partout ailleurs dans le monde, singulièrement actuelle. Le Japon, surpeuplé et condamné à la fuite en avant de la croissance, est aujourd'hui confronté d'une manière aiguë avec son propre aménagement, dans la double nécessité de violenter la nature et de lui garder ce respect qui est un des fondements de l'éthique nationale. Les deux Corées poursuivent par des voies bien différentes l'élaboration d'une économie moderne. Les deux Vietnams, plus récemment sortis de la guerre, font de même par la voie socialiste, fraîchement imposée au Sud. La Chine agit plus bruyamment encore sa masse longtemps inerte, donnant le pas à une idéologie dont on nous résume ainsi les objectifs : « Faire surgir une génération de jeunes gens aptes à remplir toutes sortes de tâches, inspirer par le désir de servir le peuple, dédaigner des richesses et travaillant à libérer l'humanité de la faim, de l'ignorance, de la guerre et du capitalisme. » Jacques Pezu-Massabau nous donne le point de toutes les transformations acquises, notant avec beaucoup d'honnêteté les retards, les défailles et les succès.

Mais il nous met en garde contre la tentation que nous pourrions avoir de peser tout cela avec notre balance occidentale, de tomber à son propos dans la détestation ou le diptychisme, en oubliant que, sous la diversité apparente de ses efforts, l'Asie continue de chercher en elle-même, et dans ses profondeurs, le principe de ses révolutions.

BERRY

La mare au dieu

(Suite de la page 9.)

Fêtes traditionnelles. Crainte des mauvais sorts dont on présente le nouveau-né en le présentant au « penseur », sorte de guérisseur des âmes au don héréditaire. On faisait dans le coin grand cas des formules au pouvoir quasi magique ; il a fallu en décourager les consommateurs excessifs. Il a fallu aussi redonner vie à une activité culturelle fascinée par la mort. On n'en finissait pas de mourir dans ce pays. Messe d'enterrement et puis de hulaïne, de trentaine, annuelle : mornes cérémonies face à une unique rangée de visages figés. « Maintenant que chacun de nous travaille dans la journée, nous avons dû expliquer qu'on regroupait les intentions de prière en fin de semaine. »

Ruraux avec les ruraux

Ceux qui ne connaissent l'Eglise que comme le champ désert des anniversaires de famille, l'ont découverte pleine. On a mis un peu de musique, on les a fait parler et chanter. « J'aime bien dans les églises les saintes pagelles, confie Frère Dominique, l'œil bleu sillonné d'un éclair de malice, les gens qui bavardent. Moi, je les promène dans le chœur, les aide à sortir du carcan d'un rituel trop pesant. »

Rude tâche dans ce pays que la mouche de la participation n'a pas encore piqué. Derrière les gentils sourires, c'est souvent le règne du « Cause toujours » et du « Pas d'histoire ». Les hommes, surtout, ont trop peur d'être embrigadés : aux veillées sur l'Evangile animées par Frère Gilles durant l'hiver, sur soixante personnes — un chiffre record — il y a six hommes dont deux du pays.

Se faire ruraux avec les ruraux, c'est aussi partager leurs tâches, leurs conditions de vie. Dominique assure par intermittences le ramassage scolaire. Paul, la stature solide, le cheveu dur et le tête carrée du paysan du Nord, s'occupe, lui, du jardin, de la vigne. C'est l'ami des bonheurs qu'il vient aider le temps d'une récolte ou pour soigner les bêtes lorsque s'abaisse le famier. Jean-Paul, le benjamin qui n'a pas trente ans, est chauffeur de poids lourds ; de 7 h. 30 du matin à 8 h. du soir, il transporte des grains, des graviers, des sacs d'engrais. Gilles, l'intellectuel de la bande, exégète de renom, quand il n'écrit pas allégrement la campagne pour assurer la formation religieuse des responsables en milieu rural. Xavier, qui travaillait dans l'entreprise de construction de chalets, est aujourd'hui au chômage :

TÉMOIGNAGES

Le « chef de famille », c'est l'homme

Une lectrice, Mme Catherine Lopez, nous adresse le témoignage suivant :

J'ai eu l'occasion de vérifier dernièrement que je n'étais pas les mêmes droits que mon mari, uniquement parce que mon sexe n'est pas le bon.

1) J'ai fait ma déclaration de revenus 1976. J'ai déclaré mes propres revenus, ainsi que ceux de mon mari (10 francs) qui était étudiant en mai 1976. Or, j'ai reçu une lettre du centre des impôts disant : « Votre déclaration de revenus 1976, faite par vous, n'est pas valable. Elle doit être rédigée et signée par le chef de famille. »

Avant mon mariage, j'étais, semblait-il, parfaitement capable de faire seule ma déclaration de revenus. Mais il semble que, depuis que je suis mariée, je sois devenue complètement irresponsable. Etant capable de travailler, je n'ai plus le droit de déclarer des revenus gagnés par moi seule. Dans l'absurde, j'avais épousé un idiot (en amour tout est

possible), et s'il signait d'une croix, sa signature serait valable et non la mienne, uniquement parce qu'il serait un homme. D'autre part, il se pourrait que j'aie un compte chèques personnel et pas mon mari. Dans ce cas, ma signature de la déclaration ne serait pas valable, mais celle de mes chèques, chose étrange, le serait...

Mon mari et moi avons été indignés par cette découverte. J'ai donc écrit au centre des impôts pour demander que l'on me fournisse les textes légaux, et mon mari a refusé de relaire la déclaration. Son attitude a beaucoup étonné les employés des impôts. Il est rare, en effet, de voir quelqu'un refuser de se plier à une loi stupide. Il a été finalement décidé que la déclaration serait faite sans nous.

2) Tous mes frais médicaux sont remboursés par la mutuelle à laquelle j'appartiens. A la naissance de mon fils, j'ai envoyé les papiers la concernant pour qu'elle soit rattachée à mon dossier. La mutuelle m'a renvoyé tous les papiers, disant que ma fille devait dépendre de la caisse du chef de famille.

3) Les allocations logement : jusqu'en janvier 1977, mon mari était étudiant. J'étais étudiante professeur à l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET) à Cachan. Tant que mon mari n'a pas

Pollution

LES ABEILLES ET LES PUCERONS

QUELQUE trois millions d'abeilles sont mortes en deux jours dans la région de Gisors. Le « drame » a débuté mercredi chez un apiculteur de Benouville. En début d'après-midi, les cadavres de près de deux millions d'insectes jonchaient le sol devant les vingt-cinq ruches. L'éleveur a fait dresser un procès-verbal pour un huissier. Le responsable : un insecticide anti-pucerons répandu sur des champs de céréales ; son emploi est pourtant interdit en cette période de floraison, précisément en raison des dangers qu'il fait courir aux butineuses.

L'an passé, plusieurs dizaines de milliers d'abeilles avaient péri pour la même raison, en Champagne. L'utilité des butineuses est pourtant reconnue, tant même qu'aux Etats-Unis on loue des essaims pour assurer la pollinisation des champs. La France n'en est pas encore là. Dans l'agriculture comme ailleurs, le rendement fait loi. Hélas ! s'il ne faut que quelques heures pour « préserver » un champ des pucerons, il faut parfois plus d'un an avant de reconstruire une ruche... — V. M.

GÉNÉALOGIE

Le quatrième congrès national de la Fédération des sociétés françaises de généalogie se tiendra à Blois (Loir-et-Cher), du 14 au 16 octobre 1977. Frais d'inscription : 30 F.

Il sera accessible à tous, membres ou non de sociétés généalogiques, débutants ou chevronnés. On pourra se contenter d'assister aux conférences sans obligation d'inscription à une commission de travail. Outre des commissions sur les activités des cercles, la normalisation des méthodes, les sources des recherches... une exposition et un service de librairie seront organisés.

Inscription, informations complémentaires, renseignements de tout ordre sont à demander à Mme Dutray, Legs Sardin, 7, rue du Palais - Châtelet, 41000 Blois (tél. : 047 78-81-35).

Pour l'amateur généalogiste que ses recherches ont conduit en pays flamand, un petit guide mérite d'être signalé : « Manuel du généalogiste pour la Flandre maritime », par W. van Hille, 21 x 29,5 cm, broché, 30 pages, prix 200 Fb, chez l'auteur.

Les références de recherche, et particulièrement pour les « états de biens », cette source remarquable existante aux régions flamandes, y sont particulièrement précises et utiles.

Et les handicapés de l'histoire ?

A la suite de la publication d'un témoignage intitulé « L'impossible insertion d'un grand handicapé », de M. Jean-Marc Bérard, dans le Monde du 26 mai, nous avons reçu de M. Ha Thuan Hung, de Strasbourg, la lettre suivante :

DETERMINE par l'histoire, la société, la famille, je suis venu à la fin d'un long chemin en France, où j'ai fait assiduellement mes études, qui sont sanctionnées par la licence en droit et le diplôme d'études supérieures de droit privé, donc tout est normal, logique jusqu'à...

Mais lorsque je demande un travail pour vivre dignement et m'intégrer dans la société française, je me trouve devant les obstacles, l'assués de refus. Je sais qu'il y a, certes, dans la logique du système économique existant un volant de chômeurs permanent, indépendamment de la conjoncture, de 3 à 4 % ; j'ai été et je suis toujours dans ce volant ; il n'y a pas de roulement en ma faveur

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous offrons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	22 F
Trois semaines	30 F
Un mois	38 F
Un mois et demi	57 F
Deux mois	74 F
ÉTRANGER (vols normaux) :	
Quinze jours	37 F
Trois semaines	52 F
Un mois	69 F
Un mois et demi	102 F
Deux mois	134 F
EUROPE (vols) :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	63 F
Un mois	87 F
Un mois et demi	125 F
Deux mois	170 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des mandats demandés et l'assurance. Pour faciliter l'insertion des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous le transmettre accompagné du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en récapitulant les noms et adresses en lettres majuscules.

Une famille

A la cuisine, Frère Xavier — chacun son tour — prépare le repas du soir. Les enfants du catéchisme poussent la porte, il y a toujours quelqu'un pour les accueillir. Pour accueillir aussi celui qui sort de prison ou l'ancien drogué, les amis gais ou l'automobiliste en difficulté qui on dit : « Chez les Frères, on vous trouvera bien une place. »

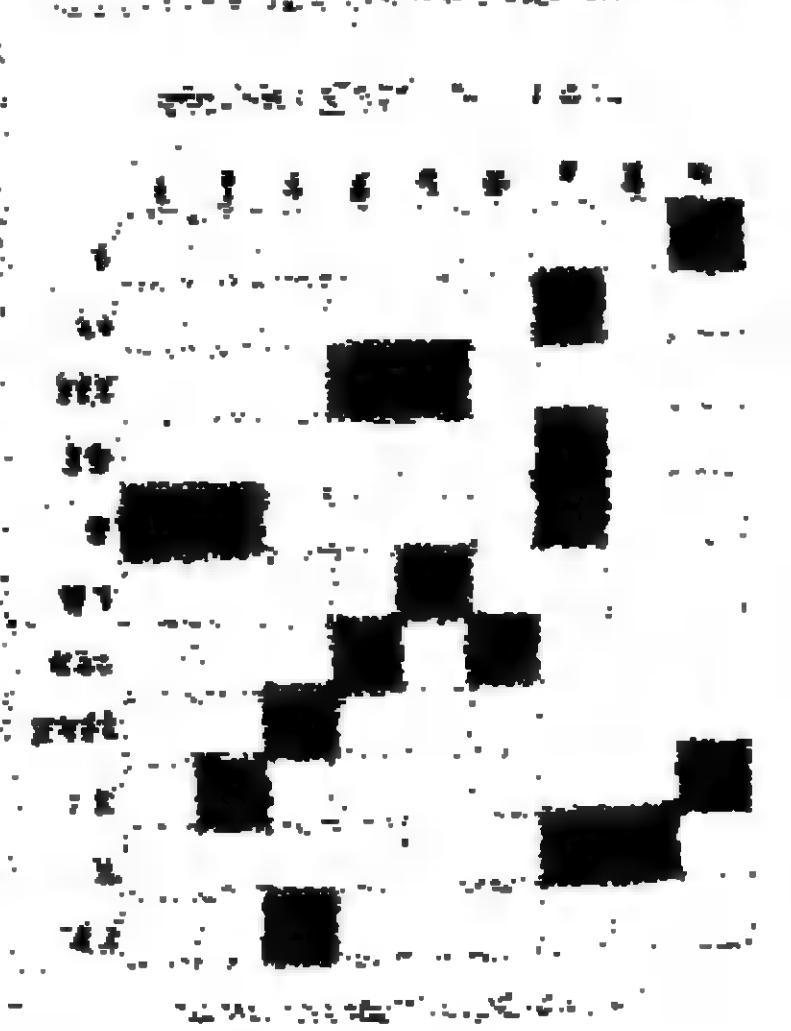
« Les gens se sentent chez eux ici », constate la communauté avec joie. Dans le couloir, on a construit un bâtiment en préfabriqué qui est ouvert à tous : les enfants viennent y jouer, les camarades du comité d'entreprise y discutent, les fiancés y offrent le vin d'honneur, l'orchestre des jeunes s'y exerce avec sa sonie !

« A sept ou à huit, nous serions déjà un couvent. A cinq, nous ne sommes qu'une famille. » Un peu particulière, bien sûr, puisque sans femmes ni enfants, mais famille quand même où l'on sait encore se parler et rire et chanter. « Dites donc, leur demande-t-on parfois, vous n'avez donc jamais de scènes de ménage ? »

El moi je pense à cet stihé qui proclamait, paraphrasant Nietzsche : « Je croirai quand je verrai les chrétiens avec des queues de resuscité ! »

GUILLIEMETTE DE SAIRIGNÉ.

MOTS CROISÉS



1. ... 2. ... 3. ... 4. ... 5. ... 6. ... 7. ... 8. ... 9. ... 10. ... 11. ... 12. ... 13. ... 14. ... 15. ... 16. ... 17. ... 18. ... 19. ... 20. ... 21. ... 22. ... 23. ... 24. ... 25. ... 26. ... 27. ... 28. ... 29. ... 30. ... 31. ... 32. ... 33. ... 34. ... 35. ... 36. ... 37. ... 38. ... 39. ... 40. ... 41. ... 42. ... 43. ... 44. ... 45. ... 46. ... 47. ... 48. ... 49. ... 50. ... 51. ... 52. ... 53. ... 54. ... 55. ... 56. ... 57. ... 58. ... 59. ... 60. ... 61. ... 62. ... 63. ... 64. ... 65. ... 66. ... 67. ... 68. ... 69. ... 70. ... 71. ... 72. ... 73. ... 74. ... 75. ... 76. ... 77. ... 78. ... 79. ... 80. ... 81. ... 82. ... 83. ... 84. ... 85. ... 86. ... 87. ... 88. ... 89. ... 90. ... 91. ... 92. ... 93. ... 94. ... 95. ... 96. ... 97. ... 98. ... 99. ... 100. ...

MÉDECINE

A VILLEJUIF

La fermeture d'un centre pour enfants psychotiques met fin à une expérience thérapeutique originale

La responsabilité d'enfants psychotiques doit-elle être assurée à titre collectif ou à titre individuel par les membres de l'équipe soignante ? Jusqu'à quel point peut-on concilier les impératifs de la sécurité et la nécessaire conquête d'une sphère d'autonomie par les enfants ? Dessins et graffiti sur les murs eux-mêmes traduisent-ils le laxisme des éducateurs ou sont-ils la manifestation d'une prise de parole ? A ces questions, les responsables de l'hôpital de jour Louis-Le-Grand à Villejuif (Val-de-

Marnes, qui accueille une vingtaine d'enfants psychotiques, ont tenté d'apporter des solutions souples, originales, adaptées.

Mais ces méthodes provoquèrent des conflits de plus en plus vifs avec le directeur de l'établissement nommé par l'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH) qui gère le centre. La décision a donc été prise de fermer cet établissement et de licencier les treize membres de l'équipe à partir du 13 juillet prochain.

Le rôle est essentiel au développement de nos enfants. En fait, pour l'équipe de l'hôpital de jour, les enfants psychotiques et du travail accompli n'ont jamais été reconnus par la direction. Ce travail est d'abord caractérisé par le refus de la responsabilité individuelle, qui, en affectant un adulte à chaque enfant, empêche celui-ci de se découvrir, de s'engager, de s'ouvrir. En outre, il semble important à ces éducateurs que les enfants soient libres également d'aller trouver le personnel administratif et ménager, dont la fonction thérapeutique leur semble importante. Ils soulignent également l'absence de réunions de synthèse ou leurs propres motivations, leurs limites, leurs défenses face à la folie sont analysées. Enfin, certains passages à l'acte des enfants maculant un mur, brisant un carreau, semblent préférables, aux membres de cette équipe, à toute auto-mutilation, à tout enfermement.

La raison officielle de la fermeture de l'établissement est l'absence de direction de l'hôpital de jour par un médecin-chef, comme cela est prévu par la réglementation de 1956. Mais, comme le souligne M. Miron, directeur de l'établissement, le problème juridique rejoint en l'espèce les questions de fond. Pour lui, « la responsabilité collective » et « l'autonomie des enfants » ont été systématiquement au service de « l'absence de responsabilité individuelle » et de « prise en charge insuffisante ». L'année prochaine, une unité de soins intensifs, qui a reçu l'agrément des pouvoirs publics, doit accueillir les enfants psychotiques au sein de l'IME. Mais pour Mme Gremy, secrétaire de l'Association des parents psychotiques, « c'est seulement à contre-cœur et fautive d'une autre solution qu'elle et la majorité des parents inscriront leurs enfants ».

Le refus de la responsabilité individuelle

Les éducateurs ainsi mis en cause soulignent qu'en quatre ans de fonctionnement un seul accident grave s'est produit dans l'établissement, une fillette ayant brisé avec l'un des deux douches qui atteignait 80°C. « Cette absence de sécurité, affirme l'un d'eux, est le résultat d'une certaine démission des initiatives : nous avons dû arracher à la direction des vélos, des patins à roulettes, une cuisinière, dont

le rôle est essentiel au développement de nos enfants. En fait, pour l'équipe de l'hôpital de jour, les enfants psychotiques et du travail accompli n'ont jamais été reconnus par la direction. Ce travail est d'abord caractérisé par le refus de la responsabilité individuelle, qui, en affectant un adulte à chaque enfant, empêche celui-ci de se découvrir, de s'engager, de s'ouvrir. En outre, il semble important à ces éducateurs que les enfants soient libres également d'aller trouver le personnel administratif et ménager, dont la fonction thérapeutique leur semble importante. Ils soulignent également l'absence de réunions de synthèse ou leurs propres motivations, leurs limites, leurs défenses face à la folie sont analysées. Enfin, certains passages à l'acte des enfants maculant un mur, brisant un carreau, semblent préférables, aux membres de cette équipe, à toute auto-mutilation, à tout enfermement.

La raison officielle de la fermeture de l'établissement est l'absence de direction de l'hôpital de jour par un médecin-chef, comme cela est prévu par la réglementation de 1956. Mais, comme le souligne M. Miron, directeur de l'établissement, le problème juridique rejoint en l'espèce les questions de fond. Pour lui, « la responsabilité collective » et « l'autonomie des enfants » ont été systématiquement au service de « l'absence de responsabilité individuelle » et de « prise en charge insuffisante ». L'année prochaine, une unité de soins intensifs, qui a reçu l'agrément des pouvoirs publics, doit accueillir les enfants psychotiques au sein de l'IME. Mais pour Mme Gremy, secrétaire de l'Association des parents psychotiques, « c'est seulement à contre-cœur et fautive d'une autre solution qu'elle et la majorité des parents inscriront leurs enfants ».

LA VENTE DE CIGARETTES SYNTHÉTIQUES EST AUTORISÉE EN GRANDE-BRETAGNE

Les trois principales sociétés de tabac britanniques (Imperial Tobacco, Rothmans et Gallaher) ont obtenu l'autorisation de mettre en vente onze marques de cigarettes synthétiques : celles-ci contiennent de 25 % à 40 % de succédanés à base de cellulose, qui limitent la concentration en nicotine. Un investissement de plus de 40 millions de livres sterling a été consenti par ces firmes pour mettre au point et faire connaître ces cigarettes.

« Cette cigarette », selon l'annonce, ne permet en aucun cas d'éliminer tous les dangers liés à l'usage du tabac. Elle n'empêche pas, en effet, l'absorption de goudrons et autres corps irritants extrêmement nuisibles pour la santé des fumeurs. Le risque à cette initiative britannique, de faire croire aux fumeurs que ces cigarettes sont sans aucun danger, les dissuade ainsi de freiner leur consommation.

Les infractions à la loi du 9 juillet 1976 relatives à la publicité en faveur des tabacs pourront être sanctionnées à compter du dimanche 10 juillet. Les interdictions apportées à la publicité visent notamment les émissions de radiodiffusion ou de télévision, les projections ou annonces dans les salles de spectacle, les publications destinées à la jeunesse. Est également prohibée par cette loi la distribution gratuite ou non d'objets d'usage courant portant le nom, la marque d'un produit de tabac.

L'ANGLAIS A OXFORD
Cours d'été en français sur la langue et la littérature anglaises. Les cours ont lieu dans les collèges de l'université de juillet, août et septembre. Les candidats sont admis à partir de 17-18 ans. Direction : Lawrence School of English, 2 Farnham Road, Oxford, tél. 54320.
France : Thel. 7, rue du Général-de-Gaulle, VILLEJUIF 93170.

JUSTICE

L'aide judiciaire

PLUS DE 160 000 DEMANDES EN 1976

M. Victor Cazaux, conseiller à la Cour de cassation et président de la commission sur le fonctionnement de l'aide judiciaire, a remis le 7 juillet, au président du Conseil d'Etat, le rapport annuel de cette commission. M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux. Après avoir constaté que l'aide judiciaire continue à se développer, le rapport insiste sur la nécessité de combler l'insuffisance du personnel affecté aux services de l'aide judiciaire et sur la nécessité de supprimer les différences dans le montant des plafonds de ressources selon que le ministère d'un avocat est ou non obligatoire.

La loi de finances rectificative du 22 juin 1976 prévoit, de fait, que le bénéfice de l'aide judiciaire est total lorsque le plafond de ressources du demandeur est inférieur à 1 500 F par mois, et partiel lorsque ce plafond est compris entre 1 500 F et 2 500 F, selon que le recours à l'avocat est obligatoire ou non. Un décret en date du 15 octobre 1976 précise, d'autre part, que la somme de 170 F doit être ajoutée à ces plafonds de ressources pour chaque personne à charge dans une famille.

En 1976, les cours d'appel et les tribunaux de grande instance ont reçu 168 000 demandes d'aide judiciaire. Les derniers retenu ont été au nombre de 113 744 et les rejets se sont élevés à 13 692. Un certain nombre de dossiers sont en cours d'examen. Le Conseil d'Etat a reçu 2 072 demandes, dont 476 seulement ont été acceptées. Le Conseil d'Etat, pour sa part, a reçu 688 demandes et a rejeté 27. Les tribunaux administratifs, enfin, ont reçu 562 demandes et en ont obtenu 346.

Les demandes d'aide judiciaire portent en premier lieu sur des affaires familiales : divorces, pensions alimentaires, etc. Viennent ensuite les demandes concernant les accidents de la circulation et les litiges entre employeurs et employés.

Un comité d'action contre les crapules atomiques revendique l'attentat contre le domicile de M. Boiteux

« J'avais effectivement reçu des menaces téléphoniques anonymes », déclare M. Marcel Boiteux, directeur général de l'E.D.F., après l'explosion d'origine criminelle qui, vendredi 8 juillet, à 1 h 30, a très gravement endommagé son appartement ainsi que l'immeuble dans lequel il se trouve, situé au 5, square Lamarine, à Paris-10^e. Une information contre X... pour destruction d'édifice par substances explosives a été ouverte par le parquet.

M. Boiteux, son épouse et sa fille, qui étaient rentrés environ une heure avant l'attentat, sont indemnes ; la charge explosive a, en effet, été déposée devant leur porte d'entrée, sur le palier du quatrième étage, alors que les chambres sont situées à l'autre extrémité de l'appartement. Certains des voisins de M. Boiteux, qui, vendredi, dans l'après-midi, revenaient chez eux pour constater les dégâts, se disaient surpris de cet attentat. Pour eux, rien ne les laissait prévoir. Seul le gardien affirmait avoir eu connaissance de rondes que la police aurait effectuées depuis quelques jours — plusieurs fois par jour et par nuit — autour de l'immeuble. En outre, toujours selon le gardien, Mme Boiteux avait demandé, depuis près d'une semaine, que tout courrier ou paquet arrivant à l'improviste soit immédiatement refusé.

Selon le quotidien *Libération*, l'attentat aurait été revendiqué dans un communiqué téléphonique adressé à ce journal vendredi 8 juillet, par le GACCA (Comité d'action contre les crapules atomiques). Cependant, à toutes les suppositions tendant à attribuer cette action à un groupe de terroristes antinucléaires, M. Boiteux s'est contenté de répondre : « Je n'en sais rien, je n'ai pas de preuves. Je ne pense pas que ce soit moi qui ait été visé. » A

son avis, on cherchait essentiellement à porter atteinte à l'E.D.F., que sa fonction de directeur général symbolisait.

Cet acte a provoqué de nombreuses réactions d'hostilité, notamment de la part de l'organisation écologiste les Amis de la Terre, qui « rappellent que la lutte écologique est inséparable du respect de la personne humaine », ainsi que des fédérations C.O.T., C.F.D.T., P.O., C.F.T.C. et U.N.C.M. (cadres et maîtrise) de l'E.D.F. Deux cents personnes ont manifesté vendredi au fin de journée devant le siège de l'E.D.F. pour protester contre l'attentat.

M. René Monory, ministre de l'Artisanat, du Commerce et de l'Industrie, a envoyé un télégramme à M. Boiteux pour lui faire part de « toute son indignation devant de tels procédés » et de la « détermination du gouvernement de poursuivre les programmes énergétiques engagés, malgré les manœuvres d'intimidation ».

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré vendredi 8 juillet à *La Roche-sur-Yon* (Vendée) que « tous ceux qui n'hésitent pas à recourir à l'assassinat ou à l'explosion pour défendre leur point de vue » doivent être « condamnés sans réserve, quelles que soient leurs raisons ».

Condamnations avec sursis pour trois manifestants « antinucléaires ». Trois habitants de Marigny (Sablons-et-Loire) ont été condamnés, vendredi 8 juillet, à 2 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel de Chalon-sur-Saône. Ils avaient endommagé du matériel de l'E.D.F. sur le site du Val de Saône où doit être édifiée une centrale nucléaire.

Faits et jugements

Pas d'internement arbitraire pour Mme Chave.

La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Henri Bedu, a débattu, vendredi 8 juillet, Mme Yvonne Chave, qui a été internée, en 1970, dans un hôpital de France de dommages et intérêts à l'Etat, en se plaignant d'avoir été l'objet d'un internement arbitraire. Le 14 décembre 1970 au 7 mai 1971, le *Monde* a publié un communiqué daté 19-20 juin dernier.

Le tribunal a estimé que la demanderesse n'a rapporté la preuve d'aucune irrégularité : ni de la part du commissaire de police de Carpentras à propos de l'opération qui eut lieu dans la nuit du 13 au 14 décembre 1970, lorsqu'elle fut internée parce que des voisins avaient, semble-t-il, signalé qu'elle gémissait et vociférait sur son balcon ; ni de la part de l'internement de service à l'hôpital, qui dressa un certificat médical notant qu'elle « exprimait des idées délirantes de persécution » ; ni de la part du maire ou du préfet qui la placèrent au centre psychiatrique de Mantes-la-Jolie ; ni de la part du personnel hospitalier, qui, le 5 février 1971, la transféra au placement volontaire en placement volontaire en raison de l'amélioration de son état.

Affaire Revelli-Beaumont : M. Aristy reste en prison.

M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction à Paris, a signé, vendredi 8 juillet, une ordonnance accordant la liberté sous contrôle judiciaire à M. Hector Aristy, détenu depuis le 16 juin pour arrestation illégale et séquestration de personne au cours de l'enquête sur l'enlèvement de M. Lucchino Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat-France. Mais l'inculpé n'a pas quitté la prison, car le parquet, qui avait donné au préalable un avis défavorable, a fait appel de cette ordonnance. La chambre d'accusation devra statuer dans un délai de trente jours.

Le comité « Santo Domingo en lutte », qui affirme regrouper une bonne partie des réfugiés de la République Dominicaine en France, d'insurgés dans un communiqué contre « la campagne colonisatrice et différenciatrice menée par la plupart des journaux parisiens à l'égard de la personnalité d'Aristy ».

Le comité, qui précise que M. Aristy ne fait pas partie de ses membres, indique « qu'il a été un des dirigeants de la révolution constitutionnaliste d'avril 1965 libérée de la réaction et l'impérialisme américain ». Depuis, et malgré les contradictions qui opposent certains secteurs du mouvement révolutionnaire dominicain à H. Aristy, on ne saurait nier que ce dernier « est manifesté aux côtés des démocrates et progressistes dominicains ».

Huit années d'emprisonnement sont requises contre M. Jean Pierotti.

Une peine de huit années d'emprisonnement ferme a été requise, le jeudi 7 juillet, devant le tribunal correctionnel de Toulon par M. Paul Pascal, substitut, à l'encontre de M. Jean Pierotti, directeur d'un cabinet de prêts hypothécaires de cette ville, poursuivi notamment pour escroquerie et abus de confiance aggraver, au préjudice d'un grand nombre de petits épargnants (le *Monde* du 8 juillet). Le ministère public a laissé, d'autre part, au tribunal le soin d'appécier une peine d'emprisonnement avec sursis devant être prononcée à l'encontre du comptable de M. Pierotti, M. Alfred Manceri, inculpé de faux en écritures de commerce, dont le rôle a été celui d'un simple exécutant. Le jugement a été mis en délibéré au 13 juillet. (Corresp.)

Mme de Broglie entendus. — M. Guy Floch, premier juge d'instruction, a entendu vendredi 8 juillet, en présence de M. Badinter, la veuve de Jean de Broglie assassiné le 24 décembre rue des Dardanelles à Paris. Partie civile, Mme de Broglie aurait fourni au magistrat différentes indications sur le comportement et l'activité de son mari dans les jours qui ont précédé le crime.

M. Francesco Beraldi, animateur de « Radio-Alice », de Bologne, arrêté à Paris le 7 juillet (nos dernières nouvelles) a été incriminé le 8 juillet à la prison de Fresnes en exécution d'un mandat d'arrêt international. Le gouvernement italien doit faire parvenir incombablement au parquet de Paris une demande d'extradition qui sera examinée par la chambre d'accusation du tribunal de Paris.

GIGANTESQUE INCENDIE DE FORÊT EN GRÈCE

Athènes (A.P.P.). — Deux incendies gigantesques font rage samedi matin en Grèce, l'un sur le mont Grammos, en Macédoine près de la frontière grecyougoslave, l'autre dans l'île d'Ikaria, en mer Egée, dont le tiers a déjà été dévoré par le feu.

L'incendie à Grammos s'est déclaré le 9 juillet après-midi dans la région de Grikia, près de Kastoria, mais n'a pu être maîtrisé en raison de l'existence d'anciens champs de mines datant de la guerre civile (1946-1949) qui explosent comme des mines. Plus de 40 hectares de pins ont déjà été dévastés.

L'incendie à Ikaria, attisé par les vents qui soufflent actuellement en mer Egée a détruit jusqu'à présent 2 500 hectares de forêts de pins et de sapins, ainsi que mille moutons et des centaines d'animaux domestiques.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Hervé de Vathaire

Après la publication dans le *Monde* du 2 juillet d'un article rapportant la condamnation, par la cour d'appel de Paris, de M. Hervé de Vathaire, celui-ci nous a adressé la lettre suivante : « Je pourrais commenter point par point les raisons que la cour d'appel a données pour maintenir ma condamnation. Je ne le ferai pas. Je relèverai simplement que la cour, pour apprécier ma démarche et montrer que j'aurais mené grand train de vie, a prétendu que j'aurais fait cadeau de 300 000 francs à Danielle Marquet. Ce chiffre est faux de deux décimales. Je ne lui ai remis que 300 000 anciens francs, en avance sur une commission que je lui devais. Je ne dirai rien d'autre. »

LUSION

et

Les responsables de l'hôpital de jour Louis-Le-Grand à Villejuif (Val-de-Marnes) ont tenté d'apporter des solutions souples, originales, adaptées. Mais ces méthodes provoquèrent des conflits de plus en plus vifs avec le directeur de l'établissement nommé par l'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH) qui gère le centre. La décision a donc été prise de fermer cet établissement et de licencier les treize membres de l'équipe à partir du 13 juillet prochain.

Les responsables de l'hôpital de jour Louis-Le-Grand à Villejuif (Val-de-Marnes)

Le rôle est essentiel au développement de nos enfants. En fait, pour l'équipe de l'hôpital de jour, les enfants psychotiques et du travail accompli n'ont jamais été reconnus par la direction. Ce travail est d'abord caractérisé par le refus de la responsabilité individuelle, qui, en affectant un adulte à chaque enfant, empêche celui-ci de se découvrir, de s'engager, de s'ouvrir. En outre, il semble important à ces éducateurs que les enfants soient libres également d'aller trouver le personnel administratif et ménager, dont la fonction thérapeutique leur semble importante. Ils soulignent également l'absence de réunions de synthèse ou leurs propres motivations, leurs limites, leurs défenses face à la folie sont analysées. Enfin, certains passages à l'acte des enfants maculant un mur, brisant un carreau, semblent préférables, aux membres de cette équipe, à toute auto-mutilation, à tout enfermement.

es qui n'en font

La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Henri Bedu, a débattu, vendredi 8 juillet, Mme Yvonne Chave, qui a été internée, en 1970, dans un hôpital de France de dommages et intérêts à l'Etat, en se plaignant d'avoir été l'objet d'un internement arbitraire. Le 14 décembre 1970 au 7 mai 1971, le *Monde* a publié un communiqué daté 19-20 juin dernier.

Le tribunal a estimé que la demanderesse n'a rapporté la preuve d'aucune irrégularité : ni de la part du commissaire de police de Carpentras à propos de l'opération qui eut lieu dans la nuit du 13 au 14 décembre 1970, lorsqu'elle fut internée parce que des voisins avaient, semble-t-il, signalé qu'elle gémissait et vociférait sur son balcon ; ni de la part de l'internement de service à l'hôpital, qui dressa un certificat médical notant qu'elle « exprimait des idées délirantes de persécution » ; ni de la part du maire ou du préfet qui la placèrent au centre psychiatrique de Mantes-la-Jolie ; ni de la part du personnel hospitalier, qui, le 5 février 1971, la transféra au placement volontaire en placement volontaire en raison de l'amélioration de son état.

M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction à Paris, a signé, vendredi 8 juillet, une ordonnance accordant la liberté sous contrôle judiciaire à M. Hector Aristy, détenu depuis le 16 juin pour arrestation illégale et séquestration de personne au cours de l'enquête sur l'enlèvement de M. Lucchino Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat-France. Mais l'inculpé n'a pas quitté la prison, car le parquet, qui avait donné au préalable un avis défavorable, a fait appel de cette ordonnance. La chambre d'accusation devra statuer dans un délai de trente jours.

Le comité « Santo Domingo en lutte », qui affirme regrouper une bonne partie des réfugiés de la République Dominicaine en France, d'insurgés dans un communiqué contre « la campagne colonisatrice et différenciatrice menée par la plupart des journaux parisiens à l'égard de la personnalité d'Aristy ».

Le comité, qui précise que M. Aristy ne fait pas partie de ses membres, indique « qu'il a été un des dirigeants de la révolution constitutionnaliste d'avril 1965 libérée de la réaction et l'impérialisme américain ». Depuis, et malgré les contradictions qui opposent certains secteurs du mouvement révolutionnaire dominicain à H. Aristy, on ne saurait nier que ce dernier « est manifesté aux côtés des démocrates et progressistes dominicains ».

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

Buster s'en va-t-en guerre

Festival

AVIGNON-COULISSES

La reprise de « Hamlet », mis en scène par Benno Besson dans la cour d'honneur, marque dimanche 10 juillet l'ouverture du trente et unième Festival d'Avignon.

Trois mille tauteuils, dossiers penchés en avant, tout le gros des sous le soleil. La cour d'honneur attend l'heure de Hamlet, que Benno Besson signe dans un décor qui ressemble à un décor de théâtre. Les touristes contournent et s'entourent à l'intérieur des murailles, les familles d'artistes comme des chèvres dans les parcs photo. Dans un couloir bien fraîs, le chef de la régie attend patiemment la nuit devant un réseau croisé de mille fils électriques noirs dont les fiches rouges descendent sur le mur une sorte de partition musicale compliquée.

Au cloître des Carmes, sur les gradins, deux parois de béton assaillent de la terre de l'ombre. Il n'y a pas de plateau pour le Coriolan, mis en scène par Gabriel Garran; les acteurs jouent à même le sol. Derrière, dans une cour rectangulaire, avec des vestiges de volutes, Richard Denary devait donner la deuxième partie de son spectacle, Barrabas 75. Mais la petite porte qui permettait de passer d'une salle à l'autre est jugée dangereuse par les services de sécurité. On y verra seulement cette année Quatre à quatre.

Après tout, l'équipe du Théâtre ouvert s'installe; les affreuses tubures qui soutiennent les projecteurs se dressent

contre les colonnes. Voilà trois ans qu'elles sont là à titre provisoire. Au cloître des Célestins, avant l'arrivée des musiciens, Daniel Bancel mot en place, au milieu de tombes qui semblent tout juste déterrées, les acteurs de Hamlet et d'Abelard, spectacle musical qui commence le 15 juillet.

Au conseil culturel, cerveau du Festival, on marche encore au rythme de croisière dans les bureaux esthétiques qui entourent un jardin calme et vert. L'équipe permanente — quatre administrateurs plus une dizaine d'animateurs qui organisent toute l'année des services d'aide technique et de formation ainsi que de la diffusion de spectacles — travaille autour d'un fichier de vingt-cinq mille noms, orgueil de Paul Puau, directeur du Festival. Ils forment un réseau de « militants » qui établissent le relais avec les cent vingt mille spectateurs attendus aux représentations. C'est le chiffre atteint en 1976. On en espère au moins autant cette année.

Il y a trente ans, le public venait à Avignon de confiance, sans se préoccuper trop de ce qui se donnait. Il s'est accru et diversifié, en même temps que se multipliaient les spectacles et les festivals dans toute la Provence. Il est plus mouvant, reste moins longtemps (les chahutiers des vacances sont les dames de pointe), s'attache à ceux qui sont installés (le Chêne noir) et s'enthousiasme pour le danse. Au fil-parole de la location par correspondance, Alvin Alley vient largement en tête.

COLETTE GODARD.

Expositions

Images sur pierre aux Baux-de-Provence

Animer une surface architecturale au moyen d'images géantes : tel fut, un temps, l'esprit des apôtres de l'audio-visuel rattachés au Centre Georges-Pompidou. Les parois vitrées de Beaubourg auraient pu, en effet, se transformer en écran pour recevoir des projections visibles de loin et du plus grand nombre. Faute de crédits, le projet fut abandonné.

Ce drive-in d'un genre nouveau existe cependant hors Paris, aux

Baux-de-Provence, où la pierre a remplacé le verre : sur les parois hautes de 8 à 10 mètres, consolidées à l'entrée de la carrière, un spectacle sonore et visuel y est présenté depuis Pâques plusieurs fois par jour sous le titre Cathédrale d'images.

Un appareillage aussi peu sophistiqué que possible — quelques dizaines de projecteurs synchrones — a suffi à Albert Pley (le fondateur de l'association G. n. s. d'images, décédé en mai dernier) pour qu'existe cette tentative sans précédent en France. Ses successeurs comptent aujourd'hui sur l'appui de centres culturels mieux équipés et plus fortunés (Avignon et Beaubourg, notamment) pour élargir et diversifier leurs activités : vulgarisation scientifique à grande échelle; parcs électroacoustiques; représentations doublées de projections; recherches appliquées sur le laser; expérimentations, stages et colloques sur les rapports du son et de l'image; spectacles « totaux » : tout peut se faire, en effet, dans un tel site et sur une telle échelle.

ANNE REY.

★ Renseignements : Dominique Hauptmann, 33, rue Croulebarbe, 75013 Paris (téléphone 535-49-20) et 535-49-21. Chez Mme Pley (15-50-97-48-68).

■ Les fêtes de la Tolosa d'or donnent lieu les 8 et 10 juillet, à Dijon, à deux jours d'animation médiévale : « bateliers, jongleurs, cortège historique, concert de musique ancienne par les Ménéstriers, tournoi de chevalerie au château de la Colombière.

■ La cinquième Fête de l'été de Valence réunit jusqu'au 23 juillet théâtre, mime, jazz, pop, musique classique et se termine par quatre soirées de l'Amicale latine, avec le groupe Karax et le Cuarteto Cedron.

MARCEL SOULÉ.

L'OR DE LIMOGES

« L'or de Limoges » est le thème de l'exposition qui vient de s'ouvrir dans cette ville, dans la salle des fêtes de la mairie et qui durera jusqu'au 15 septembre. Il ne s'agit pas de l'or jadis extrait dans les environs de Limoges, à Saint-Victor, mais de cet or qui se marie avec la porcelaine. L'exposition scénale des pièces uniques prêtées par le musée national Adrien-Dubouché au pouvoir des collections particulières des porcelainiers de la ville. De l'arrêté du conseil du roi du 16 mai 1784 annonçant la manufacture royale à « décorer ses pièces avec de l'or » — privilège qui était réservé jusqu'alors la manufacture de Sèvres — jusqu'aux dernières techniques qui permettent aux porcelainiers de Limoges de proposer au public des décors de couleur obtenus d'or et d'argent, les œuvres exposées, c'est une histoire de la porcelaine de Limoges qui est ainsi racontée. Parmi les pièces les plus prestigieuses figurent des assiettes dont les services ont été exécutés pour le président Poincaré (1913), le maréchal de Bugeotte (1919), le roi de Roumanie (1920), le roi du Maroc (1957), le président Mitterrand (1969), le roi de Jordanie (1971), la République de Tunisie (1972), le roi Fayçal d'Arabie (1972), le chah d'Iran (1975).

MARCEL SOULÉ.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Patrick Sercu et le mystère du dernier kilomètre

De notre envoyé spécial

Angers. — Installé dans un angle du hall des expositions, Patrick Sercu attendent leur conférence de presse des coureurs qui est l'une des innovations du Tour 1977. Il vient de gagner l'étape Limoges-Angers et se voit la première victoire belge depuis le départ de Fleurance, à rétablir une certaine logique. Cet ancien champion du monde de vitesse n'est-il pas le routier le plus rapide du moment ? Il répond aux questions avec bonne volonté en insistant sur l'aspect technique de sa performance : « J'ai pris un braquet 52 x 12. J'ai pris le vélo en troisième position derrière Luyckx et Van der Vliet, qui s'est débarrassé des 200 mètres. Tous mes équipiers ont été parfaits, en particulier Brasseur, qui a couru à l'entrée de la descente. »

Les journalistes, qui éprouvent tant de difficultés pour dialoguer avec les champions dans la descente de l'arrivée, obtiennent là

des précisions intéressantes. On devine pourtant qu'elles ne satisfont pas totalement leur curiosité et qu'elles ne leur révèlent pas ce qu'ils voudraient vraiment savoir. Un peloton est un cercle fermé et un esprit de peloton un mystère. Comment émerger de cette masse ondulante lancée à 60 kilomètres à l'heure ? Où se situe l'effort décisif ? Que se passe-t-il sous la flamme rouge du dernier kilomètre ? A quel ressemblait cette bataille confuse vue de l'intérieur ? Tout cela, Radio-Tour ne l'a jamais dit, et la télévision ne saurait nous le montrer.

Un sprint se gaine dans les 200 derniers mètres et se prépare pendant plusieurs kilomètres. Il concerne les hommes rapides, adroits, clairvoyants, audacieux et sûrs, qui disposent d'une culture d'une solide équipe, car le travail des auxiliaires est prépondérant. Pour se dégager, comme l'a fait Sercu, d'un groupe de soixante-cinq coureurs, il faut savoir se placer, identifier avec certitude les hommes à battre, deviner les intentions de l'adversaire, avoir le bon réflexe au bon moment. Le bon braquet, bien sûr. Un braquet choisi en fonction du style et du terrain. Il faut encore tenir compte de la direction du vent, du jeu de profil de l'abri, d'attaquer ni trop tôt ni trop tard, manœuvrer l'opposition sans se découvrir prématurément, éviter les pièges, cela va de soi, l'encerclement et la chute toujours possibles.

C'est sans doute pourquoi deux sprints ne se ressemblent pas. Éclairez, qui avait gagné à Bordeaux, n'est classé que dixième à Angers; Villenave, irrésistible à Auch, s'est retrouvé cette fois à la dix-neuvième place.

JACQUES AUGENDRE.

Football

LES SUBVENTIONS DE LA MUNICIPALITÉ LILLOISE

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Pierre Mauroy, député du Nord (P.S.) et maire de Lille, vient de faire voter par son conseil municipal une subvention de 1 300 000 francs qui couvrira du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978 les frais de fonctionnement du centre d'accueil des jeunes footballeurs. Un autre crédit de 3 millions 700 000 francs a été également voté pour l'aménagement du stade. La ville apporte sa participation financière à la société de développement et de promotion du LOSC qui préfigure la société d'économie mixte prévue par la loi d'octobre 1975, mais dont les textes réglementaires n'ont toujours pas été publiés. Pour le maire de Lille, l'assainissement du football professionnel passe nécessairement par la réduction de la masse salariale qui représente neuf dixièmes des dépenses, qui de 1972 à 1976 a doublé. « Il faut, dit-il, substituer à un football de recrutement un football de formation. » — G. B.

ATHLÉTISME. — A Villeneuve-d'Ascq, Marie-Françoise Dubois a amélioré vendredi 8 juillet son record de France de 100 mètres (12 min. 37 sec. 2/10) contre 2 min. 41 sec. 8/10.

● PRECISION. — Avant M. Philippe Chatrier, deux autres Français avaient été élus à la présidence de la Fédération internationale de tennis : MM. Wallet et Borotra (le Monde du 8 juillet).

GRANDEUR ET DÉCADENCE

De notre envoyé spécial

Angers. — Il est trop jeune encore pour que le nostalgique le berce. Trop vieux déjà pour que les illusions le bercent. Lui reste l'amertume, volée par un sourire opaque. Amer, on le serait à moins : n'est-il pas aujourd'hui contraint de fuir à l'avant du peloton — cédant aux ordres d'un directeur parfois irresécable — cet homme qui naguère, des arrières protégés, dressait les plans de batailles, lançait ses coureurs, faisait donner la garde, au risque de tout perdre en voulant triompher ?

Le Tour a sa légende, ses manitous et ses héros, ses vieilles gloires défranchées et ses maîtres bannis. Ses détroits aussi : Gaston Plead est l'un d'eux. Quelque vingt ans durant, il officia sans bruit ni lueur au service de messieurs Peugeot, cette sainte chapelle du vélo. Le voilà désormais simple chauffeur d'une voiture de presse, exilé du peloton, rejeté sur les bas-côtés, suspendu à un pédalier, l'hérétique ? Sinon l'autre-t-il croire que, dans l'égérie du Tour comme dans l'égérie tout court, les saints vont en enfer quand on portait la Curie des Borgia ?

On a voulu lui interdire de suivre la grande boucle quand, licencié par Peugeot après de délicates pressions, il fut choisi comme chauffeur par une agence parisienne. L'intervention énergique d'un homme de presse influent fit tomber les obstacles. Avant-il, comme on l'affirme, menacé de « tout dire » ? Qu'importe. Gaston Plead est encore dans le coup, sinon dans le Tour, en marge mais non en retraite, car il attend, espérant soigneusement que bientôt sonna l'heure de la grande lessive.

Que ferait-il d'autre ? Il est né

sur un vélo, dans un petit village de Touraine où ses parents tenaient un commerce de cycles. Le vélodrome du Blanc n'était pas loin : il y courait avec des jeunes de la région, rêvant comme eux au jour béni où un patron l'emmenerait au Vélodrome de Vincennes. A Paris, c'était le temps des défilés, le titre de « Front pop ». La guerre est venue trop vite. Plead ne sera jamais un grand professionnel. Mais jamais non plus il ne retournera à l'anonymat médié de Saint-Savin-sur-Gartempe.

Entré chez Peugeot en 1957, il a « sorti », dirigé, bichonné, quelques idoles et des cohortes de « sans grade », du vieux Van Stenberg à Merckx encore néophyte, de Brackx qu'il emmènera vers le record de l'heure, à Pinguet et Thévenet. Il a trop connu le milieu pour pouvoir le quitter, incapable, ne serait-ce qu'une année, d'abandonner le grand Tour, ce monde clos où se nouent tant de complicités, se gâtent tant de haines, s'engouffrent tant de querelles autour d'un « argent-trail ».

Alors, même si rien n'est plus comme autrefois, même si l'on ne prend plus le train, musette au dos, pour aller au départ, même si de nos jours — qui l'ignore ? — la valise des critiques n'est plus qu'un cirque au spectacle médiocre, il revient, Gaston, sans illusions, mais sans trop de regrets. Avec un brin d'espoir peut-être : celui de revenir un jour donner un coup de main à Guldard-la-Fronda pour « mettre le bazar dans l'écurie ». L'église, après tout, a bien délayé les Borgia.

DOMINIQUE POUCHIN.

Musique

« CENDRILLON » A L'OPÉRA

(Suite de la première page.)

Le rideau s'ouvre sur le plus étonnant des décors, qu'il faudra bien quelque temps pour apprivoiser avant d'en découvrir la vertu poétique. Décor métallique et non figuratif, comme il est de mode aujourd'hui, d'une esthétique industrielle que ne désavouerait pas Beaubourg, « machine inutile » — la quelle Schoenhardt fait curieusement référence à Marcel Duchamp ! Quel que soit le cheminement bizarre de cette élaboration à partir de l'innocent livret, on dirait plutôt « machine à rêver », car sa justification est de donner beaucoup d'air, de mystère, d'échappées sur ce ne sait quel au-delà dadaïste, qui créent ce curieux arrière-plan de charme à l'œuvre de Rossini.

Point de matérialité, de certitude, de banalité, de bon sens, dans ces structures entre ciel et terre, dont aucune ne repose sur le sol. Autour de la scène monte une grande poussière métallique, l'œuvre récemment à Zurich pour « Un ange vient à Babylone ». A gauche, le château ruineux de don Magnifico est « figuré » par un étroit escalier en colimaçon de quelque quatre-vingts marches (une épreuve pour les artistes qui viennent de chanter des airs épuisants, devant lequel sont empilés, en un savoureux déséquilibre, le fourneau de brique de Cendrillon, le mont-de-piété de la cheminée en forme de pyramide noire, et, sur la pointe de celle-ci, le lit où Magnifico se livre à des ébats vertigineux.

Au centre, un escalier descend de la passerelle et, à droite, le palais de don Ramiro est une cage métallique suspendue à cinq mètres du sol, surmontant une autre plate-forme, le collier où un voleur gigantesque s'empare de vin rouge. On notera aussi que Cendrillon s'envole en ballon sphérique vers le bas et descend du ciel en ascenseur. Partout foisonnent ainsi les symboles modernes du rêve.

Accomplir sans trahir

Rosner et Schoenhardt ont réussi ce que Rancani avait raté à l'Opéra avec « Le Barbier de Séville », dans une conception scénique verticale très semblable, parce que l'œuvre se prêtait pas à ces fuites dans les nuages. Et pourtant, cette mise en scène retrouve le climat féérique de Perrault dans cette œuvre dont Rossini avait justement voulu exclure merveilles et machinerie... Point non plus de toile de fond peinte, mais un cyclorama neutre

(donc « ouvert »). D'admirables jeux de lumière (notamment pour l'orage) élargissent l'environnement cosmique. Et l'étrangeté du climat est encore accentuée par les excellents chœurs de Jean Laforgue, tout de noir vêtus et barbouillés, coiffés d'un haut-de-forme, le plus souvent en silhouettes à contre-jour.

Nous sommes loin de Rossini, diriez-vous. Non pas car, par un extraordinaire effet de « zoom », Rosner s'accommoda « sans cesse » notre regard, au centre de ce gigantesque espace onirique, sur les personnages, saisis, habillés, dessinés à leur niveau de réalité, et joués par des chanteurs pour la plupart exceptionnels. Cendrillon, d'abord, la plus humaine et la plus juste, dans sa robe de servante à la Chardin, c'est Teresa Berganza, merveilleuse, d'un air presque bouillonnant tant elle transfigure son rôle de midinette en grande amoureuse, par ce jeu très intime, par cette voix de satin qui change ses mille fioritures acrobatiques en autant de buissons de roses. A l'opposé, les deux sœurs écarlates (Elisa Lublin et Francine Arrouau) semblent sorties d'une gravure de mode 1830 et leurs gestes de marionnettes répondent à leurs vocalises sèches de rossini méconnaissable, d'une drôlerie cruelle.

Magnifico, le père ridicule (Paolo Montarsolo), résume l'esprit bouffon de Rossini; tête de notable comme le Michel Simon de « Circemontances atténuées », ses mimiques impayables, ses gestes étourdissants d'invention, font un feu roulant parallèle à la musique et digne d'elle. John Brecknock (Ramiro) est plus pâle, avec une jolie voix de ténor dépourvue, un peu claironnant dans les terribles aigus, tandis que Tom Krause s'en donne à cœur joie dans son rôle de valet-maitre aux savoureuses fioritures méconnaissables.

A Roger Sayer (Alidoro) revient la part du rêve, de la magie. Avec sa redingote et sa calotte noires, sa barbe de prophète à la Karl Marx, il est le bon « deus ex machina », le héros positif et respectable sorti d'un roman de Jules Verne qui chante avec un air tendre et fraternel des airs poétiques comme de Mozart.

Étonnante ouverture que celle de ces bons diables débarrassés de Rosner et Schoenhardt qui, pour leurs débuts à l'Opéra, ont su si soigneusement faire chanter Rossini pour l'accomplir, sans le trahir.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 8, 11, 13, 14, 15, 18, 20, 22, 23, 25 et 27 juillet (so. h.) avec deux distributions différentes.

Un orchestre néerlandais à Saint-Merri

Il y avait toute l'été tout à Saint-Merri, pour l'instant grand concert symphonique du Festival du Morais, et l'on s'en réjouit, car l'Orchestre philharmonique de la radio et télévision néerlandaise

est révolté, sous la baguette de Jean Fournet (son chef) depuis de longues années, et a, un superbe ensemble. La tournée qu'il effectue actuellement en France (Tours, La Rochelle, Toulon, Lyon, etc.) aura sûrement fait reconnaître la qualité exceptionnelle des instrumentistes néerlandais, connue surtout jusqu'ici par le Concertgebouw d'Amsterdam.

Saint-Merri lui offrait, il est vrai, une acoustique somptueuse, au moins pour les auditeurs situés dans la nef, pris de là (les musiciens étaient placés, assez heureusement, semble-t-il, dans la bas de l'église, sous l'orgue). Si, trombones et timbales saturés parfois l'espace, les bois ressortaient avec une distinction toute stéréophonique, et les cordes chantaient avec une admirable couleur : la franchise, la richesse et la saveur des attaques introduisaient à la plénitude homogène de sonorités, où chacun ajoutait sa marque propre : il semblait que devenaient quidités le calme, l'intensité et l'équilibre, qui se faisaient sur ces visages.

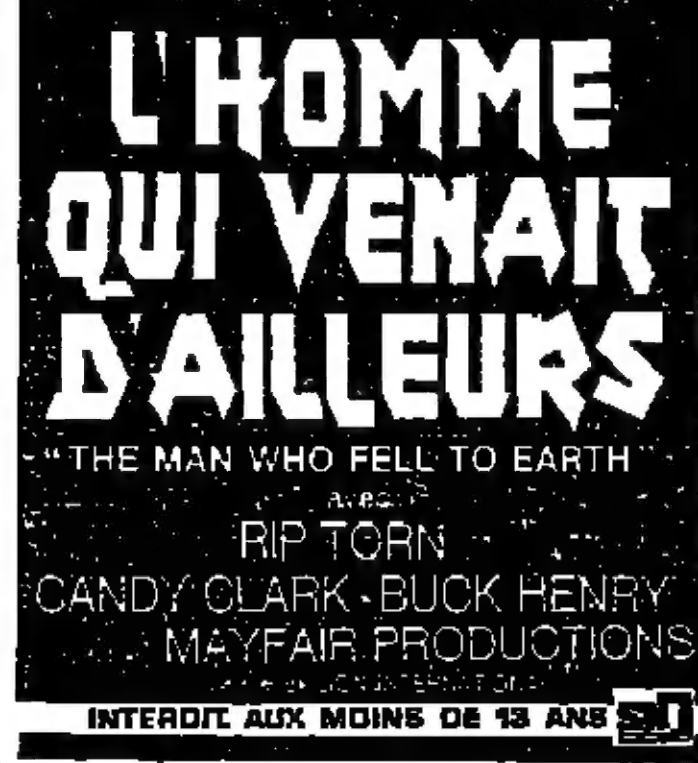
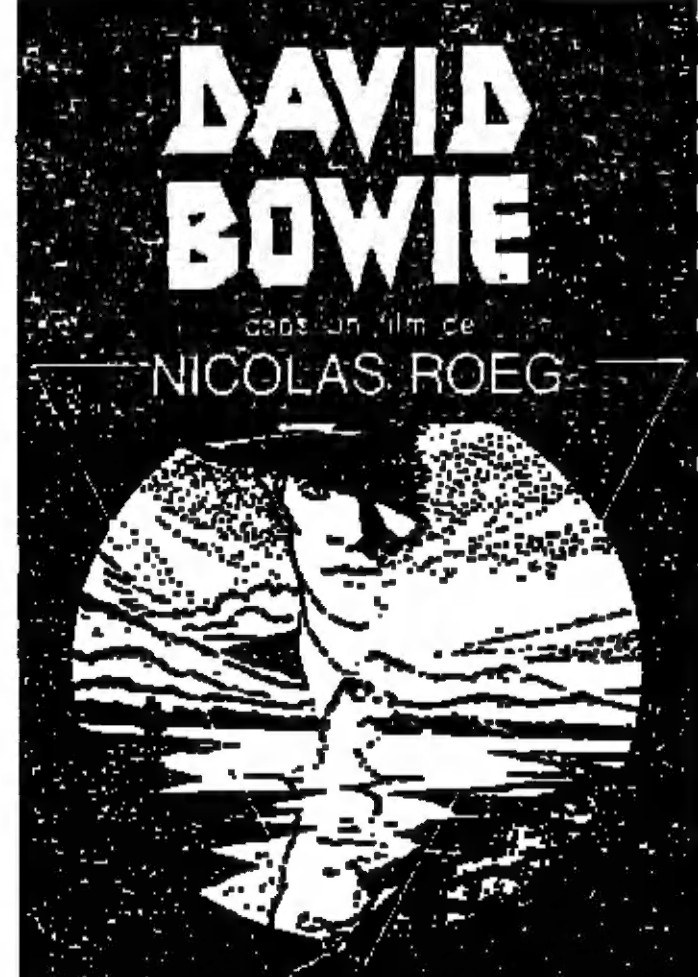
Tout à tour la fierté, la noblesse, la tranquillité et la tendresse, la pompe radieuse de Haendel défilait dans la petite suite de la Water Music arrangée par Sir Hamilton Harty. Le clavieriste de l'orchestre, Sjaef Douma, interprétait le dernier concerto de Mozart avec une exactitude et une simplicité qui laissent s'échapper toute la grandeur de cette œuvre transcendante, dans les deux sens du terme : musique limpide, sans aucune sorte, prophétisant un monde de pureté parfaite, qui garderait la mémoire de tous les carnets humains, du pépiement de l'enfant, de la respiration de l'homme, du souffle du mourant, sans tréquer ni grandiloquence.

Puis Jean Fournet entraînait vigoureusement son orchestre dans les forêts germaniques de la 1^{re} Symphonie de Brahms, forêt merveilleuse toutes murmurantes de vent, soulèves de puis-sances vagues lyriques.

On ne perdait rien de cette musique, qui, dans cette église, vous prenait vraiment par toutes les puissances du corps et de l'esprit. — J. L.

SALLES CLIMATISÉES

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.)
IMPERIAL PATHE (v.o.)
RIVS GAUMONT (v.o.)
CONVENTION GAUMONT (v.o.)
HAUTEUILLE (v.o.)
LES NATION



D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

Du 9 au 14 juillet

BALS ET FOLKLORE À PARIS

Une série de fêtes et de manifestations sont organisées dans les arrondissements de Paris, du samedi 9 juillet au jeudi 14 juillet, dans le cadre de l'opération « Paris-Village » :

- **SAMEDI 9 JUILLET**, de 21 heures à 2 heures du matin, dix-huit bals de quartier seront organisés ;
- **DIMANCHE 10 JUILLET**, à partir de 16 heures, aux mêmes emplacements que les bals du 9 juillet, des spectacles, chants et danses seront présentés par des troupes folkloriques des provinces françaises ;
- **MERCREDI 13 JUILLET**, de 21 heures à l'aube, six grands bals publics auront lieu à grande échelle : aux gares Saint-Lazare, Nord, Est, Lyon, Austerlitz et Montparnasse ;
- **JEUDI 14 JUILLET**, à 22 h. 30, un grand feu d'artifice sera tiré au pied des fontaines du palais de Chailot.

Nord-Pas-de-Calais

L'AGENCE DE BASSIN ARTOIS-PICARDIE EST AU BORD DE LA FAILLITE

(De notre correspondant.)

Lille. — L'Agence de l'eau Artois-Picardie est au bord de la faillite, a affirmé M. Jacques Barre, son directeur. Lors de l'assemblée générale du comité de bassin, qui s'est tenue le 7 juillet à Presles-lès-Montauban (Pas-de-Calais), la raison : le blocage des redevances depuis la mise en vigueur du plan Barre contre l'inflation.

Non seulement l'Agence Artois-Picardie perd la taxe la plus faible de France (5,30 F par an et par habitant), mais elle a maintenant le taux le plus élevé de la région. Cela s'explique, car elle dispose en effet de réserves financières importantes accumulées pour la construction d'un barrage sur la Canche, projet sans cesse différé et maintenant, semble-t-il, abandonné. Ces réserves ont permis de réaliser des actions importantes contre la pollution, mais les agences ne connaissent pas ces difficultés. C'est le cas, par exemple, du bassin Rhin-Meuse, qui avait considérablement augmenté ses redevances en 1976 avant l'application du plan Barre. « Serait-ce normal que ce bassin, qui avait la triste réputation d'être le plus pollué de France, prenne encore du retard par rapport aux autres régions ? » — G. S.

CRÉATION DE PETITS CAMPS POUR NOMADES DANS LE PÉRIMÈTRE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE.

Après l'annulation, par M. André Chadeau, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, de l'arrêt d'expulsion des nomades pris par le maire de la commune de Saint-André, M. André Wauquier (le Monde du 8 juillet), le conseil de la communauté urbaine de Lille a décidé, le 7 juillet, de faire aménager des petits camps pour nomades à la périphérie de plusieurs communes de la région. Trois syndicats intercommunaux, financés par la communauté urbaine, seront chargés de l'implantation des camps (six au maximum, dont celui de Saint-André, qui sera maintenu et réaménagé), qui ne pourront pas accueillir plus de quarante caravanes chacun.

D'autre part, la communauté urbaine prévoit la création d'un centre de 11 hectares, destiné à accueillir les nomades et situé à une quinzaine de kilomètres de Lille, sur l'emplacement du fort désaffecté de Lompre.

En contrepartie, M. Arthur Kottelat, député du Nord et maire de Lamme (P.S.), président du conseil de la communauté urbaine, a demandé au préfet que le maintien de l'ordre public soit garanti dans les communes proches des camps.

Les représentants de plusieurs mouvements régionalistes se sont réunis à Nantes pour préparer la deuxième conférence des minorités nationales, qui aura lieu à Toulouse du 29 au 31 octobre.

Deux thèmes de réflexion ont dominé leurs travaux : le « droit à la différence » et le « droit de vivre et de travailler au pays ». Les organisateurs de cette réunion ont souligné que « l'espoir de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1978 incite les mouvements régionalistes des différentes nationalités (Alsace, Bretagne, Occitanie, Pays basques, Catalogne, Corse) à présenter des revendications communes applicables à bref délai ».

LA DEMI-VICTOIRE DES HABITANTS DE VERNEUIL

« Nous irons encore au bois... »

Drapeau noir, cercueil revêtu d'un drap noir, tentes noires... Les écologistes de Verneuil, dans les Yvelines, affichent leur tristesse. « L'entrepris de déboisement Charogne, le député Coton et M. le préfet (...) ont la très grande joie de vous faire part de la disparition de M. de Vingt Hectares de Pourtires, décédé le 6 juillet 1977, à Versailles. » Manifestation calme et sans incident.

Telle a été la sage réaction — pleine d'humour — des écologistes jeudi soir, 7 juillet, lors de l'assemblée générale des habitants de Verneuil à l'annonce de la signature d'un compromis, après trois semaines d'occupation du bois de Verneuil, entre la municipalité de gauche et la Société immobilière de Verneuil-Vernouillet (S.I.V.V.).

Le 13 juin, la population, animée par le conseil municipal de gauche de la petite ville de Verneuil, sur les bords de Seine, occupe les bois et poursuit l'occupation nuit et jour. Elle entend s'opposer, en dépit des autorisations réglementaires, à la destruction partielle des arbres et à la construction de pavillons. Part audacieux et réussi : la population a répondu aux appels de la mairie et des associations pour interdire l'entrée des engins de travaux publics. Malgré les constats d'huissier et les plaintes de la S.I.V.V., pour atteinte à la propriété privée et à la liberté du travail. De toute la France sont parvenus des messages de solidarité. Mais il

fallait déboucher sur un compromis.

L'accord du 6 juillet prévoit que 158 hectares de bois et taillis — au lieu des 107 prévus — seront préservés ; la S.I.V.V. ne construira que sur 20 hectares... d'où le décès annoncé par les écologistes « de M. de Vingt Hectares » dans la partie du bois réellement appelée... « Pourtires ». Eches ? « Pour nous, un arbre est un arbre. Après trois semaines d'occupation, la destruction de 20 hectares de bois ne saurait être considérée comme une victoire », déclarent les écologistes. « Ce n'est pas un échec, répond le maire. Nous sommes certes déçus de ne pas avoir tout sauvé. Mais nous avons sauvé 158 hectares au lieu de 107. Et c'est une première en France. Nous allons créer une jurisprudence, même si d'autres difficultés — procès en dommages-intérêts — sont prévisibles. »

Victoire ? Eches ? La population présente, plus de trois cents personnes, a applaudi son maire. Les écologistes ont expliqué leur amertume, mais précisant qu'ils acceptaient la règle de la majorité. Sagesse ! Au fond, une demi-victoire exemplaire. Les habitants de Verneuil ont d'ailleurs décidé de poursuivre l'occupation du bois jusqu'au 17 juillet pour veiller à l'application de l'accord. Et le maire a prévenu les éventuels « just-à-tout-les-vaux » que la municipalité ne cautionnerait pas les actions aventureuses.

J.-P. D.

EQUIPEMENT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE TRACÉ DES AUTOROUTES ALPINES MÉCONTENTE LES RESPONSABLES DE VALENCE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — La non-programmation de l'autoroute Grenoble-Valence dans le plan autoroutier présenté par le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire le 15 juin 1977 est intervenue par les responsables de la chambre de commerce et d'industrie de Valence comme un « *maxi-coup* » porté à l'économie de cette région au profit de la métropole lyonnaise. « Il apparaît singulier que l'on se précipite pour faire Lyon-Grenoble, sans terminer le désenclavement des Alpes du Nord par Grenoble-Valence », déclare M. René Pierrières, président de la chambre de commerce. Au kilomètre de cette autoroute serait l'un des plus bas de France. Seul obstacle : la présence de trois cent mille nœuds dans la vallée du Rhône, Grenoble-Valence. Cependant, le dernier tracé étudié réduit à 1 % l'abaissement des nœuds existants. Les chambres de commerce et d'industrie de Grenoble et de Valence demandent donc au gouvernement de revenir sur sa position et d'accepter de faire connaître le tracé à l'enquête publique.

CLAUDE FRANCHILLON.

ENVIRONNEMENT

LES MANIFESTATIONS A CREYS-MALVILLE SERONT DES RASSEMBLEMENTS « NON VIOLENTS »

déclarent les écologistes

Diverses organisations appelant à la manifestation antinuclear à Creys-Malville, les 30 et 31 juillet, ont affirmé jeudi 7 et vendredi 8 juillet à Grenoble le caractère non violent de ces rassemblements.

Après avoir été reçus par le directeur du cabinet du préfet, les responsables de la coordination des comités de Malville ont déclaré : « Nous voulons couper court à tous les bruits qui sont répandus, et nous affirmons que tous les comités Malville à l'unanimité ont décidé d'organiser un rassemblement non violent et une marche pacifique. » « Mais, ont-ils ajouté, comment pouvons-nous garantir la non-violence si M. le préfet de l'Isère ne répond pas à toutes nos questions, notamment sur le problème de l'habébergement des manifestants ? »

À la préfecture de l'Isère on déclare ne pas pouvoir tolérer « que certains manifestants, ainsi qu'ils l'annoncent, pénètrent sur le chantier de la future centrale nucléaire et qu'ils détruisent toutes les installations qui y trouvent déjà. Dans ce cas, ils devraient prendre l'entière responsabilité des affrontements qui pourraient avoir lieu avec les forces de l'ordre ».

TRANSPORTS

NOMBREUSES RÉACTIONS APRÈS LA NOUVELLE DÉCISION PRISE CONTRE « CONCORDE »

M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a reçu, vendredi 8 juillet, M. Arthur Barreau, nouvel ambassadeur des États-Unis. Au cours de cet entretien, il indique à son Quai d'Orsay, M. de Guiringaud a appelé l'attention de l'ambassadeur des États-Unis sur les conséquences de la décision du PONTA (autorité du port de New-York) d'ajourner une nouvelle fois l'autorisation d'atterrissage du Concorde à New-York. Le ministre des affaires étrangères a souligné qu'il s'agissait là, aux yeux du gouvernement français, d'une affaire majeure pour les relations franco-américaines.

Pour le comité de soutien à Concorde, la décision du PONTA de prolonger l'interdiction d'atterrissage à New-York du super-sonique franco-américain est une confirmation de la scandaleuse manœuvre menée aux États-Unis contre le premier avion super-sonique commercial.

Le comité de soutien à Concorde

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

LE CHOMAGE À LÉGÈREMENT DIMINUÉ EN JUIN

Nuremberg (A.F.P.). — Le nombre de chômeurs en Allemagne fédérale a baissé en juin de 15 500 pour s'établir à 921 000. Le pays comptait 921 000 personnes sans emploi en juin 1976. Le mois dernier, le taux de chômage représentait 4,1 % de la population active, contre 4,2 % en mai.

Le nombre de chômeurs partiels s'est également réduit de 80 600 pour se situer à 358 500. Les offres d'emplois ont augmenté de 19 000, s'élevant à 261 900.

Cette diminution du chômage est due à des facteurs saisonniers, souligne l'Office fédéral du travail, la situation du marché de l'emploi ne s'étant pas améliorée au cours du premier semestre de 1977. Compte tenu des corrections saisonnières, le nombre de chômeurs est toujours supérieur au million (1 030 000 en juin, contre 1 020 000 en mai).

Cependant, l'indice de la production industrielle a baissé en R.F.A. de 2 % en mai par rapport à avril. La diminution est de même importance pour les commandes à l'industrie. Au cours de la période avril-mai, par rapport aux deux mois précédents, les commandes ont baissé de 0,5 %. Les commandes en provenance de l'étranger ont toutefois progressé de 1,5 % (+ 10 % pour les biens de consommation, + 0,5 % pour les biens d'investissement, mais - 1,5 % pour les biens de production).

FAITS ET CHIFFRES

Économies étrangères

● **Augmentation du chômage aux États-Unis.** — Le mois de juin a été marqué par une augmentation de deux cent dix mille chômeurs, annonce le 8 juillet, le département du travail de Washington. Le nombre des chômeurs atteint sept millions de personnes, soit 7,1 % de la population active (contre 6,9 % au mois de mai). Dans le même temps, l'indice des prix de gros a enregistré une baisse de 0,6 %, tandis que le département du commerce, C'est le plus fort recul enregistré depuis quatre ans.

● **Le déficit de la balance commerciale yougoslave** pour le premier semestre se monte à l'équivalent de 10 milliards de francs, selon des statistiques publiées le 8 juillet par le ministère du commerce extérieur de Belgrade. Par rapport à la même période de 1976, les exportations ont augmenté de 6 %, alors que les importations se sont accrues de 37 %. — (U.P.I.)

Prix

● **La campagne « fruits et légumes »** lancée le 1^{er} juillet par le secrétariat d'État à la consommation (le Monde du 2-4 juillet), visant à faire connaître « les justes prix » des fruits et légumes de saison, s'appuiera essentiellement sur la presse quotidienne et locale des huit régions où sera indiquée une « fourchette » de prix minima et maxima pour les pommes de terre, les tomates blanches et jaunes), les tomates Guyot, les raisins, les poires et les artichauts. Un guide express du consommateur sera diffusé à quatre cent mille exemplaires dans les gares. Des permanences tenues par des associations de consommateurs sur les lieux de vacances pour informer les consommateurs.

(Publié)

DÉPARTEMENT DES LANDES

Autoroute de la Côte Basque - A 63

Section MAIGNON - SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE

Enquête complémentaire dans la section « Ruisseau du Moulin de Pay - SAROS » sur les communes de ONDRES - SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX et TARNOS

La Préfecture des Landes communique :

Le public est informé que, par arrêté du 20 juin 1977, M. le Préfet des Landes a prescrit à la fois une enquête complémentaire préalable à la déclaration d'utilité publique de la construction de l'autoroute A 63 dans sa section « Ruisseau du Moulin de Pay - SAROS » et une enquête publique sur la modification des plans d'occupation des sols du ONDRES, SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX et TARNOS sur le territoire des communes.

Cette enquête sera ouverte à la Préfecture des Landes à MONT-DE-MARRAN pendant vingt jours pleins et consécutifs, du 13 juillet 1977 au 2 août 1977, où les personnes intéressées pourront consulter les plans et les documents annexes, ainsi que les observations et journaux de l'enquête, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h et produire, s'il y a lieu, leurs observations, qui seront consignées sur un registre spécial.

Aux mêmes jours et heures, un dossier subsidiaire sera déposé dans les mairies de ONDRES, SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX et TARNOS.

Après ladite enquête, les conclusions de la Commission d'enquête seront déposées en Préfecture des Landes, à MONT-DE-MARRAN, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance.

MONT-DE-MARRAN, le 29 juin 1977.

LE PRÉFET.

En Suède

UNE COMMISSION SUR L'ÉNERGIE RECOMMANDE LE RECOURS AUX CENTRALES NUCLÉAIRES

La Suède ne pourra pas assurer ses besoins en énergie dans les vingt prochaines années sans centrales nucléaires, indique un rapport remis le 7 juillet au gouvernement par une commission d'enquête nationale sur l'énergie. Bien que la commission ait étudié tous les moyens pouvant remplacer le nucléaire, les alternatives ne suppriment pas le besoin de centrales nucléaires fonctionnant au maximum de leur capacité, indique le rapport.

Une plus forte économie dans les importations de pétrole nécessiterait même l'installation de vingt-sept nouvelles centrales dont deux sur des réacteurs. Il faudrait alors construire une usine d'enrichissement de l'uranium.

Ces conclusions auront vraisemblablement de sérieuses répercussions à Stockholm, le parti du centre, au pouvoir depuis septembre 1976, s'étant prononcé contre l'implantation des centrales nucléaires lors de la campagne électorale. — (A.F.P.)

Après le rejet de la T.V.A.

LE GOUVERNEMENT SUISSE AUGMENTE LES IMPÔTS

Berne (A.F.P.). — Le gouvernement helvétique a annoncé le 7 juillet son intention d'augmenter les impôts indirects et les taxes sur le tabac. Il a également décidé de diminuer les subventions à divers produits (pain et viande). Ces mesures, qui ont été repoussées à l'automne, ont été décidées par le Conseil fédéral, qui a répondu à l'augmentation des taxes sur l'alcool, déjà très élevées, et à réduire les aides au fonds de retraite.

Ces mesures entrèrent en vigueur entre l'automne et le printemps prochain, sous réserve de l'accord du Parlement et des résultats de deux référendums. Elles visent à procurer les 3 milliards de francs suisses que le gouvernement attendait de l'instauration de la T.V.A., rejetée lors d'un référendum, le 12 juin (le Monde des 11 et 14 juin).

PATRONAT

LA POLITIQUE

DE M. GISCARD D'ESTAING NOUS A RUINÉS

déclare M. Beghin

M. Ferdinand Beghin, ancien P.O.G. du groupe Beghin-Say, déclare dans une interview Paris-Match que si son groupe a subi des pertes l'an passé, c'est le résultat de la politique de M. Giscard d'Estaing, qui nous a ruinés d'année en année. (...) Pendant quinze ans (il) a été ministre des finances et de l'économie (...). Le système qu'il appliquait le ministre des finances c'est le blocage des prix et l'obligation pour l'industrie de vivre en s'endettant. Et, en s'endettant, elle tombe entre les mains de l'État. Elle est alors déstabilisée. C'est ce qui s'est passé dans la sidérurgie. M. Beghin estime cependant que M. Barre a accompli la publication du rapport du Conseil des impôts a donné lieu à une loi qui ne nous donne pas la prospérité mais qui nous permet tout de même de vivre ».

EMPLOI

UNE ANTENNE PARISIENNE DE L'AMPE EST DÉBORDÉE PAR LES CHÔMEURS

Invité par les chômeurs à s'expliquer sur les retards qui interviennent dans l'acceptation de leurs dossiers, le personnel de l'Agence nationale pour l'emploi, située 18, passage des Saints-Simoniens, à Paris (20^e), a organisé, le jeudi 7 juillet, une « assemblée générale avec le public » au siège de l'agence. En temps ordinaire, on déclarait les employés, les effectifs de l'agence s'élevaient à vingt-sept personnes. Il n'y en a actuellement qu'une douzaine, en raison des congés ou de maladie.

Certains demandeurs d'emploi doivent parfois attendre quatre ou cinq fois pour obtenir le règlement de leur dossier, et les files d'attente s'allongent désespérément.

Les sections C.F.D.T. (majoritaire) et C.G.T. ont demandé aux élus locaux de la gauche d'intervenir, car la situation risquerait, selon elles, de se généraliser. Ceci, en attendant la réaction de l'administration intéressée. Des incidents similaires sont signalés notamment dans une antenne locale du troisième arrondissement.

SECTEUR PUBLIC

M. BERGERON : tout serait remis en question si les engagements de M. Barre n'étaient pas tenus.

Les ententes relatives aux salaires, qui ont été successivement le P.O.G. et la S.A.T.P. et le S.G.S. et au sein duquel d'État à la fonction publique, n'ont finalement apporté aucun élément nouveau aux représentants des personnels. En effet, les négociations ne reprendront avant septembre.

Tous les syndicats (à l'exception de F.O. et des autonomes, à la S.A.T.P. relativement optimistes), ont exprimé leur vif mécontentement.

Commentant ces ententes, M. André Bergeron, secrétaire général du P.O.G., a déclaré, à La Roche-sur-Yon, qu'il regrette que « la discussion se soit mal passée dans la fonction publique. Elle pouvait se dérouler autrement si on avait tenu compte de la situation réelle ». « Je sais bien, a-t-il dit, que le gouvernement ne veut rien lâcher avant septembre de crainte de déclencher à nouveau le processus inflationniste. (...) Je sais également que si les engagements explicitement pris par M. Raymond Barre n'étaient pas tenus, alors tout serait remis en question ».

FISCALITÉ

Le rapport du Conseil des impôts

VIVE RÉACTION DU C.N.P.F.

Le C.N.F.P. dénonce, vendredi 8 juillet, dans un communiqué, « les simplifications, les omissions ou les erreurs d'interprétation » qui se trouvent dans le rapport du Conseil des impôts a donné lieu à une loi qui ne nous donne pas la prospérité mais qui nous permet tout de même de vivre ».

« On ne peut, poursuit le C.N.F.P., isoler l'impôt sur les bénéfices par le nombre considérable d'impôts payés par les entreprises pour en tirer la conclusion que celles-ci paient des « impôts ». En fait, et le Conseil des impôts reconnaît lui-même que les entreprises collectent 75 % du total des impôts et charges sociales payés en France et que ce pourcentage est un record mondial. Seule, la Suède a un pourcentage plus élevé ».

ÉNERGIE

LIVRAISON DE GAZ ALGÉRIEN AUX PAYS-BAS ET À L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La Sonatrach vient de signer avec Ruhrgas et Salzgitter-Potsdam, deux sociétés ouest-allemandes, et Gascogne des Pays-Bas, un contrat portant sur la livraison de 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquifié par an pour vingt ans. Ce contrat débitera dans les premières années de 1981 et il porte, selon des sources allemandes, sur 30 milliards de deutschemarks.

Baisse du sucre et du coton

La baisse du sucre et du coton...

MARCHE MONÉTAIRE

lissement des taux

lissement des taux...

SACRIFIÉ D'ISRAËL

SACRIFIÉ D'ISRAËL...

27/12/1970

LEGEREMENT UNE COMMISSION DE L'ENTREE
M. AON RECOMMANDE LA RECOURS
AUX CENTRALES NUCLEAIRES

Après le retour de l'U.A.

LE GOUVERNEMENT SUISSE
AUGMENTE LES IMPOTS

ITS
IFFRES

EFFETS

PATRONAT

LA POLITIQUE

DE M. GILLES D'AMAND

NOTES A LIRE

SCIENCE M. BENOIT

DEPARTEMENT DES LANDES

ANNONCE SAINT-GEOURS DE MARIGNY

MATIÈRES PREMIÈRES

Baisse du sucre et du coton

L'année en cours s'annonce sous un jour prometteur pour quelques pays producteurs de matières premières. Le cacao a été le produit le plus favorisé, enregistrant une hausse de 40 % à 50 %, selon les places, depuis le 1er janvier. L'étain (+ 13 %) et le plomb (+ 8 %) ont suivi. En revanche, le café se retrouve désormais à des niveaux inférieurs de 20 % à ceux de la fin de l'année 1976 et de 40 % par rapport aux cours records touchés durant les premiers mois de l'année.

La baisse atteint 20 % sur le zinc et 10 % sur le cuivre. Les cours du caoutchouc, du blé et du coton sont légèrement inférieurs également. Bref, le « boom » sur les matières premières semble pratiquement avoir tourné court. Cette tendance se confirmera-t-elle au cours des prochains mois ?

MÉTALUX. — Les cours du cuivre ont enregistré de vives fluctuations en fonction de l'évolution des négociations relatives au renouvellement des contrats de travail dans les raffineries américaines. La grève n'a eu aucun impact sur le marché en raison des stocks mondiaux surabondants. Cette situation a donc amené les principaux producteurs américains à réduire de 3 cents par livre le prix de leur métal raffiné, ramenant à 208,50 le cuivre.

Cours des principaux marchés du 8 juillet 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebar), comptant 730 (731) à trois mois 747 (750) ; étain, comptant 945 (945) à trois mois 970 (970) ; plomb 220 (219) ; zinc 212,50 (208).
TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct. 61,30 (61,2), déc. 59,30 (60,48) ; laine (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée & sec), oct. 228 (234) ; jute (en dollars par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (41), — Bonheis (en francs par kilo) : laine, juil. 23,05 (22,60). — Calcutta (en roubles par maund de 82 lbs) : jute, 525 (565).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : S.S.5, comptant 48-49 (48,50-50) ; Singapour (en nouveaux cents des Etats-Unis) : 190,75-191,25 (190-190,50).

DERIVÉS. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 198,10 (193,50) ; déc. 178,50 (177,25) ; sucre disp. 7,30 (7,75) ; sept. 7,58 (8,14) ; café sept. 237,50 (235,50) ; déc. 238 (240,50). — Londres, en livres par tonne) : sucre août, 108,90 (118) ; oct. 114,20 (120,70) ; café sept. 2340 (2370) ; nov. 2325 (2355) ; cacao, sept. 2115 (2125) ; déc. 2408 (2350). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 2405 (2420) ; déc. 2100 (2120) ; café sept. 1835 (1850) ; nov. 1880 (1900) ; sucre par tonne) août, 1045 (1062) ; oct. 959 (1044).

CEREALES. — Chicago (en cents par bush) : blé sept. 243 (245) ; déc. 233 (238) ; maïs sept. 224 1/2 (226) ; déc. 220 (220 3/4).

Les variations importantes des cours de l'argent à Londres, malgré la reprise par l'index des exportations de ce métal. Ce pays dispose de stocks importants.

TEXTILES. — Fichtelmann des cours du coton à New-York. La production mondiale de la saison 1977-1978 est évaluée, par le Comité consultatif international, à 64 millions de balles contre 57,8 millions en 1976-1977, en raison d'une sensible augmentation de l'exportation. Le report, compte tenu de l'accroissement de la consommation mondiale (61,8 millions de balles en 1976-1977 contre 62,7 millions de balles en 1975-1976), s'établit à 19 millions de balles contre 23,7 millions de balles en 1976-1977.

DERIVÉS. — Repli sensible des cours du sucre sur l'ensemble des marchés. Une firme privée états-unienne a annoncé la production de 1977 à 23,3 millions de tonnes, en augmentation de 3 millions de tonnes sur ceux de 1976 à un an. La hausse précédente a été consolidée sur le marché du cacao. La récolte mondiale de fèves sera déficitaire de 45 000 tonnes au lieu de 36 000 tonnes, prévoit une firme britannique pour la saison 1977-1978. Ce facteur favorable a été dénoté en grande partie par des rumeurs relatives à une diminution plus importante que prévue des récoltes de second trimestre dans les principaux pays consommateurs.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Glissement des taux

Le taux de l'argent au jour le jour a encore baissé d'un cran cette semaine, revenant à 8,5/8 % jeudi et vendredi, contre 8,5/4 % précédemment. La Banque de France n'est pas intervenue et a laissé le marché s'établir en fonction des données extérieures, notamment des dépenses du Trésor, qui ont été abondantes, et ont ainsi fourni des liquidités.

En attendant, la Banque de France maintient à 8,7/8 % son taux d'intervention sur bons du Trésor à un mois, et tant qu'elle se cantonnera dans cette attitude, il ne se produira sans doute rien.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	4 juillet	5 juillet	6 juillet	7 juillet	8 juillet
Termes...	45 657 667	39 300 364	41 247 845	48 836 547	34 004 381
Comptant...	106 774 241	68 274 563	129 080 822	123 943 504	75 575 182
R et obl...	30 394 222	34 383 108	30 544 604	37 003 181	38 729 130
Actions...	183 828 130	141 968 035	200 873 371	209 783 243	142 398 693

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)

	8 juillet	7 juillet	6 juillet	5 juillet	4 juillet
Val. franc.	89,6	88	87,8	87,6	87,2
Etrang.	99,6	99,4	99,2	98,6	98,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	8 juillet	7 juillet	6 juillet	5 juillet	4 juillet
Tendance...	94,9	93,8	93,6	93,3	93,2
Indic. gén.	58,5	57,7	57,4	57,3	57,1

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

	Nom	Val.	en	titres	cap. (F)
C.N.R. 3 %	9 980	18 488 815			
Michelin	11 620	14 659 220			
4 1/2 % 1978	22 080	5 081 530			
Air Liquide	15 825	5 547 882			
B.N.P.-Gerv. Dan.	9 956	4 765 082			

(*) Quatre séances seulement.

Les indices hebdomadaires de la Bourse de Paris seront publiés dans la première édition du Monde daté 12 juillet.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

BATAILLE ÉPISTOLAIRE

Dans le conflit pour le contrôle de la Compagnie de navigation mixte, après les premières bordées qui ont pour effet de donner au groupe Belmas-Vieljeux 29,7 % du capital, les adversaires continuent à se lancer des lettres respectives pour clamer leur conviction et leur bon droit. M. Fournier, président de la Mixte, accuse la B.N.P. de préparer le dépeçage de son groupe en y voyant le moyen de mettre fin à l'affairement judiciaire qui les oppose sur l'affaire Leclercq. M. Christian Vieljeux a la conviction que son projet de nouvelle O.P.A. sur les nouvelles actions créées en échange de ceux de la C.N.L. Le Monde S.A. pourra être lancé après la clôture de la première le 13 juillet, à un prix supérieur (sans doute 210 F contre 190 F). En attendant, les cours se maintiennent au-dessus de 250 F. On ne savait pas que les actions de la Mixte valaient si cher...

Bourse de Paris

SEMAINE DU 4 AU 8 JUILLET

A L'ÉCOUTE DE « CARPENTRAS »

Qu'on le veuille ou non, le bruit de la politique trouve toujours un écho sous les verrières du palais Brongniart. La Bourse de Paris en a administré une nouvelle preuve tout au long d'une semaine marquée par un repli de 2 % en moyenne des valeurs françaises.

Dès lundi, après deux séances consécutives de hausse, les observateurs laissent entendre que le ressort du marché faisait preuve depuis trois semaines d'une tendance à se détendre. De fait, la progression des cours se ralentissait et faisait place, le lendemain, à un repli d'un anvergne un peu surprenant (1,2 %) en l'absence d'éléments vraiment négatifs. Sans doute, les opérateurs en tiraient-ils conclusion, puisant, au cours des trois semaines suivantes, le marché parvenait à défendre un peu mieux ses positions et n'enregistrait qu'un léger effritement, qui, pour être lent, n'en fut pas moins continu.

Deux facteurs semblent directement à l'origine de ce mouvement.

D'une part, il n'est pas douteux que les remous enregistrés sur les marchés des changes, avec la forte baisse du dollar, aient quelque peu « refroidi » les investisseurs étrangers, qui, jusqu'ici, procédaient quotidiennement à des acquisitions de valeurs françaises. Au surplus, personne autour de la corbeille n'avait la faiblesse d'imaginer que ces achats allaient se poursuivre sans discontinuer. Les étrangers, comme les Français, appliquent des méthodes de gestion qui excluent la politique du « tout-dans-le-même-panier ».

Mais, ce qui est plus préoccupant et constitue le second élément d'explication, les opérateurs français ne paraissent pas avoir pris le relais d'une demande extérieure faiblissante.

Certes, une partie de la clientèle et des gestionnaires des charges d'agent de change est en voyage. Bien sûr, les déclarations peu réjouissantes de M. Ceyrac à sa sortie de l'Élysée, où il fut reçu lundi par le président de la République, n'étaient pas de nature à déclencher un nouvel élan d'optimisme autour de la corbeille. Quand le « patron des patrons » se dit « préoccupé par la dégradation de la situation dans des secteurs industriels aussi importants que le bâtiment ou le textile », les boursiers dressent l'oreille. Mais cela n'explique pas tout. Les habitudes du palais Brongniart avaient aussi la possibilité de prêter une attention particulière à la perspective, évoquée par M. Cavallé, de mesures fiscales favorables aux augmentations de capital. Ou — pourquoi pas ? — de se réjouir des propos de M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, selon lequel « la Bourse est une institution essentielle pour l'économie du pays ». Il ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Tout simplement parce que les jours qui précèdent un discours, qualifié d'« historique » par le chef de l'État lui-même, ne sont jamais, dans les milieux financiers comme ailleurs, propres à susciter les initiatives.

Cette perspective a, au contraire, un effet stérilisant certain. Sauf, peut-être, pour quelques spéculateurs habiles qui ne craignent pas à jouer le succès ou l'insuccès d'une telle démarche.

Si l'on en croit l'orientation des cours, il apparaît que ces opérateurs, d'une catégorie un peu spéciale, aient parié sur la seconde hypothèse. Les prochaines séances nous diront s'ils ont fait le bon choix. En tout cas, à la veille du week-end et à quelques heures de l'événement de Carpentras, l'atmosphère était plutôt sereine dans les allées « officielles » du marché financier. De là à engager les paris, il y avait un pas que bien peu ont franchi.

PATRICE CLAUDE

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La baisse s'est ralentie

Au cours d'une semaine réduite à six séances en raison de la célébration de lundi des fêtes de l'indépendance, la baisse des valeurs s'est poursuivie à Wall Street, mais à un rythme nettement moins rapide que précédemment.

On a vu, vendredi à l'indice Dow Jones a perdu 4,66 points (contre 17) pour s'établir à 907,59. Aucune nouvelle particulière ne paraît à l'origine de la poursuite du mouvement de baisse. Ce dernier demeure, en grande partie, lié aux préoccupations concernant un éventuel ralentissement économique au second semestre. L'augmentation du chômage en juin — il a touché 7,1 % de la population active contre 6,9 % en mai — a confirmé les inquiétudes de certains opérateurs. R.A. revanche, l'annonce d'une baisse de 0,4 % de l'indice des prix de gros pour le même mois (la plus forte baisse depuis quatre ans) n'a pas déclenché la vague d'achats que certains espéraient.

Il reste que l'activité a été bien soutenue, les échanges portant sur 83,66 millions de titres (en quatre séances) contre 99,10 millions pour cinq séances.

	Cours 1er juil.	Cours 8 juil.
Alcoa	52 7/8	52 1/4
A.T.T.	61 1/4	62 3/4
Boeing	37 7/8	37 7/8
Chrysler	32 1/8	32 1/8
D.P. de Nemours	118 1/4	114 3/8
Sartman Kodak	39 3/8	39
Exxon	53 1/4	53
Ford	46 7/8	45 3/8
General Electric	34 1/8	33 3/4
General Motors	33 1/8	33 1/8
Goodyear	29	28 3/8
I.B.M.	251 3/4	250 1/8
I.T.T.	35 3/8	35 1/2
Kennecott	28 1/2	28 1/2
Mobil Oil	58 1/4	58 1/8
Pfizer	28	27 5/8
Schlumberger	88 5/8	88 3/8
Texas	28 1/8	28 3/8
U.A.I. Inc.	39 3/4	39
Union Carbide	48 1/2	48 3/8
U.S. Steel	38 5/8	38 3/8
Westinghouse	21 5/8	21 3/8
Xerox Corp.	48 1/8	47 1/2

FRANCFORT

	Cours 1er juil.	Cours 8 juil.
A.R.G.	90	88,50
B.A.P.	159	159
Bayer	135,50	135,50
Commerzbank	187,80	183,40
Deutsche	140,70	141
Mannesmann	169,30	154,20
Siemens	264,80	270
Volkswagen	178,50	179

LONDRES

Assez sensible repli

Les valeurs industrielles se sont assez sensiblement repliées cette semaine à Londres, où les inquiétudes d'ordre social qui pèsent sur les cours dès la semaine précédente se sont révélatrices. L'indice du « Financial Times » est revenu de 451,2 à 443,7 vendredi 8 juillet.

Comme les opérateurs le craignent, les syndicats des mineurs et des transporteurs se sont prononcés contre le renouvellement du « contrat social » et pour le retour à la libre négociation des salaires. Ces décisions ont provoqué un viril repli, qui fut partiellement compensé, à la veille du week-end, devant la détermination du gouvernement d'arrêter toute coalition à un compromis avec les TUC (syndicats).

	Cours 1er juil.	Cours 8 juil.
Bowater	177	175
Brit. Petroleum	338	338
Courtauld	129	127
De Beers	258	269
Free St.	225 3/4	220
Gr. Unit. Stores	225	220
Imp. Chemical	482	481
Shell	553	551
Vickers	187	181
War Loan	28	25,50

TOKYO

Redressement

A quelques jours des élections sénatoriales qui devraient se dérouler le 10 juillet dans le pays, les opérateurs japonais se sont montrés relativement confiants et l'indice général de la Bourse est remonté de 776,85 à 797,13.

La forte hausse du yen, qui avait provoqué un net recul de toutes les grandes valeurs de sociétés exportatrices, a été remisée au second plan de l'actualité.

La perspective de nouvelles mesures de relance pour le bâtiment et les travaux publics a permis aux titres spécialisés de bénéficier d'une demande accrue, qui a entraîné une grande partie du reste de la cote.

FRANCFORT

	Cours 1er juil.	Cours 8 juil.
A.R.G.	90	88,50
B.A.P.	159	159
Bayer	135,50	135,50
Commerzbank	187,80	183,40
Deutsche	140,70	141
Mannesmann	169,30	154,20
Siemens	264,80	270
Volkswagen	178,50	179

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Nouveau et vif recul du dollar sensible avance des monnaies fortes

Le DOLLAR a connu cette semaine un nouvel accès de faiblesse, fléchissant très sensiblement par rapport aux monnaies fortes (deutschemark, franc suisse et yen), qui ont été vivement recherchées dans des marchés nerveux. Comme précédemment, la LIVRE et la LIRE l'ont suivi dans sa baisse, tandis que le FRANC FRANÇAIS, le FRANC BELGE et le FLORIN, évoluant de conserve, prenaient un peu de retard par rapport aux monnaies fortes, tout en se revalorisant par rapport au dollar.

Dès le début de la semaine, la chute de la monnaie américaine reprenait, et s'accélérait considérablement, à une cadence que les cambistes n'avaient pas observée depuis des mois. A Paris, le DOLLAR, qui valait encore 4,92 francs le ven-

champs libre à la spéculation en début de mois et les transferts habituels d'une monnaie à l'autre ont accéléré le processus.

A la base, on retrouve évidemment la perspective d'un déficit record de la balance commerciale américaine (20 à 25 milliards de dollars en 1977), le niveau encore très bas du taux d'intérêt aux Etats-Unis et la faiblesse du taux d'inflation en Allemagne fédérale et en Suisse. Le facteur déterminant, cette fois-ci, a été la décision prise par les gouvernements des pays à excédent commercial important de laisser leurs monnaies se revaloriser, satisfaisant ainsi les désirs, mieux, les exigences, du gouvernement américain.

A signaler, enfin, deux mouvements en sens inverse. La

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	FRANC FRANÇAIS	FRANC BELGE	MARK	FRANC SUISSE	FLORIN	LIRE ITALIENNE
Londres...	—	1,7380	8,3789	4,1798	3,9688	61,6276	4,2312	1819,44
New-York...	1,7280	—	8,4625	4,2377	4,0325	61,9738	4,2574	1821,94
Paris.....	1,7282	—	29,3272	40,8936	42,7350	2,7794	40,4840	0,1131
Dortm.	8,7389	4,6715	—	200,47	211,16	12,5851	198,02	5,5144
Dortm.	8,4625	4,6715	—	199,89	210,23	12,5828	198,76	5,5092
Dortm.	4,1798	4,2380	49,8819	—	105,3315	6,7820	98,7804	2,7307
Dortm.	4,2377	4,2635	50,0782	—	105,2777	6,8273	99,3333	2,7844
Dortm.	3,9688	2,3070	47,3570	94,9332	—	4,4387	93,7804	2,6113
Dortm.	4,0325	2,3400	47,5638	94,9668	—	4,4915	94,5454	2,6418
Dortm.	61,6276	35,8300	7,3550	14,7448	15,5399	—	14,6550	4,0559
Dortm.	61,9738	36,0390	7,3233	14,6235	15,3974	—	14,5573	4,0722
Dortm.	4,2312	2,4680	50,9777	101,234	106,6319	8,8657	—	2,7846
Dortm.	4,2574	2,4750	50,9999	100,4668	105,7692	8,8692	—	2,7974
Dortm.	1519,44	823,48	181,34	363,83	382,92	24,8533	339,10	—
Dortm.	1521,94	825,75	179,84	359,14	378,09	24,5359	337,47	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemark, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

dredi précédent, revenait en dessous de 4,90 francs l'unité, pour le lendemain, fléchir à 4,87 francs, avant de se relever à 4,88 francs, au plus bas depuis dix mois. A Francfort, le même DOLLAR passait de 2,34 deutschemark à la veille du week-end à 2,31 deutschemark mardi. Zurich, il s'effondrait littéralement (de 2,4630 francs suisses à 2,4380 francs suisses) et, à Tokyo, il glissait de 265 yens à moins de 264 yens. Mercredi, néanmoins, une discrète action des banques centrales stabilisait quelque peu les cours, mais jeudi et vendredi le recul de la baisse du dollar reprenait, et la semaine s'achevait, au plus bas, c'est-à-dire 4,8715 francs à Paris, 2,3070 deutschemark à Francfort et 2,43 francs suisses à Zurich. Seule exception, la place de Tokyo, où la Banque du Japon achetait une centaine de millions de dollars pour le faire remonter aux environs de 285 yens.

Vif repli du DOLLAR certes, mais aussi une baisse des monnaies fortes, à tel point que le FRANC FRANÇAIS, le FRANC BELGE et le FLORIN ont quelque peu « décroché » par rapport à ces monnaies, comme le prouve le cours supérieur à 2,11 francs affiché vendredi pour le deutschemark à Paris.

Quant à la LIVRE STERLING et à la LIRE, elles ont, comme la semaine précédente, suivi le dollar, les banques centrales britannique et italienne ayant veillé au maintien des parités. Leurs cours ont donc sensiblement fléchi par rapport aux monnaies fortes, le franc français y compris.

Comment expliquer les mouvements de la période sous revue ? Sans aucun doute, le reflux initial opposé à toute intervention par les banques centrales, a laissé le

FRANCO espagnole a vivement fléchi sur des rumeurs de dévaluation (0,97 centimes) précédemment, tandis que la cotation du RIAL SAOUDITE était suspendue jeudi jusqu'au lundi suivant, dans l'attente, pense-t-on, d'une réévaluation.

A Montevideo, les autorités ont, pour la seconde fois depuis le début du mois, procédé à la dévaluation de leur monnaie. Désormais, le PESO URUGUAYEN vaudra 0,20 % de moins par rapport au dollar, soit une dépréciation qui se monte à 15,12 % depuis le début de l'année.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a fléchi de 142,55 dollars à 140 dollars dans l'attente des résultats de la vente mensuelle du Fonds monétaire, qui s'est effectuée au cours de 140,38 dollars, puis est remonté à 142 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

MARCHÉ DE L'OR

	1/7	8/7
Or fin (pale en barre)	2210	2210
— (pale en lingot)	2210	2210
Or français 999,9	245	240
Or français 999,5	218	218
Or français 999,0	218	217
Or suisse 999,5	196	196
• Or suisse 999,0 (20 fr.)	153	157
Souverain	229 70	229
• Souverain Elizabeth II	225	240
— 1977	222	222
Pièces de 20 dollars	1089	1082
— 10 dollars	593	580
— 5 dollars	378 10	355
• — 50 cents	65	63
• — 20 cents	256	258
• — 10 florins	214 50	214
• — 5 roubles	106 80	109

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 24. LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A CARPENTRAS**
- 5. POLITIQUE**
- Jacques Duhamel ou le futur en politique, par Jacques Rigault.
- 5. DIPLOMATIE**
- M. Waldheim a exposé à M. Barre le projet de l'ONU d'un Institut sur l'énergie.
- 6. ASIE**
- Le président de la Zambie serait prêt à faire appel à l'aide de Cuba et de la Somalie.
- 7. EUROPE**
- ITALIE : grève générale en Calabre pour protester contre la crise du Mezzogiorno.
 - U.R.S.S. : Moscou et la sortie d'U.R.S.S. de citoyens soviétiques, par Boris Choumilov.
- 8. PROCHE-ORIENT**
- La confrontation Carter-Begin (III), par Eric Rouleau.
- LE MONDE AUJOURD'HUI**
- Pages 9 à 15
- Au fil de la semaine : la « macarade » des petits philosophes, par Pierre Vismann-Poull.
 - Lettre d'Abou-Dhabi, par Tahar Ben Jelloun.
 - La géographie, par Maurice Le Lannou.
 - RADIO-TELEVISION : La troisième Age à la Sagat des Français, par Catherine Humbloot. Radio Fil Bleu et le débat sur le monopole, par Roger Béjarina. Cent ans de reproduction sonore (L), par Emile Noël.
- 16. IDÉES**
- La grande illusion (II. — En deçà de l'Éternel, par Félix Guattari.
 - Hélio et Groul : deux Bretonnes qui n'en font qu'une.
- 17. JUSTICE**
- La formation d'un centre pour enfants psychotiques à Villain.
- 17. MÉDECINE**
- La formation d'un centre pour enfants psychotiques à Villain.
- 17. ÉDUCATION**
- 19. ARTS ET SPECTACLES
 - 20. SPORTS
 - 20. ÉQUIPEMENT
 - 20. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
 - 20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - 21. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (11 à 14)
 Aujourd'hui (14) : Carpent (9) ;
 Journal officiel (14) ; Médecine (14) ; Mois croisés (14).

La cour d'appel de Paris confirme la liquidation des biens des trois sociétés qui ont succédé à la S.A. Lip

La troisième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 8 juillet, ses dispositions en jugement du tribunal de commerce du 3 mai 1976 qui a prononcé la liquidation des biens de la SPEMELIP, de la Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques et de la Compagnie euro-

peenne d'horlogerie, les trois sociétés ayant été créées en novembre 1973 et mars 1974 à la Société anonyme Lip (nos dernières éditions).

Elle a débouté aussi le comité d'entreprise qui était intervenu dans le débat en soutenant que tout espoir n'était pas perdu.

La cour a indiqué notamment : « (...) Quels que soient les motifs qui ont pu conduire à la situation exposée le 12 avril 1976 par le P.-D.G., la Saraguet, et quelles que soient les erreurs — que dénonce la partie intervenante — qui ont pu être commises sur le plan commercial, sur le plan financier ou sur celui de la gestion proprement dite, il ne peut être contesté que cette situation, à raison de laquelle le conseil d'administration a décidé le dépôt de bilan, était constitutive de l'état de cessation des paiements. Il est en effet constant que les pertes cumulées des années 1974 et 1975 ne sont élevées à 27 millions de francs et que celles des premiers mois de l'année 1976, qui devaient, selon le plan initial de relance, marquer le point de départ de l'exploitation bénéficiaire, se sont encore accrues pour atteindre une somme de l'ordre de 10 millions de francs en quatre mois.

Aucune solution positive du comité d'entreprise

Sur le plan du bilan proprement dit, la différence entre le passif exigible et l'actif réalisable et disponible s'établissait le 12 avril 1976 à la somme de 23 millions de francs et au tour

A Rouen, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé de dialoguer avec M. Raymond Barre

Rouen. — Répondant à l'invitation qui lui avait été lancée par M. Leca-quet, président du conseil général de Seine-Maritime, M. Raymond Barre s'est rendu, samedi 9 juillet, à Rouen pour inaugurer un nouveau pont sur la Seine, le pont de Brotonne, situé à l'ouest de la ville, entre Rouen et le pont de Tancarville. Le premier ministre a également présidé à la préfecture plusieurs réunions de travail, consacrées à la mise en place dans le département du dispositif arrêté par le gouvernement pour lutter contre le chômage. Après avoir rencontré les représentants des organisations patronales, il s'est entretenu avec les délégués de plusieurs syndicats ouvriers, mais la C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé de participer à cette consultation.

M. Raymond Barre devait se rendre, dans l'après-midi, à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes) pour inaugurer le remblaiement de la route départementale 100, puis à Antibes, où il devait assister à la représentation de l'opéra de la ville.

Le chef du gouvernement, qui était accompagné de M. Christian Beaudet, ministre du travail, a rappelé aux représentants des organisations patronales et patronales du département les grandes lignes de sa politique en matière de chômage.

Après avoir répondu aux questions des représentants des chambres de commerce et d'industrie, des artisans et des agriculteurs, M. Raymond Barre a quitté Rouen à 18 heures.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

De notre envoyé spécial

Barre s'est entretenu avec les membres du groupe opérationnel pour l'emploi créé en Seine-Maritime sous la présidence du préfet. Composés de quinze membres représentant les principaux services de l'administration départementale et régionale, ce « grand-maître » entend jouer un rôle essentiel d'impulsion et de coordination dans la mise en œuvre des mesures gouvernementales. Le chef du gouvernement avait également souhaité dialoguer avec les syndicats, mais à l'heure du rendez-vous à la préfecture, vers 18 h 30, les délégués de la C.G.T. et de la C.F.D.T. n'avaient pas pu se rendre à l'heure de la manifestation, à Rouen, pour aller organiser, près du

pont de Brotonne, un pique-nique contestataire. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont fait savoir qu'elles ne venaient pas à servir de caution au premier ministre, qui refuse toujours une véritable négociation, et au ministre du travail, qui accepte trop facilement les demandes de licenciement.

Les fédérations départementales de ces syndicats avaient lancé en ville une campagne d'affichage dénonçant notamment le fait que la construction du pont de Brotonne a permis au gouvernement de « réintégrer plusieurs milliers d'anciens chômeurs de T.V.A. sur le dos de la population de Seine-Maritime », alors que cet ouvrage n'a rien coûté à l'Etat puisque les 15 millions de francs ont été financés en totalité par le conseil général.

A. Z.

Le pont de Brotonne : un record à bon marché

De notre correspondant

Rouen. — Le pont de Brotonne, qu'inaugure, ce samedi 9 juillet, M. Raymond Barre, est situé à l'ouest de la ville, entre Rouen et le pont de Tancarville, mis en service en 1959. Il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

En réponse aux préoccupations du patronat

La «serisette» ne sera pas perçue en juillet

«L'économie sera soutenue au second semestre afin qu'il n'y ait pas de glissement nouveau», a déclaré le 8 juillet M. François Ceyras à l'issue d'un entretien d'une heure et demie avec M. Raymond Barre. Le premier ministre a également indiqué au président du C.N.P.F., qui était entouré des neuf vice-présidents de l'organisation patronale, que le prélèvement conjoncturel — plus connu sous le nom de «serisette» — ne serait pas perçu en juillet.

Le patronat est préoccupé. Depuis avril, il constate un tassement de l'activité économique. Les commandes à l'exportation ont fléchi dans certains secteurs ; conséquence de la politique menée en matière de salaires, la consommation intérieure se ralentit, alors même que la production des produits étrangers augmente dangereusement et menace plusieurs domaines d'activité. Sans préconiser une relance globale, qu'il ne peut obtenir, le C.N.P.F. estime nécessaire de préparer, dès à présent, la rentrée en prenant un certain nombre de mesures ponctuelles pour éviter une dégradation de la situation.

Autre préoccupation immédiate du patronat : le prélèvement conjoncturel, appelé communément «serisette», du nom de M. Jean Seris, conseiller de M. Giscard d'Estaing, qui en a eu l'idée. Cette disposition fiscale prévoit que les entreprises doivent payer un acompte, si l'augmentation des prix des produits manufacturés du secteur privé a dépassé 1,5 % pendant cinq mois consécutifs. Les prix ayant progressé de 1,7 % pendant ces quatre derniers mois, la «serisette» devait normalement être appliquée aux entreprises en juillet.

M. Raymond Barre a donné satisfaction au C.N.P.F. sur ce point précis : le prélèvement conjoncturel ne sera pas perçu en juillet, compte tenu de l'effort sérieux des entreprises pour lutter contre l'inflation.

Pour le reste, le premier ministre s'est contenté d'indiquer au président du C.N.P.F. que « l'économie sera soutenue au second semestre, afin qu'il n'y ait pas de glissement nouveau ».

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

M. Ceyras, qui était entouré de neuf vice-présidents du C.N.P.F., avait souhaité notamment un desserrement de l'encadrement du crédit, une baisse des taux d'intérêt, une relance du marché financier et l'extension à d'autres secteurs des mesures de sauvegarde prises récemment en faveur du textile.

De notre correspondant

Rouen. — Le pont de Brotonne, qu'inaugure, ce samedi 9 juillet, M. Raymond Barre, est situé à l'ouest de la ville, entre Rouen et le pont de Tancarville, mis en service en 1959. Il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint, a été inauguré, ce samedi 9 juillet, par M. Raymond Barre, ministre du travail, et le pont de Tancarville, mis en service en 1959, il reliera le pays de Caux à l'autoroute A13 par l'intérieur de la forêt de Brotonne.

Il s'agit d'un pont à haubans de 1300 mètres de long dépassant au-dessus de la Seine un tirant d'air de 50 mètres qui permet le passage de navires de haute mer. La travée médiane qui soute le fleuve mesure 320 mètres et représente à ce jour

le record mondial de la plus longue portée en béton précontraint. L'adoption de cette technique, le fait que la Seine soit à cet endroit le plus large de son lit, qu'à Tancarville, la volonté enfouie des ingénieurs de l'équipement, de faire un ouvrage le plus léger possible, ont conduit à un autre record, celui de la faiblesse du coût : 15 millions de francs (valeur 1977) pour le pont lui-même, soit un prix du même ordre que celui du pont de Tancarville.

Le pont de Brotonne, qui est le record mondial de la plus longue portée en béton précontr